



RECHERCHE | PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES |
évaluation des politiques publiques

che
onomiques
tiques publiques

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2016

PROGRAMME DE TRAVAIL 2017

che
onomiques
tiques publiques

recherche
prévisions économiques
évaluation des politiques publiques

recherche
prévisions économiques
évaluation des politiques publiques

che
onomiques
tiques publiques

recherche
prévisions économiques
évaluation des politiques publiques

NOTRE MISSION

L'OFCE a pour mission, au sein de l'IEP de Paris, d'étudier en toute indépendance la conjoncture de l'économie française, ses structures et son environnement extérieur, notamment européen, d'effectuer des comparaisons avec les économies étrangères, de formuler, dans la mesure où il l'estimera possible, des prévisions économiques, à court, moyen et long terme.

L'OFCE accueille plus de quarante chercheurs français et étrangers auxquels s'ajoutent plusieurs chercheurs affiliés et associés.

« Mettre au service du débat public en économie les fruits de la rigueur scientifique et de l'indépendance universitaire », telle est la mission confiée par l'État à l'OFCE et que l'Observatoire mène à bien par sa recherche théorique et appliquée et sa participation aux débats de politique économique français et européens.

La Fondation nationale des sciences politiques accueille en son sein l'OFCE depuis sa création en 1981. Derrière la diversité des approches et la variété des thèmes de recherche, la rigueur de l'analyse économique donne son unité aux travaux de l'OFCE. L'OFCE est ainsi fidèle au principe fondateur que lui a fixé son premier président : « Nul obstacle n'est fait à la diffusion d'idées, sous réserve que, n'étant point dogmatiques, elles puissent prétendre à un fondement scientifique ».

	Introduction du président	5
■	Quatre thèmes majeurs de recherche	9
	1. Comprendre et prévoir l'économie française dans la conjoncture internationale	11
	2. Les questions européennes	35
	3. Les questions environnementales	45
	4. Les inégalités	53
	Programme de travail 2017	59
	Organisation de l'OFCE	71
■	Publications scientifiques	77
	<i>Revue, Working papers, ouvrages, rapports, études, blogs, Policy briefs</i>	
■	Rencontres scientifiques	99
	Séminaires OFCE, Journées d'études, Conférences	
■	Médias	109
	Médias, Conférences de presse, Événements et partenariats	
■	ANNEXE	
	Activités scientifiques des chercheur-e-s	1-28
	Rapport d'activité du Programme PRESAGE	1-45



Xavier Ragot
président de l'OFCE

L'OFCE en 2016 et les perspectives 2017

L'année 2016 est marquée par le début de la campagne pour l'élection présidentielle. Cette dernière a conduit à des travaux nouveaux de l'OFCE, qui sont venus en complément de ceux déjà menés au sein des quatre axes de travail de l'OFCE. Par ailleurs, la préparation du déménagement de l'OFCE et la réécriture des statuts ont occupé la fin de l'année 2016. Autant dire que les équipes de l'OFCE ont intensément travaillé en 2016 pour produire des analyses, études et recherches nouvelles dans un environnement mouvant. L'année 2017, au moins à partir de juin, verra se stabiliser l'environnement externe, souhaitons-le, et interne de l'OFCE. Les conditions d'une nouvelle étape dans la croissance et la visibilité de l'OFCE seront alors réunies.

La campagne pour l'élection présidentielle

La campagne pour l'élection présidentielle a commencé très tôt en 2016, du fait de la mise en place des primaires pour les deux grands partis de droite et de gauche. Par ailleurs, les questions économiques ont été au cœur du débat national. En effet, le Président de la République avait fait de l'inversion de la courbe du chômage une condition de sa candidature. Dans ce contexte, les analystes politiques ont découvert la complexité du concept de chômage : différentes séries sont disponibles portant des informations parfois divergentes.

De ce fait, en plus du travail régulier de l'OFCE qui sera présenté dans la suite de ce rapport, l'OFCE a mis en place un dispositif particulier de publications, baptisé du terrible anglicisme de *Policy Brief* afin de contribuer au débat public. L'OFCE se devait de contribuer au débat présidentiel, sans verser dans le commentaire anecdotique de mesures ou de propositions peu précises. Par ailleurs, mettre des sujets dans le débat public fait partie de la mission de l'OFCE. Huit *Policy Briefs* ont été publiés en 2016. Commencant par « Le quinquennat de François Hollande : enlisement ou rétablissement » le 5 septembre 2016 pour finir par « Le Revenu universel, une utopie utile ? » le 16 décembre 2016¹.

1. Le détail est donné page 94.

Le bilan de cette publication nouvelle est très positif aussi bien en termes d'efficacité de communication que d'organisation du travail à l'OFCE. Elle force les chercheur-e-s de l'OFCE à résumer les analyses, formuler des propositions pour s'adresser au public le plus large.

Les quatre axes de travail de l'OFCE

Cette nouvelle activité s'est faite en plus de l'approfondissement des travaux de l'OFCE pour comprendre l'environnement économique français et international. Ces travaux sont présentés en quatre chapitres.

Le premier concerne l'analyse et la prévision de l'économie française. L'OFCE réalise deux prévisions par an, menées par le Département Analyse et Prévision (DAP). Il est à noter cette année la nouvelle présentation de la prévision de printemps 2016, intitulée « Petite reprise après grande crise », qui a fait l'objet d'un numéro de la *Revue de l'OFCE*, composé de plusieurs articles écrits indépendamment.

L'analyse de l'économie française a été enrichie par un rapport *Investissement public, capital public et croissance*, coordonné par le Département des études. Ce rapport a permis de coordonner le travail des trois départements de l'OFCE en vue d'appréhender le tissu productif par la contribution de capital public. De la même manière, l'évaluation du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) sur données d'entreprises, réalisée par le Département de Recherche Innovation et Concurrence (DRIC) a permis une évaluation *ex post* d'une mesure phare du quinquennat de François Hollande. L'analyse du tissu industriel a par ailleurs été développée au sein du DRIC qui anime un séminaire sur le tissu productif.

Le second chapitre concerne les questions européennes. Plusieurs publications rassemblent les travaux de l'OFCE sur les questions européennes. La première est le rapport iAGS, réalisé depuis maintenant plusieurs années en collaboration avec d'autres instituts européens. Un outil quantitatif a été réalisé dans le cadre de ce rapport (le modèle iAGS) qui permet de comparer les convergences/divergences des pays européens. La seconde publication est un second volume de *L'économie européenne* dans la collection Repères des éditions La Découverte. Les questions européennes sont traitées dans de nombreux travaux et contrats européens². Derrière des acronymes barbares se cachent des analyses de la stabilité financière au niveau européen, des réglementations environnementales et de la dynamique de l'innovation. Je note que le dynamisme intellectuel de l'OFCE sur les questions européennes n'est pas perçu en France, même s'il est reconnu au niveau européen.

2. Présentés page 35.

L'OFCE développe par exemple des discussions avec des partenaires européens en général, et allemands en particulier afin d'échanger des points de vue. Une conférence a eu lieu entre le Cesifo, le DIW d'une part, l'OFCE et le CEPII d'autre part sur les questions européennes et les divergences franco-allemandes.

Le troisième chapitre concerne la question environnementale³. Celle-ci est appréhendée par différents types de travaux. Une approche quantitative par un modèle multi-sectoriel *ThreeMe*, développé au sein du département DAP, permet de quantifier les effets de la transition énergétique à court terme. Ce modèle se développe grâce à une activité contractuelle avec l'ADEME. Ensuite, au sein du Département des études, des économistes comme Éloi Laurent développent une approche économique et sociale de la question écologique. Enfin, au sein du département DRIC, la question environnementale est développée par différents contrats européens, notamment INNOPATHS. Les modèles développés sont possiblement des modèles à agents (*agent-based models*) ou des modélisations macroéconométriques.

Le quatrième chapitre concerne l'analyse des inégalités sous toutes leurs facettes⁴. L'approche des inégalités de genre est construite à l'OFCE au sein du programme PRESAGE, qui permet une grande diversité de travaux et de communications sur ce sujet. L'approche sociologique des inégalités est développée notamment par Maxime Parodi et Michel Forsé, qui ont organisé une journée d'étude « Mobilité sociale et frustration », qui a donné lieu à un numéro de la *Revue de l'OFCE* (150). Une partie des travaux sur les inégalités européennes est présentée au sein du rapport iAGS.

Ces travaux assurent une grande visibilité académique et publique de l'OFCE. En résumant à l'extrême, l'OFCE a publié 5 numéros de la *Revue de l'OFCE* en 2016, 32 documents de travail, une trentaine de publications dans des revues à comité de lecture, de nombreux chapitres d'ouvrages et des ouvrages. La présence dans les médias en 2016 est toujours aussi impressionnante, de l'ordre de 7 fois par jour en moyenne.

Le programme de travail pour l'année 2017 est déjà en partie réalisé au moment où sort ce rapport. Il vise à confirmer la présence de l'OFCE dans le débat public. Ensuite, l'approfondissement des thèmes des quatre chapitres donnera lieu à de nombreux travaux. Un effort permanent doit être réalisé afin d'assurer la visibilité européenne de l'OFCE.

3. Voir page 45.

4. Voir page 53.

L'évolution de l'OFCE

Ce travail de l'OFCE en 2016 a été réalisé dans une période de changement important. En effet, le déménagement de l'OFCE en mars 2017 du 69 Quai d'Orsay au 10 Place de la Catalogne à Paris a été préparé dès juin 2016 et a affecté le travail de l'OFCE. Ce déménagement a été lié à une discussion globale sur l'équilibre financier et les projets de développement de l'OFCE. Par ailleurs, l'élaboration de nouveaux statuts de l'OFCE, qui ont été signés en mai 2017, a de même absorbé une grande part de l'attention du Président de l'OFCE et de l'équipe de direction.

Ces chantiers sont derrière nous et l'OFCE peut dorénavant se projeter à long terme pour améliorer notre compréhension de l'économie française et européenne. L'ambition de l'OFCE est de devenir un des meilleurs centres en économie appliquée d'Europe. Cela demande de valoriser les travaux déjà réalisés, de monter en gamme sur certains aspects de l'analyse économique, en utilisant par exemple plus extensivement la microsimulation de l'analyse des politiques économiques.

Ce rapport rend compte des différentes activités 2016 de l'OFCE et des perspectives 2017. Il fournit des informations sur le fonctionnement de l'OFCE et présente également les thèmes de recherche. Il est complété par une annexe sur les activités scientifiques des chercheur-e-s de l'OFCE.

Toute l'équipe de l'OFCE se joint à moi pour vous souhaiter une bonne lecture.



Xavier Ragot

Président de l'OFCE

L'OFCE en

QUATRE THÈMES MAJEURS DE RECHERCHE

Comprendre et prévoir l'économie française dans la conjoncture internationale

Le Département analyse et prévision (DAP) analyse la conjoncture de l'économie française et l'économie européenne à court et à moyen terme (*analyser et prévoir la conjoncture*) et étudie les conséquences des politiques économiques engagées ou proposées (*intervenir dans le débat de politique économique*). Par ailleurs, le département développe des outils et des méthodes quantitatives pour remplir ces deux objectifs (*développer les outils*).

Analyser et prévoir la conjoncture

Une mission essentielle de l'OFCE est d'observer et de prévoir l'évolution de l'économie française et européenne et son insertion dans l'environnement international. Cela est fait au sein du département analyse et prévision en utilisant les méthodes d'analyse cyclique et les modèles macroéconomiques qu'il développe. Différents outils sont utilisés : un modèle macro-économétrique trimestriel de l'économie française (*e-mod.fr*) ; des outils quantitatifs de mise en cohérence des scénarios nationaux (comptes emploi ressources) à travers la demande adressée à chaque pays ou zone ; des outils quantitatifs de comparaison des analyses conjoncturelles entre les sept grands pays industrialisés (États-Unis, Japon, Royaume-Uni, Allemagne, France, Italie, Espagne) ; des indicateurs avancés pour différents pays ou zones (France, zone euro, Royaume-Uni, États-Unis) ; un modèle simplifié de la zone euro (*iAGS model*) qui permet d'étudier les effets de débordement à travers le commerce intra-européen des chocs dans chaque pays ; un modèle macro-sectoriel de l'économie française destiné aux analyses fines des politiques de taxation, en particulier environnementales (*ThreeME*).

Par ailleurs, le département rassemble et met en cohérence les informations concernant les circuits réels et financiers. Il recherche les modifications de structures qui infléchissent les rythmes de croissance de la production, de la productivité et des prix et affectent les équilibres réels et nominaux. Son analyse des situations étrangères permet de décrire les interdépendances et leurs implications pour la France, de mettre en évidence les déphasages conjoncturels et leur incidence pour la coordination des politiques, d'explicitier les mécanismes de développement à l'œuvre selon les contextes institutionnels, de comparer les potentiels de croissance, cycles de productivité et *output gap* français et étrangers. Le Département analyse et prévision effectue chaque année deux campagnes de prévision, au printemps et à l'automne, mobilisant à chaque exercice pendant deux mois l'ensemble des économistes du département et en utilisant les outils quantitatifs dont ils disposent.

La prévision du printemps 2016 s'intitule « Petite reprise après grande crise » [7] et a fait l'objet d'un numéro de la *Revue de l'OFCE*. Ce dernier est composé de plusieurs articles qui peuvent être lus indépendamment.

Le premier article [1], présente le scénario de prévision pour l'économie mondiale et la zone euro. Comme le rappellent les économistes du Département analyse et prévision de l'OFCE, la croissance mondiale traverse à nouveau une zone de turbulences. La dynamique de croissance n'est pas remise en cause pour 2016 et 2017, elle devrait atteindre respectivement 2,9 et 3,0 %. Elle connaît cependant un ralentissement qui touche en premier lieu les pays émergents avec une baisse de la croissance chinoise qui se confirme et s'accroît (6,1 % anticipé pour 2017 contre plus de 7,6 % en moyenne sur 2012-2014). Le ralentissement de la demande chinoise pèse sur le commerce mondial et contribue à la faiblesse du prix du pétrole, ce qui accroît en retour les difficultés des pays producteurs de pétrole et de matières premières. Enfin, la perspective de normalisation de la politique monétaire américaine se traduit par un reflux des capitaux. Le dollar s'apprécie et les monnaies des pays émergents d'Asie et d'Amérique latine se déprécient. Si les pays industrialisés pâtissent également du ralentissement chinois par un effet de demande adressée, leur croissance reste soutenue grâce à la baisse du prix du pétrole. Le soutien de la politique monétaire s'atténue aux États-Unis mais s'amplifie dans la zone euro, ce qui maintient l'euro à un faible niveau. Quant aux politiques budgétaires, elles ne sont plus systématiquement restrictives. Dans ces conditions, la croissance ralentirait aux États-Unis, passant de 2,4 % en 2015 à 1,9 % puis 1,6 % en 2016-2017. La reprise s'accélérait légèrement dans la zone euro, portée notamment par le dynamisme de l'Allemagne et de l'Espagne et l'amélioration des perspectives en France et en Italie. Sur l'ensemble de la zone euro, la croissance atteindrait 1,8 % en 2016 et 1,7 % en 2017. Cette dynamique permettra de réduire le taux de chômage mais, en fin d'année 2017, il serait néanmoins encore 2 points au-dessus de son niveau d'avant-crise (9,3 % contre 7,3 % en fin d'année 2007). Alors que le risque déflationniste semble écarté pour les États-Unis, il reste prégnant dans la zone euro. L'inflation est proche de zéro et le niveau très bas des anticipations d'inflation à long terme témoigne des difficultés de la BCE à reprendre le contrôle de l'inflation. La persistance du chômage indique que la politique de gestion de la demande en zone euro reste largement déficiente. De fait, elle repose entièrement sur la politique monétaire. Si les actions de la BCE sont une condition nécessaire à l'accélération de la croissance, elles ne sont pas suffisantes et doivent être complétées par des politiques budgétaires plus actives. Au niveau de l'ensemble de la zone euro, la politique budgétaire est en effet globalement neutre (expansionniste en Allemagne ou en Italie en 2016 mais restrictive en France et plus encore en Grèce) alors qu'elle devrait être plus expansionniste pour engager une baisse plus rapide du chômage et permettre d'écartier le risque déflationniste. Par ailleurs, cette situation de croissance modérée se traduit également par l'accumulation d'excédents courants de la zone euro (3,2 % en 2015). De fait, s'il y a bien eu une correction des déséquilibres intra-zone euro, elle s'explique surtout par l'ajustement des pays qui étaient en situation de déficit avant la crise. Dès lors, l'excédent de la balance courante de la zone euro fait peser des risques

à terme sur le niveau de l'euro qui pourrait s'apprécier une fois que le stimulus monétaire prendra fin, freinant alors la croissance.

Le deuxième article détaille l'analyse conjoncturelle pour l'économie française. Il s'intitule « France : des marges de croissance » [5]. Dans celui-ci, il est rappelé qu'après plusieurs années de croissance atone (0,4 % en moyenne sur la période 2012-2014), un mouvement de reprise de l'activité semble enfin émerger en France. Avec 1,2 % en 2015 (1,4 % en glissement annuel à la fin de l'année), la croissance française est restée modeste et inférieure à la moyenne de la croissance européenne. L'année 2015 a été encore marquée par un certain nombre de points noirs, particulièrement concentrés autour du secteur de la construction et de l'investissement des administrations publiques (amputant le PIB de -0,3 point en 2015 après -0,5 point en 2014). Néanmoins, des signaux positifs sont apparus qui sont de bon augure. Premièrement, en 2015, l'économie française a renoué avec les créations d'emplois dans le secteur privé (122 000 sur l'ensemble de l'année). Deuxièmement, l'investissement des entreprises, tiré par les secteurs des biens d'équipements et de l'information-communication, s'est amélioré (+3,2 % en glissement annuel). À cela s'ajoute un certain nombre d'éléments favorables à la compétitivité : le taux de marge des entreprises a fortement augmenté, particulièrement dans les branches industrielles et les secteurs exportateurs, les parts de marché à l'exportation se sont améliorées et la balance courante, déficitaire depuis une dizaine d'années, est quasiment revenue à l'équilibre. Troisièmement, bien que son impact sur la consommation des ménages ait été limité (+0,9 % en glissement annuel), le pouvoir d'achat des ménages s'est redressé (+2 %). Cela s'est traduit par une forte remontée du taux d'épargne en 2015 (près d'1 point), laissant présager des capacités de consommation futures pour 2016. Enfin, le déficit public, à 3,5 % du PIB en 2015, a été inférieur à la cible du gouvernement et aux attentes de la Commission européenne.

L'année 2015 a été marquée par un redressement de la situation financière des agents privés et une amélioration des comptes publics. Les ménages, les entreprises et les administrations publiques abordent ainsi l'année 2016 avec de nouvelles marges de manœuvre. Dans un contexte où l'environnement macroéconomique extérieur reste relativement porteur (prix du pétrole bas, euro compétitif et taux d'intérêts historiquement faibles), et ce malgré le ralentissement des pays émergents, Chine en tête, ou le risque de Brexit, l'économie française aborde l'année 2016 dans des conditions meilleures que par le passé. Avec une sortie progressive de la politique d'austérité, ces nouvelles capacités financières pourront soutenir la consommation, l'investissement et l'emploi. De plus, le redressement des résultats des enquêtes dans la construction laisse présager une amélioration du secteur pour l'année en cours. Ainsi, la croissance française devrait s'établir à 1,6 % en 2016 (+1,9 % en glissement annuel), avec un 1er semestre 2016 relativement dynamique (+1 % sur le semestre), soutenu par un rebond marqué de la consommation après une faiblesse temporaire au 4e trimestre 2015, due en partie à la douceur climatique et aux effets des attentats. À partir du troisième trimestre 2016, la croissance évoluerait sur un rythme de 0,4 % par trimestre. Au cours de l'année 2016, le nombre total d'emplois créés serait de l'ordre de 230 000 et

le taux de chômage reviendrait à 9,5 % en fin d'année, soit une baisse de 0,5 point, dont 0,15 dû à la mise en place du plan de 500 000 formations. L'investissement des entreprises, soutenu par la hausse des taux de marge, la faiblesse du coût du capital et l'amélioration des perspectives d'activité, continuerait à se redresser mais à un rythme modéré (3 %) en raison des taux d'utilisation toujours inférieurs à leur moyenne historique. Le déficit public s'améliorerait de 0,4 point de PIB en 2016 (pour atteindre 3,1 % du PIB), pour moitié grâce à l'effort budgétaire structurel et pour moitié grâce à l'amélioration de la situation conjoncturelle.

En 2017, avec un taux de croissance de 1,6 %, l'économie française continuerait à croître à un rythme légèrement supérieur à son potentiel (1,3 %). Elle créerait 165 000 emplois, ce qui, en raison du rebond de la population active avec le retour progressif sur le marché du travail des personnes ayant bénéficié du plan formation, permettrait tout juste de stabiliser le taux de chômage à 9,5 % en 2017. Enfin, le déficit public atteindrait 2,7 % du PIB en 2017, repassant sous la barre des 3 % pour la première fois depuis dix ans.

Si l'on reste encore loin d'une croissance vigoureuse et du niveau de chômage d'avant-crise, la France semble cependant entamer sa lente convalescence, notamment par le redressement du pouvoir d'achat des ménages, la baisse du chômage, l'amélioration de la compétitivité des entreprises et la réduction du déficit public.

Par ailleurs, deux articles complètent et enrichissent l'analyse conjoncturelle :

Le premier article, intitulé « Trois questions autour de l'impact à court terme des variations du prix du pétrole sur la croissance française » [6], évalue différentes caractéristiques de l'impact de l'évolution du prix du baril de pétrole sur l'activité économique en France. Les auteurs, Éric Heyer et Paul Hubert, montrent qu'il existe un décalage de cet impact sur le PIB, qui serait en moyenne, sur la période 1985-2015, de 4 trimestres. L'effet, à la baisse comme la hausse, n'est significatif que pour des variations des prix du pétrole supérieures à 1 écart-type. L'effet asymétrique est extrêmement faible : l'effet est identique dans le cas d'une hausse ou d'une baisse de ce dernier. Seule la vitesse de diffusion diffère (3 trimestres dans le cas d'une hausse contre 4 dans celui d'une baisse). Enfin, l'effet dépend de la phase du cycle conjoncturel : il est très largement supérieur lorsque l'économie se situe dans un état de croissance modérée (basse conjoncture). Les résultats de cette étude indiquent donc que l'effet du contre-choc pétrolier est à venir et devrait se faire sentir à partir du 1^{er} trimestre 2016.

Le second revient sur « L'impact du découplage des politiques monétaires de la BCE et de la Fed sur la zone euro et les pays émergents » [3]. Ainsi, alors que la Réserve fédérale a amorcé un cycle de hausse des taux en décembre 2015, la BCE a amplifié son programme d'assouplissement quantitatif en annonçant d'abord une extension de la durée du programme, puis une augmentation de sa taille et enfin un élargissement de la gamme d'actifs achetés. Il en résulte un découplage croissant de la politique monétaire entre les États-Unis et la zone euro. Ce découplage pourrait accentuer les effets du soutien qu'apporte la BCE par le canal du taux de change. Christophe Blot, Paul Hubert et Christine Riffart illustrent ce mécanisme en évaluant l'effet en zone euro des variations

de taux d'intérêt anticipés et de taille du bilan sur le taux de change et le prix des cours boursiers. Les résultats suggèrent que l'effet taux est systématiquement significatif alors que l'effet par la taille du bilan serait moins important. En outre, après avoir alimenté la liquidité mondiale, la normalisation en cours de la politique monétaire américaine s'accompagne un recul des flux de capitaux des économies émergentes, provoquant ainsi de l'instabilité financière et fragilisant leur croissance. Par ailleurs, les auteurs estiment les effets de débordement de la politique monétaire de la Réserve fédérale et de la BCE sur les taux de change et les cours boursiers de ces pays. Leurs résultats suggèrent que la sensibilité des économies émergentes aux politiques monétaires de la Réserve fédérale et de la BCE n'est pas homogène. Il ressort également que l'effet de signal de la politique monétaire pourrait être plus important pour sa transmission que les effets de réallocation de portefeuille.

Enfin, ce numéro se termine sur la retranscription du débat réalisé autour des perspectives économiques et qui permet de confronter les analyses de l'OFCE à celles de Nicola Brandt de l'OCDE et d'Emmanuel Jessua de COE-Rexecode [12].

Les différentes analyses autour de la prévision ont été déclinées en billets de blog [64] et [63]. D'autres billets ont repris des points analysés dans les textes de la prévision, afin de leur donner plus de visibilité. C'est le cas de l'impact du contre-choc pétrolier sur l'activité [74], de la mise en œuvre du QE de la BCE [53], du Royaume-Uni à l'approche des élections [83] et de la revalorisation des bas salaires [82], de la crise en Grèce [89], de la mise en place du *Jobs Act* en Italie [49], du marché du travail en France [60] et du plan de formation [61].

La prévision a été présentée lors d'une conférence de presse à l'OFCE le 12 avril 2016 et les matériaux diffusés sont disponible sur le site de l'OFCE (www.ofce.sciences-po.fr). La prévision a été publiée dans le numéro 147 de la *Revue de l'OFCE*.

La prévision d'automne 2016 s'intitule « Exit la croissance » [16]. Le cœur de l'analyse prolonge ce qui avait été développé dans la prévision de printemps et a fait l'objet du numéro 148 de la *Revue de l'OFCE*. Ce dernier est également composé de plusieurs articles qui peuvent être lus indépendamment.

Le premier article [8] présente le scénario de prévision pour l'économie mondiale et la zone euro. Comme le rappellent les économistes du département Analyse et Prévision de l'OFCE, huit ans après le début de la Grande Récession, l'économie mondiale est toujours en rémission. Même s'il subsiste des pays pour lesquels la croissance est faible (Italie, Portugal) ou en recul (Grèce, Brésil, Russie), une reprise est enclenchée dans l'ensemble des zones géographiques. Mais, les stigmates de la crise ne sont pas encore effacés et le chômage décroît mais reste élevé en zone euro.

De nombreux facteurs alimentent la fragilité de la croissance. Il y a un an, les inquiétudes émanaient de la croissance chinoise et plus généralement de la situation des économies émergentes, ce qui a entraîné une forte correction des places boursières, non seulement des pays émergents mais aussi des pays industrialisés. Si le modèle de croissance chinoise est toujours en mutation, les craintes d'un atterrissage brutal de l'économie

chinoise se sont dissipées, au moins temporairement. D'autres facteurs d'incertitude fragilisent aujourd'hui l'économie mondiale et en particulier l'Europe avec le vote en faveur du Brexit. L'économie britannique sera logiquement la plus touchée par ce choix qui s'est immédiatement traduit par une baisse de la livre. Ailleurs qu'au Royaume-Uni, l'impact à court terme sera modéré. Après le risque de Grexit, cette nouvelle crise vient encore une fois alimenter les doutes sur la pérennité de la construction européenne et de la monnaie unique et pourrait déclencher de nouvelles tensions sur les marchés financiers. Au-delà de son impact direct, le Brexit induit une nouvelle source d'incertitude notamment en Europe, à un moment charnière où les facteurs (prix du pétrole, baisse de l'euro) qui avaient largement soutenu l'activité en 2014-2016 s'estompent progressivement.

La croissance reculerait nettement au Royaume-Uni sous l'effet du Brexit et plus modérément dans le reste de l'Europe. L'impact du Brexit sur les partenaires du Royaume-Uni serait relativement faible. Les États-Unis ne seraient pas touchés par le choc mais la croissance du PIB passerait ainsi de 2,4 % en 2015 à 1,6 % en 2016 notamment du fait d'un premier semestre en demi-teinte.

Du côté de la zone euro, la croissance passerait de 2 % en 2015 à 1,6 % en 2016 puis 1,3 % en 2018. Ce ralentissement de la croissance montre qu'une dynamique interne vertueuse peine à prendre le relais des facteurs favorables qui avaient permis d'enclencher la reprise. Les sources d'incertitude sont multiples : la transition de l'économie chinoise, le Brexit et l'avenir de l'Union européenne, la situation des finances publiques en Espagne et l'absence de gouvernement, la crise migratoire sont autant de facteurs à la fois politiques et économiques qui favorisent l'attentisme, le repli sur soi et freinent la prise de risque. Il en résulte une situation où les ménages comme les entreprises privilégient l'épargne à l'investissement, ce qui réduit la croissance et confirme les craintes d'une économie mondiale qui serait enfermée dans une trappe à faible croissance et à inflation basse, validant *ex post* les analyses pointant la baisse de la productivité et de la croissance potentielle.

Dans ces conditions, le processus de réduction des déséquilibres n'en sera que plus long. Le chômage se résorbe lentement et resterait bien au-dessus de son niveau d'avant-crise en fin d'année 2018 tandis que l'inflation peinerait à rejoindre la cible de 2 %. Du côté des pays émergents, le ralentissement de l'économie chinoise se confirme et se poursuit. Mais le Brésil et la Russie sortiraient de la récession en 2017 et la croissance serait stable dans l'Asie hors Chine, si bien que le ralentissement de la croissance dans les pays industrialisés serait compensé par une accélération dans les pays émergents et en voie de développement. Le creux de la croissance mondiale serait atteint en 2016 avec une progression du PIB de 2,7 %. Elle retrouverait ensuite des niveaux proches de 3 % en 2017 et 2018.

Le deuxième article détaille l'analyse conjoncturelle pour l'économie française. Il s'intitule « France : croissance malmenée » [15]. Après trois années de croissance faible (0,5 % en moyenne sur la période 2012-2014), un modeste rebond de l'activité s'est

dessiné en France en 2015 (1,2 %), tiré par la baisse des prix du pétrole, la dépréciation de l'euro et une consolidation budgétaire moins forte que par le passé.

Pour la première fois depuis 2011, l'économie française a renoué avec les créations d'emplois salariés dans le secteur marchand (98 000 sur l'ensemble de l'année), favorisées par les dispositifs fiscaux réduisant le coût du travail. Une hausse des effectifs dans le secteur non marchand (+49 000) cumulée à des créations d'emplois non-salariés (+56 000), le nombre de chômeurs au sens du BIT a diminué en 2015 (-63 000, soit -0,2 point de la population active). De son côté, dynamisé par le suramortissement fiscal sur les équipements industriels, l'investissement des entreprises a connu un redémarrage en 2015 (+3,9 % en glissement annuel). La moins bonne performance de la croissance française par rapport à celle de la zone euro depuis 2014 s'explique, outre le fait qu'elle ait aussi mieux résisté sur la période 2008-2013, par deux éléments majeurs : d'une part, par un ajustement budgétaire plus conséquent que ses voisins européens sur la période 2014-2016, et d'autre part, par la maigre contribution de ses exportations à la croissance alors même que les orientations fiscales de la politique de l'offre visent à redresser la compétitivité des entreprises françaises. Or, il semblerait que les exportateurs français aient fait le choix, à partir de 2015, de redresser leurs marges plutôt que de réduire leurs prix à l'exportation, sans effet sur les volumes exportés. Si ce comportement se traduit par des pertes de parts de marché depuis plusieurs trimestres, il peut en revanche, à travers le rétablissement des situations financières des exportateurs hexagonaux, devenir un atout à plus long terme, notamment si ces marges étaient réinvesties dans la compétitivité hors-coût pour favoriser la montée en gamme des produits fabriqués en France.

En 2016, malgré un premier trimestre dynamique (+0,7 %) tiré par la demande intérieure hors stocks exceptionnellement soutenue (+0,9 %), la croissance du PIB ne dépasserait pas 1,4 % en moyenne sur l'année. Le trou d'air du milieu d'année, marqué par les grèves autour du conflit sur la loi travail, les inondations, les attentats ou la fin initialement annoncée du suramortissement fiscal, expliquent en partie la faiblesse de la reprise en 2016. Sous l'effet du redressement du taux de marge, d'un coût du capital historiquement bas et du prolongement du suramortissement fiscal, l'investissement continuerait cependant à croître en 2016 (+2,7 % en glissement annuel). Les créations d'emplois salariés marchands seraient relativement dynamiques (+149 000), soutenues par le CICE, le Pacte de Responsabilité ou la prime à l'embauche. Au total, en tenant compte des non-salariés et des effectifs non marchands, 219 000 emplois seraient créés en 2016. Le taux de chômage baisserait de 0,5 point sur l'année, dont 0,1 serait lié à la mise en place du dispositif « 500 000 formations », et s'établirait à 9,4 % de la population active en fin d'année. Le déficit public, quant à lui, baisserait à 3,3 % du PIB en 2016, après 3,5 % en 2015 et 4 % en 2014.

En 2017, avec un taux de croissance de 1,5 %, l'économie française continuerait à croître à un rythme légèrement supérieur à son potentiel (1,3 %), la politique budgétaire nationale ne pesant plus sur le PIB pour la première fois depuis sept ans. Par contre, la

France doit faire face, par rapport à la prévision de printemps, à deux nouveaux chocs, l'impact négatif du Brexit sur le commerce extérieur et celui des attentats sur la fréquentation touristique. Ces deux chocs amputeront de 0,2 point de PIB la croissance en 2017 (après 0,1 en 2016). L'économie française créerait 180 000 emplois, dont 145 000 dans le secteur marchand, et le taux de chômage se réduirait de « seulement » 0,1 point, en raison du rebond de la population active avec le retour progressif sur le marché du travail des personnes ayant bénéficié du plan formation. Sous l'effet de la remontée du prix du pétrole et de la baisse de l'euro, l'inflation serait de 1,5 % en 2017 (après 0,4 % en 2016). Enfin, le déficit public atteindrait 2,9 % du PIB en 2017, repassant sous la barre des 3 % pour la première fois depuis dix ans. Après s'être stabilisée à 96,1 % du PIB en 2015 et en 2016, la dette publique baisserait très légèrement, pour revenir à 95,8 % en 2017.

L'économie française, bien que malmenée par de nouveaux chocs et loin d'avoir effacé tous les stigmates de la crise, se redresse peu à peu, comme en témoigne l'amélioration graduelle de la situation financière des agents économiques : hausse du taux de marge des entreprises, rebond du pouvoir d'achat des ménages, baisse du déficit et stabilisation de la dette publique.

Un article complète et enrichit l'analyse conjoncturelle. Celui-ci résume les objectifs et les conséquences sur l'économie des taux négatifs fixés par les banques centrales sur les facilités de dépôts et les réserves excédentaires [11]. Les auteurs, Christophe Blot et Paul Hubert, rappellent que depuis 2014, la BCE applique un taux négatif sur les réserves excédentaires (et facilités de dépôts) des banques commerciales. Cette politique vise à amplifier le caractère expansionniste de la politique monétaire. Elle est complémentaire du *Quantitative Easing (QE)*, programme par lequel la BCE achète des titres sur les marchés. En effet, le QE fournit des liquidités aux banques et les incite à réallouer ces liquidités. Le taux négatif sur les réserves renforce l'incitation des banques à opérer des arbitrages sur leur portefeuille d'actifs et amplifie la baisse des taux de court terme. Alors que le coût brut de cette rémunération négative pour les banques est d'environ 3,5 milliards d'euros par an, il convient de rappeler que les réserves excédentaires représentent seulement 2,5 % des actifs des banques (800 milliards sur 31 000 milliards d'euros), que les banques font des gains en capital sur les titres qu'elles revendent à la BCE dans le cadre du QE, et que la BCE leur offre la possibilité de se financer elles-mêmes à taux négatifs auprès de la BCE dans le cadre du programme TLTRO II.

Enfin, ce numéro se termine sur la retranscription du débat réalisé autour des perspectives économiques et qui permet de confronter les analyses de l'OFCE à celles de Jesus Castillo de Natixis et de Denis Ferrand de COE-Rexecode [2].

Comme à l'accoutumée les analyses de la prévision ont été disséminées largement à travers des billets de blog ([50], [81], [86], [78], [51], [67], [52]).

La prévision a été présentée lors d'une conférence de presse à l'OFCE le 19 octobre 2016 et les matériaux diffusés sont disponible sur le site de l'OFCE (www.ofce.sciences-po.fr). La prévision a été publiée dans le numéro 148 de la *Revue de l'OFCE*.

Le travail de la prévision d'automne sert également de base à l'analyse conjoncturelle utilisée dans le rapport iAGS, cette année la version iAGS 2017. Ainsi, les analyses de prévision ont été synthétisées et publiées en anglais dans le chapitre 1 du rapport iAGS 2017 [36].

Les outils de la prévision

emod.fr

Les modèles macroéconométriques sont bâtis sur les définitions de la Comptabilité nationale et sont estimés. Les développements théoriques de la macroéconomie sont testés et implémentés dans le modèle s'ils ont une validité empirique. Le département développe et entretient le modèle France (*e-mod.fr*). Ce modèle est robuste et permet une bonne appréciation dans le court terme des phénomènes économiques, lorsqu'il est utilisé en prévision. Il permet aussi de caractériser les canaux par lesquels les chocs ou les politiques économiques se transmettent. Enfin, il peut être utilisé pour cadrer les projections à moyen terme, ce qui permet de préciser et d'améliorer le long terme du modèle.

En 2016, le travail de réestimation des fonctions de comportement du modèle France a été poursuivi. Le bloc demande de facteur a été reformulé. Il est désormais possible de mieux prendre en compte différentes hypothèses de substitution des facteurs et de mieux prendre en compte les conséquences d'une modification du coût du travail. Par ailleurs l'équation de comportement d'épargne des ménages a été réestimée. Un travail hors modèle permet de traiter les baisses de coût du travail différenciées suivant le niveau de salaire. Par ailleurs, un travail a été entrepris qui vise à enrichir le modèle de non linéarité de façon à prendre en compte les effets du cycle économique dans les comportements des agents.

Indicateurs avancés

Le travail sur les indicateurs avancés se poursuit. Outre le projet conduit avec Eurostat d'indicateurs mensuel de PIB de la zone euro [(PEEIs) Task 5]¹, un travail exploratoire a été effectué pour le compte de la région Île-de-France. Ce travail va donner lieu à une *Note de l'OFCE* en 2017.

1. Mathieu Catherine, « Principal European Economic Indicators (PEEIs) Task 5 – Monthly Production of Coincident indicators », *Contrat pour Eurostat*, 2015.

Dynamique de l'investissement public

Le rapport sur *l'investissement public, le capital public et la croissance* [45] coordonné par le département des Études a permis de réaliser un état des lieux de l'investissement public dans sa dimension internationale et française et, dans ce dernier cas, dans sa dimension régionale.

Le rapport part du constat (désormais largement partagé) que l'investissement public a baissé considérablement dans les années récentes, et que la France n'est pas une exception. Après avoir mis en évidence que le débat sur la taille des multiplicateurs, déclenché par la crise, s'accorde sur une grande efficacité de l'investissement public pour relancer la croissance, le rapport remarque aussi que les estimations des multiplicateurs ont une très grande variabilité. Ceci implique que toute relance par l'investissement public doit se faire en ciblant les secteurs ou les territoires où le capital public serait plus productif, et en essayant d'éviter les effets d'aubaine.

Le rapport met en lumière la complémentarité existant entre investissement public et investissement privé : loin de nuire à l'investissement privé par un effet d'éviction, l'investissement public produirait plutôt un effet d'entraînement sur l'investissement privé.

Le rapport relativise aussi les craintes sur la dette publique en France, en fournissant une estimation du patrimoine net de l'État, calculé à partir des comptes nationaux. Le rapport montre combien la crise a pesé à la baisse sur l'investissement public et dans une proportion importante ; cela a été jusqu'à engendrer une baisse du stock de capital public français. Ceci ne sera pas sans conséquences néfastes sur la croissance future de l'économie française.

Le rapport se penche ensuite sur l'investissement public au niveau départemental en France, en s'appuyant sur une base de données construite par l'OFCE, au département Innovation et Concurrence. Les résultats préliminaires de cette estimation montrent un effet positif de l'investissement public, mais aussi des externalités négatives au niveau territorial, ce qui porte à conclure que la concurrence entre les départements se fait au détriment de la croissance. La recommandation de politique économique que le rapport tire de ces résultats est que l'investissement public au niveau local doit être coordonné entre les départements afin d'en maximiser l'impact sur la croissance nationale.

Le rapport exploite le modèle *ThreeME* développé au Département analyse et prévisions pour estimer l'impact sur la croissance de la transition énergétique à l'horizon 2015-2050. La transition énergétique pourrait conduire à plus d'1% du PIB par an d'investissement public supplémentaire, principalement dans les énergies renouvelables mais aussi dans le secteur du bâtiment.

Le rapport estime enfin qu'un choc d'investissement aurait un impact positif sur la croissance *via* un effet d'entraînement sur l'investissement privé, et des effets plutôt limités sur l'endettement public. La valeur exacte du multiplicateur (et l'impact sur les

finances publiques) dépendrait par ailleurs du mode de financement de l'investissement. Dans tous les scénarios, une dégradation de la balance commerciale apparaîtrait.

Évaluation de politiques publiques

Une partie croissante de l'activité du département tente de répondre à des demandes spécifiques émanant des institutions publiques et relatives à l'évaluation de certaines politiques publiques, ces dernières étant définies au sens large. De nombreuses évaluations ont été réalisées au sein du département DRIC. Celles-ci peuvent s'intéresser à l'impact de la mise en place de politique économique précise – et souvent très médiatisées – comme le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) ou le Crédit d'Impôt Recherche (CIR), ou encore comprendre plus largement comment l'investissement public agit sur la productivité des entreprises, ou sur l'impact des politiques locales sur le succès de technopoles particulières comme celles de Sophia-Antipolis. Ces recherches sont essentiellement contractuelles et répondent à des demandes ponctuelles et précises de la part des administrations centrales ou locales.

Évaluation de l'effet du CICE sur la compétitivité des entreprises (contrat avec France Stratégie)

Cette recherche financée par France Stratégie a démarré en février 2015 pour une durée de 18 mois. Elle permet de financer quatre chercheur-e-s afin de réaliser une étude sur l'impact du CICE, le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi, sur les exportations des entreprises françaises. Un des objectifs du CICE, mis en place en 2013, est d'améliorer la compétitivité des entreprises françaises. Nous évaluons l'impact du CICE sur la compétitivité-prix des entreprises exportatrices et ce qu'on peut en attendre en termes d'exportation. L'étude se base sur des données d'entreprises de divers services producteurs de données (INSEE, ACOSS, DGFIP, Direction des douanes, SIES).

L'équipe, dirigée par Sarah Guillou, a finalisé la réalisation du contrat donnant lieu à la publication du rapport final en novembre 2016. Le rapport [47] établit que le CICE devrait avoir un impact sur les exportations françaises en raison d'une élasticité de la marge intensive des exportations françaises au coût du travail autour de -0,5. Le contrat a été poursuivi de septembre 2016 à janvier 2017 afin de stabiliser les résultats avec les données définitives pour l'année 2014 et afin de répondre aux exercices supplémentaires demandées par les rapporteurs. Le contrat pourrait être prolongé jusqu'à fin 2017 afin d'alimenter le rapport d'évaluation du CICE 2017 de France Stratégie. Ce rapport devrait donner lieu à deux papiers de recherche qui seront rédigés au cours de 2017.

La dynamique du parc technologique de Sophia-Antipolis depuis 1997

Cette recherche, à vocation descriptive, trace l'évolution de la technopole de Sophia-Antipolis, comparativement à d'autres pôles économiques tels que Strasbourg,

Montpellier, Toulouse et Grenoble. Elle est basée sur la manipulation des données d'entreprises issues de différents services producteurs (INSEE, Direction des douanes, SIES). Le rapport final [46] a été remis en mars 2016, et a été réalisé dans le cadre de la convention de participation financière entre la Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis (CASA) et la Fondation Nationale des Sciences Politiques (FNSP) à laquelle l'Observatoire est rattaché.

Les résultats montrent que le parc a connu une croissance importante de la productivité et de l'emploi qui le place dans le peloton de tête des zones similaires et témoigne de sa résilience. Depuis le début des années 2000, la consolidation du tissu industriel dans les secteurs stratégiques semble avoir créé une base d'entreprises ou d'établissements de taille moyenne ou grande, devenue un outil de création d'emplois sûrs et stables dans les secteurs clés. Le parc de Sophia Antipolis offre un cadre propice à la croissance en emplois des établissements actifs dans le cœur du métier du parc. Il offre également un environnement propice à l'accès aux marchés d'exportation. Enfin, l'appartenance au parc ne représente ni un avantage ni un handicap quant à la croissance de la productivité totale des facteurs. À l'exception de la technopole grenobloise, le parc ne souffre pas de la comparaison avec les autres grandes technopoles que sont Montpellier, Strasbourg et Toulouse.

Les effets géographiques de l'investissement public

Le DRIC a également participé au contrat avec la Fédération Nationale des Travaux Publics (FNTP). L'objectif est de revisiter le débat sur la capacité de l'investissement public à sortir l'économie de la crise et à la placer sur un sentier de croissance durablement plus élevé, un débat relancé par des travaux récents notamment du FMI. La participation du département consiste à développer une mesure du stock de capital qui soit géolocalisée au niveau départemental, pour ensuite estimer la contribution du capital public à la production manufacturée. Malgré son importance, les tentatives d'estimation du stock de capital au niveau local pour la France ne sont pas très nombreuses. En particulier, rien n'existait, jusque-là, sur le stock de capital au niveau départemental. En utilisant les données de l'INSEE et de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP), l'OFCE a construit une base de données sur le stock de capital public au niveau départemental entre 1998 et 2011.

Forts de cette nouvelle base de données, nous observons (voir le Rapport FNTP [45]) que dans le domaine manufacturier, la contribution des infrastructures publiques à la création de richesse est positive et significative. Mais la crise de 2008 a profondément modifié les contributions de chacun des facteurs de production à la création de richesse. L'effet le plus remarquable est que les contributions du capital privé et public connaissent un recul très important pendant les années de crise, alors que la contribution du facteur travail augmente significativement. Les plans de relance contracycliques des années postérieures à la crise impliquent que les investissements publics en infrastructures ne servent pas nécessairement la productivité de court terme,

mais plutôt un dessein à plus long terme. Enfin, il y a concurrence ou rivalité entre départements, qui peut passer par la fiscalité, par l'assèchement du marché du travail local, ou par d'autres canaux. La crise a joué comme un synchronisateur des dépenses publiques départementales, réduisant ainsi les externalités négatives.

En 2016, les chercheur-e-s du DRIC sont par ailleurs engagé-e-s dans des recherches plus ponctuelles, ou ont répondu à des appels d'offre des diverses institutions. Il est fort probable qu'en 2017 les chercheur-e-s du département dédient une partie de leur temps aux recherches suivantes :

- i. tout d'abord, le département a soumis au Conseil Français de l'Énergie (CFE) un projet sur l'effet d'une politique *antidumping* contre la Chine, dans l'industrie solaire, sur le portefeuille d'*inputs* des firmes françaises concernées ;
- ii. s'ajoute un accord de recherche avec la région PACA sur les « Effet des subventions publiques régionales » (2015-2016). Cette recherche non financée est dans sa phase initiale et pose la question de l'évaluation quantitative des subventions régionales versées aux entreprises sur leur performance. Ce travail, initié en 2016 d'appariement de bases de données, doit être poursuivi en 2017 ;
- iii. en réponse à une commande du ministre Thierry Mandon pour le MENESR, le département effectue une revue de la littérature critique des évaluations empiriques *ex ante* et *ex post* du Crédit d'impôt recherche (CIR) ;
- iv. sollicité par la Direction Générale des Entreprises du ministère de l'Économie et des Finances, le département propose d'étudier la relation entre les imperfections de marché du crédit et les contraintes financières des entreprises. L'idée est d'examiner si cette relation est invariante avec le type d'entreprises considéré ou, au contraire, si elle s'avère particulièrement pénalisante pour les entreprises les plus dynamiques. L'intuition est que les entreprises susceptibles d'engager l'économie sur un sentier de croissance soutenue sont celles qui sont entravées par des imperfections de marché du crédit.

Analyse du tissu productif

Le DRIC est également très inséré dans la recherche académique. Il publie régulièrement dans des revues scientifiques internationales à comité de lecture, et ses chercheur-e-s participent fréquemment à des conférences et séminaires à l'étranger.

Les recherches effectuées traitent des opportunités et des difficultés que rencontrent entreprises, industries et économies globales, confrontées à des changements structurels, qu'il s'agisse de ruptures technologiques, de changements dans les qualifications requises, de nouvelles réglementations, d'ouverture des marchés, de développement de nouvelles sources d'énergie ou de nouvelles matières premières. Elles ont en commun de mettre l'accent sur l'*hétérogénéité* des agents (entreprises, ménages, pays) et des structures économiques ainsi que sur les mécanismes de *coordination* ou de *sélection* qui orientent leur évolution. Elles combinent modèles théoriques et analyses économétriques.

Croissance des entreprises, Investissement et compétitivité des entreprises

La thématique naturelle du département est de s'intéresser à la croissance des entreprises, cette dernière étant le résultat de gains de productivité et d'un processus de concurrence entre entreprises qui peut s'écarter d'une concurrence pure et parfaite. Au-delà de la mesure de l'évolution de la productivité qui constitue un produit naturel du département, ces dernières années, le département s'est intéressé plus étroitement au fonctionnement des marchés de produits et des facteurs, tels que le marché du travail et les marchés financiers.

Sur le fonctionnement des marchés financiers et du crédit

Depuis 2015, les chercheur-e-s du DRIC se sont penché-e-s sur les dynamiques de l'investissement. Le département avait notamment révélé l'hétérogénéité des comportements entre secteurs mais aussi à l'intérieur des secteurs (Guillou, 2015)² de même qu'il a montré l'impact de la crise sur la productivité et l'investissement (Guillou & Nesta, 2015)³ montrant que la crise a conduit à une baisse transitoire de la productivité totale des facteurs (PTF) cependant que les grandes entreprises ont nettement mieux résisté. Un prolongement de cet axe de recherche est la collaboration avec P. Sevestre (chercheur de l'Université Aix-Marseille associé à l'OFCE) sur le rationnement de crédit et la construction d'un indicateur de contrainte financière fiable et robuste. Le développement de cet indicateur est basé sur l'hypothèse d'un marché du crédit hors équilibre, permettant alors de mobiliser une fonction de vraisemblance permettant d'estimer la probabilité que l'entreprise observé soit financièrement contrainte. Ce faisant, la méthode doit aboutir à une mesure continue et bornée de la contrainte financière.

L'analyse et l'explication des événements extrêmes en économie ont conduit à approfondir l'étude des sources d'instabilité dans le système financier mondial actuel. Ceci a donné lieu à deux lignes de recherche distinctes. D'une part, sont étudiées les conséquences systémiques des réseaux d'échange de collatéraux sur les marchés financiers, aux interactions entre les politiques de régulation du système bancaire (e.g., Basel III) et les politiques monétaires. D'autre part, en utilisant un modèle multi-agents appliqué à la finance, le rôle et les conséquences du *trading* à haute fréquence sur les marchés financiers, notamment en matière de volatilité des marchés et en tant que déterminant d'événements extrêmes tels que les krachs éclairs (voir par exemple le fameux krach éclair du 6 mai 2010 aux États-Unis) est analysé.

-
2. Guillou S., (2015), « Le problème de l'investissement français n'est pas quantitatif », *OFCE les notes*, n° 51, 30-04.
 3. Guillou S. & L. Nesta (2015), « La crise de 2008 et la productivité totale des facteurs des entreprises françaises », *Revue de l'OFCE*, 142.

Sur le fonctionnement de la coordination intra-firmes

Des recherches empiriques sur données d'entreprises françaises ont porté également sur l'exploration de l'organisation du travail et des activités d'exportations. Précisément, il s'est agi d'explorer la relation entre l'organisation interne du travail au sein des entreprises et notamment la répartition des salariés entre niveaux hiérarchiques et le degré de diversification des exportations (destinations et produits). Le cadre théorique soutient une relation positive entre les difficultés associées à la diversification et le nombre de cadres dirigeants relativement aux autres salariés. Les résultats empiriques valident cette relation (Guillou & Treibich, WP à paraître 2017). Ce travail exploite les bases de données microéconomiques d'entreprises (DADS postes, FARE, Douanes).

Sur le fonctionnement des marchés des produits et/ou du travail

Des chercheur-e-s sont en train de réviser les résultats obtenus sur l'impact de la mise en place de l'euro sur les marges des entreprises (Guillou & Nesta, 2015)⁴. Comme on peut s'y attendre, l'établissement de l'euro a donc constitué un choc pro-concurrentiel significatif. Toutefois, en réduisant les coûts d'exportation vers les pays de la zone euro, nous observons que les entreprises les moins exposées à ce choc ont été celles exportant vers la zone euro. Autrement dit, l'euro n'a pas constitué un choc homogène. Au contraire, il a donné lieu à des réponses hétérogènes des firmes dépendant de leur statut d'exportateur.

Dans le cadre d'une recherche menée avec l'Université de Trento, Italie, une méthode de la mesure des imperfections de marché a été portée au niveau des entreprises, de manière à ce que chaque entreprise soit caractérisée par son pouvoir de marché sur le marché des produits et sur le marché du travail. Cette méthode est effectuée au niveau des entreprises et tente par la suite d'expliquer les imperfections observées en termes de concurrence internationale. Les premiers résultats sont en cours d'élaboration à l'heure de l'écriture de ce rapport (Nesta et Schiavo, *mimeo* 2016).

Des chercheur-e-s du DRIC ont publié plusieurs contributions identifiant les déterminants de la concentration géographique du travail lié à une croissance soutenable, leur contenu en qualification et leur effet multiplicateur positif sur l'économie. Une première contribution compare le contenu en qualification « vertes » et « non-vertes » en utilisant des mesures standards des qualification, comme le niveau d'éducation et autres indices classiques de la routinisation des tâches [14]. En l'absence de différences significatives, nous concluons soit que les qualifications vertes ne nécessitent pas de formation additionnelle, soit que les mesures traditionnelles ne saisissent pas les aspects distinctifs des qualifications vertes. À la suite de cette recherche, un second papier développe une nouvelle méthodologie pour identifier les compétences « vertes » spécifiques (Consoli *et al.* 2016, en révision au *Journal of the Association of Environmental and Resource*

4. Voir citation *infra*.

Economists). On trouve en effet que de telles qualifications existent et concernent le design, le monitoring des procédés productifs et l'ingénierie. Un troisième papier considère les effets globaux des politiques de formation sur la demande des qualifications vertes et la croissance locale générée par ces qualifications (Consoli *et al.* 2015, NBER WP)⁵.

Sur la dynamique industrielle

D'autres recherches, classées comme relevant de l'analyse de la dynamique industrielle au sens large, s'intéressent au comportement des entreprises et à la façon dont celles-ci interagissent entre elles sur leurs marchés. Quoique très diverses, elles concourent chacune à éclairer les différents aspects des barrières à la croissance des entreprises. Dans ce qui suit, nous les passons successivement en revue.

- i Une étude des propriétés des réseaux de R&D [34] d'un point de vue empirique, a été menée de manière à, d'une part, enrichir les connaissances sur les faits stylisés en matière de réseaux R&D, et d'autre part, vérifier certaines prédictions proposées par les modèles théoriques. Les résultats de ce travail montrent, premièrement, que les faits stylisés sur les réseaux R&D sont les mêmes quand on considère les alliances R&D sans prendre en compte le secteur de provenance des firmes impliquées, et quand les réseaux sectoriels sont analysés (« universalité » des mécanismes de formation des réseaux R&D). Deuxièmement, l'évolution des réseaux R&D a suivi deux phases distinctes : une phase de croissance (de 1986 à 1997) qui a donné lieu à des réseaux denses avec une organisation de type centre/périphérie, remplacée ensuite (de 1998 à 2009) par une phase de décroissance, où le réseau R&D est devenu très fragmenté. Troisièmement, le passage de la phase de croissance à celle de décroissance s'explique par la perte d'importance des mécanismes de formation d'alliances fondées sur la « multiconnectivité », c'est-à-dire sur la recherche à établir des alliances pour élargir le plus possible le nombre de liens indirectes au sein du réseau (un proxy pour le nombre de sources de connaissances aux quelles une firme peut avoir accès à travers les collaborations R&D).
- ii Des recherches sur la politique industrielle se sont poursuivies conduisant à un article sur la politique industrielle ([71], [72]) et la politique de concurrence européenne dans le *Repères sur l'Économie Européenne 2017* et une étude comparative de la politique industrielle française et allemande qui a donné lieu à communication (Journée Politique industrielle et de concurrence, octobre 2016) et à un *Policy Brief* fin 2016 [94].
- iii. En collaboration avec l'Université de Keio, Tokyo, au Japon, d'autres recherches montrent que les comparaisons internationales de la productivité des entreprises peuvent s'affranchir de l'accès aux données d'entreprises et tirer parti des quelques statistiques descriptives que l'on peut glaner dans diverses contributions. En mobilisant

5. Vona, *et al.* (2015), Green Skills, *NBER Working Paper* n° 21116.

des hypothèses souples, il est possible d'aboutir à une estimation des seuils de productivité au-delà desquels les marchés d'exportations deviennent accessibles. Cette contribution méthodologique est ensuite testée sur plusieurs pays et révèle que, contrairement à nos attentes, les seuils d'exportations en France ne sont pas systématiquement en deçà de ceux observés au Japon.

- iv. Le document de travail « Turbulences et résilience des territoires : éléments d'analyse » [33] montre que la résilience d'un territoire tient moins à des attributs intangibles, à des dotations initiales, qu'à sa capacité à absorber des chocs technologiques ou de préférences en jouant d'avantages spécifiques qui sont des avantages construits et cumulatifs dont la spécificité réside dans le fait qu'ils rendent coûteux les changements de localisation.
- v. Un axe original des recherches s'intéresse aux interactions entre offre et demande. Plus précisément, des recherches s'intéressent à l'analyse de l'effet des nouveaux comportements des consommateurs sur les stratégies d'entreprises. L'obtention et la diffusion de l'information produite par les nouvelles technologies de l'information incitent les entreprises à modifier leurs stratégies de marketing. Une analyse des conséquences sur le degré de concurrence et sur les investissements stratégiques est ensuite menée.

Conjointement aux travaux conduits collectivement sur l'état du tissu productif, une réflexion est engagée sur le déclin et renouveau de l'industrie française expliquant les différents aspects de la désindustrialisation et traitant des conditions de réussite de stratégies d'innovation.

Intervenir dans le débat de politique économique

L'OFCE contribue de manière régulière au débat public en économie.

Questions nationales

L'OFCE a réalisé la version 2017 du *Repères* sur l'économie française, publiée par les éditions La Découverte [40]. Ce *Repères* synthétise les analyses de l'OFCE et est largement diffusé (5 000 exemplaires). Il comprend un rappel historique et conjoncturel [48] des dossiers thématiques sur les principaux éléments de l'économie française ([38], [43]). La seconde partie propose des analyses plus approfondies de certains thèmes qui constituent des aspects majeurs des débats actuels. Qu'apporterait le prélèvement à la source ? Quel coût du Crédit d'Impôt Recherche ? Enfin cette année 2017 est aussi une année électorale. Nous proposons un premier bilan préliminaire du quinquennat de François Hollande dans lequel nous revenons sur les performances de l'économie française entre 2012 et 2017 en termes de croissance, de finances publiques, de compétitivité des entreprises, de pouvoir d'achat des ménages et du marché du travail [39].

Les chercheur-e-s de l'OFCE ont contribué aux différents numéros de la *Revue de l'OFCE* ([4], [13]).

L'OFCE a alimenté le débat économique sur le *Blog de l'OFCE*, que ce soit dans le domaine de l'évaluation de politique économique [70], de la transition énergétique [77], du budget en France et en zone euro [88], de la politique de la BCE [53], de l'évolution du chômage en France ([76], [75], [59], [68], [69], [65], [66]), l'Assurance chômage ([55], [56], [57]) et le décompte du nombre de chômeur [58], de l'impact du CICE ([62], [73]), du secteur de la construction et de la politique du logement ([79], [80]), de la crise grecque ([89]), du modèle allemand [54], du référendum britannique [84], de la conjoncture française ([87], [85]).

L'OFCE a également alimenté les *Working Papers de l'OFCE* dans le domaine de la construction européenne [32], du Plan Juncker [35], du commerce international [30] et du bilan du quinquennat [31].

Par ailleurs, les chercheur-e-s l'OFCE ont contribué à un grand nombre de *Policy Briefs de l'OFCE* sur l'imposition du capital [90], sur la gouvernance européenne [91], sur l'Assurance chômage ([92], [93]), sur le bilan du quinquennat de François Hollande [31] sur la transition énergétique [95] et sur le referendum britannique [96].

Vulgarisation, pédagogie et autres publications

Les chercheur-e-s de l'OFCE sont fréquemment sollicité-e-s pour participer à des publications grand public. Dans le cadre d'un hors-série sur l'état de l'économie 2016 d'*Alternatives Économiques*, des contributions importantes ont été faites sur la conjoncture européenne [19], sur le CICE et le Pacte de responsabilité [21], sur la COP 21 [24], sur le Brexit [26] et les réformes structurelles [27]. Les chercheur-e-s ont également contribué aux *Cahiers Français* sur le problème du chômage de masse [22], dans la *Revue Idées économiques et sociales* [23], dans la *Revue Évaluation Macroéconomique* [37], dans *Constructif* [20], dans la *Revue Française des Affaires sociales* [25], dans *EU-Topias* [28], dans la *Revue Française des Sciences Politiques* [18] et dans *The Conversation* [29].

Les chercheur-e-s de l'OFCE ont également publié dans des revues à comité de lecture ([9], [10], [17]) et dans des ouvrages collectifs ([41], [42], [44]).

Les chercheur-e-s de l'OFCE ont également participé au Rapport final sur le CICE pour France Stratégie [47], au rapport final sur l'investissement public pour la FNTP [45]. Enfin, dans le cadre d'un contrat avec l'Union Sociale pour l'Habitat accompagnant le programme Cap HLM, Éric Heyer et Pierre Madec ont produit 4 notes de cadrage économique ayant pour but d'alimenter le débat autour du modèle économique du logement social. Ces notes étaient respectivement intitulées « Perspectives 2016-2022 pour l'économie française », « Les constituants de la crise du logement », « Place et rôle du logement social », « Le système redistributif en France ».

Références bibliographiques⁶

1. Antonin Céline, Christophe Blot, Bruno Ducoudré, Amel Falah, Éric Heyer, Sabine Le Bayon, Pierre Madec, Hervé Peleraux, Mathieu Plane, Christine Riffart, Raül Sampognaro, Xavier Timbeau et Sébastien Villemot, « Petite reprise après grande crise », *Revue de l'OFCE*, n° 147, p. 15-115, juin, 2016.
2. Blot Christophe, Jésus Castillo, Denis Ferrand, Éric Heyer, Paul Hubert, Pierre Madec, Catherine Mathieu, Mathieu Plane, Xavier Ragot et Xavier Timbeau, « Débat sur les perspectives économiques à court terme du 19 octobre 2016. Perspectives économiques 2016-2018 », *Revue de l'OFCE*, n° 148, p. 247-260, décembre, 2016.
3. Blot Christophe, Paul Hubert et Christine Riffart, « L'impact du découplage des politiques monétaires de la BCE et de la FED sur la zone euro et les pays émergents », *Revue de l'OFCE*, n° 147, p. 223-258, juin, 2016.
4. Ducoudré Bruno, Éric Heyer et Mathieu Plane, « CICE et Pacte de responsabilité une évaluation selon la position dans le cycle », *Revue de l'OFCE – Varia*, n° 146, p. 5-42, 2016.
5. Ducoudré Bruno, Pierre Madec, Hervé Peleraux, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « France : des marges de croissance. Perspectives 2016-2017 pour l'économie française », *Revue de l'OFCE*, n° 147, p. 117-194, juin, 2016.
6. Heyer Éric et Paul Hubert, « Trois questions autour de l'impact à court terme des variations du prix du pétrole sur la croissance française », *Revue de l'OFCE*, n° 147, p. 197-222, juin, 2016.
7. Heyer Éric et Xavier Timbeau, « Perspectives économiques 2016-2017. Présentation générale », *Revue de l'OFCE*, n° 147, p. 5-12, juin, 2016.
8. Antonin Céline, Christophe Blot, Amel Falah, Éric Heyer (dir), Sabine Le Bayon, Catherine Mathieu, Christine Riffart, Xavier Timbeau (dir) et Sébastien Villemot, « Exit la croissance. Perspectives 2016-2018 pour l'économie mondiale et la zone euro », *Revue de l'OFCE*, n° 148, p. 13-131, décembre, 2016.
9. Blot Christophe, Jérôme Creel, Paul Hubert et Xavier Ragot, « Euro area inflation and ECB policy in a global environment », *Journal of Economic Policy*, vol. 32, n° 3, p. 539-554, 2016.
10. Blot Christophe, Bruno Ducoudré et Xavier Timbeau, « Sovereign debt spread and default in model with self-fulfilling prophecies and asymmetric information », *Journal of Macroeconomics*, n° 47, p. 281-299, 2016.
11. Blot Christophe et Paul Hubert, « Causes et conséquences des taux d'intérêt négatifs. Perspectives économiques 2016-2018 », *Revue de l'OFCE*, n° 148, p. 219-245, décembre, 2016.
12. Brandt Nicola, Emmanuel Jessua, Éric Heyer et Xavier Timbeau, « Débat sur les perspectives économiques à court terme », *Revue de l'OFCE*, n° 147, p. 259-271, juin, 2016.
13. Callonec Gaël, Gissela Landa, Paul Malliet, Frédéric Reynès et Aurélien Saussay, « Les propriétés dynamiques et de long terme du modèle ThreeMe. Un cahier de variantes », *Revue de l'OFCE*, n° 149, p. 1-54, novembre, 2016.
14. Consoli Davide, Giovanni Marin, Alberto Marzucchi et Francesco Vona, « Do green jobs differ from non-green jobs in terms of skills and human capital? », *Research Policy*, vol. 45, n° 5, p. 1046-1060, juin, 2016.
15. Ducoudré Bruno, Sandrine Levasseur, Pierre Madec, Hervé Peléraux, Mathieu Plane, Raül Sampognaro et Vincent Touzé, « France : croissance malmenée. Perspectives 2016-2018 pour l'économie française », *Revue de l'OFCE*, n° 148, p. 133-202, décembre, 2016.

6. Ces références renvoient aux appels dans le texte. Pour voir l'ensemble des publications (voir page 77).

16. Heyer Éric (dir) et Xavier Timbeau (dir), « Présentation générale. Perspectives économiques 2016-2018 », *Revue de l'OFCE*, n° 148, p. 5-12, décembre, 2016.
17. Madec Pierre et Christine Riffart, « Politique de la ville : le zonage comme outil d'identification de la fracture sociale », *Revue économique*, vol. 3, n° 67, p. 443-462, mai, 2016.
18. Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « The European social model in crisis, is Europe losing its soul? », *Revue française de sciences politiques*, vol. 66, n° 1, p. 154-197, 2016.
19. Blot Christophe, « Une reprise bien fragile », *Alternatives Économiques, L'état de l'économie, Hors-Série*, n° 108, février, 2016.
20. Ducoudré Bruno, « Essor de la pluriactivité : quelles limites ? », *Constructif*, n° 44, juin, 2016.
21. Ducoudré Bruno, Éric Heyer et Mathieu Plane, « La reprise au bout du CICE et du pacte de responsabilité ? », *Alternatives Economiques, L'état de l'économie, Hors-Série*, n° 108, février, 2016.
22. Heyer Éric, « Le chômage, d'une crise à l'autre : retour sur un mal durable », *Cahiers français*, n° 394, septembre, 2016.
23. Heyer Éric, « Les raisons du chômage en France », *Revue Idées économiques et sociales*, n° 185, p. 34-44, septembre, 2016.
24. Landa Gissela, Paul Malliet et Aurélien Saussay, « Après la COP21, tout reste à faire », *Alternatives Economiques, L'état de l'économie, Hors-Série*, n° 108, février, 2016.
25. Madec Pierre, « Les aides personnelles au coeur de la politique du logement en France », *Revue française des affaires sociales*, vol. 3, n° 7, p. 91-112, octobre, 2016.
26. Mathieu Catherine, « Le risque du Brexit », *Alternatives Economiques, L'état de l'économie, Hors-Série*, n° 108, février, 2016.
27. Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « Le pari dangereux des réformes structurelles », *Alternatives Economiques, L'état de l'économie, Hors-Série*, n° 108, février, 2016.
28. Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « Gouvernance de la zone euro. La fin de la démocratie », *EU-Topias*, vol. 11, 2016.
29. Riffart Christine, « Économie américaine : régler les taux face à une croissance plus fragile », *The Conversation*, 15-sept-2016.
30. Antonin Céline, Guillaume Corlay, Guillaume Daudin, Stéphane Dupraz, Claire Labonne et Anne Muller, « Comment: inferring trade costs from trade booms and trade busts », *Document de travail de l'OFCE*, 25, 2016.
31. Ducoudré Bruno, Pierre Madec, Hervé Péléraux, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « Le bilan préliminaire du quinquennat de F. Hollande », *Document de travail de l'OFCE*, 26, 2016.
32. Durand Cédric et Sébastien Villemot, « Balance sheets after the EMU: an assessment of the redenomination risk », *Document de travail de l'OFCE*, 31, 2016.
33. Gaffard Jean-Luc, « Turbulences et résilience des territoires : éléments d'analyse », *Document de travail de l'OFCE*, 21, 2016.
34. Guerini Mattia, Mauro Napoletano et Andrea Roventini, « No man is an island: the impact of heterogeneity and local interactions on macroeconomic dynamics », *Document de travail de l'OFCE*, 18, 2016.
35. Le Moigne Mathilde, Francesco Saraceno et Sébastien Villemot, « Probably too little, certainly too late. An assessment of the Juncker investment plan », *Document de travail de l'OFCE*, 10, 2016.

36. Allègre Guillaume, Céline Antonin, Christophe Blot, Jérôme Creel, Bruno Ducoudré, Paul Hubert, Sabine Le Bayon, Sandrine Levasseur, Hélène Périvier, Raül Sampognaro, Aurélien Saussay, Xavier Timbeau (coordinateur), Vincent Touzé et Sébastien Villemot, « The elusive recovery. iAGS 2017 », 2016.
37. Callonec Gaël, Cals Guilain et Aurélien Saussay, « Un mix 100% renouvelable ? Synthèse de l'évaluation macroéconomique », in *Mix électrique 100% renouvelables à 2050. Evaluation macroéconomique*, ADEME, 2016, p. 6-15.
38. Ducoudré Bruno, « Emploi et chômage », in *L'économie française 2017*, La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 47-61.
39. Ducoudré Bruno, Pierre Madec, Hervé Péléraux, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « Le bilan préliminaire du quinquennat de F. Hollande », in *L'économie française 2017*, La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 88-122.
40. Heyer Éric (dir), « Introduction », in *L'économie française 2017 (dir. Eric Heyer)*, La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 3-5.
41. Heyer Éric, Mathieu Plane et Xavier Timbeau, « Une autre zone euro est possible, plus démocratique et plus efficace », in *Appel des 138 économistes : sortir de l'impasse*, Les Liens qui Libèrent, 2016.
42. Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « Ouvrir une crise pour remettre l'Europe sur ses rails », in *Appel des 138 économistes : sortir de l'impasse*, Les Liens qui Libèrent, 2016.
43. Péléraux Hervé et Mathieu Plane, « Le tissu productif en France », in *L'économie française 2017*, La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 62-77.
44. Plane Mathieu, « Le chômage de masse : la gnagrène de nos économies », in Pierre Pascallon (dir), *Notre monde est-il au bord du gouffre ?* L'Harmattan, 2016.
45. Cornilleau Gérard, Jérôme Creel, Bruno Ducoudré, Selin Hazir, Paul Hubert, Gissela Landa, Gilles Le Garrec, Pierre Madec, Lionel Nesta, Mathieu Plane, Francesco Saraceno (dir), Aurélien Saussay, Vincent Touzé et Xavier Ragot (dir), « Investissement public, capital public et croissance », OFCE, 130 pages, 2016.
46. Dibiaggio Ludovic, Jean-Luc Gaffard, Sarah Guillou, Mauro Napoletano, Lionel Nesta, Evens Saliès et Francesco Vona, « Le développement du Parc de Sophia Antipolis depuis 1997 », 2016.
47. Guillou Sarah, Lionel Nesta, Raül Sampognaro et Tania Treibich, « L'impact du CICE sur la marge intensive des exportateurs. Rapport d'évaluation pour France Stratégie », 2016.
48. Péléraux Hervé et Mathieu Plane, « La situation conjoncturelle : des marges de croissance », in *L'économie française 2017*, La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 5-17.
49. Antonin Céline, « Le jobs act de Matteo Renzi : un optimisme très mesuré », *OFCE Le Blog*, 9 mars 2016.
50. Antonin Céline, « Italie et marché du travail : une embellie à nuancer », *OFCE Le Blog*, 8 septembre 2016.
51. Antonin Céline, Christophe Blot, Amel Falah, Éric Heyer (dir), Sabine Le Bayon, Catherine Mathieu, Christine Riffart et Sébastien Villemot, « Exit la croissance ? », *OFCE Le Blog*, 4 novembre 2016.
52. Blot Christophe et Paul Hubert, « Jusqu'où les taux d'intérêt peuvent-ils être négatifs ? », *OFCE Le Blog*, 25 octobre 2016.
53. Blot Christophe, Paul Hubert et Fabien Labondance, « Les programmes de QE créent-ils des bulles ? », *OFCE Le Blog*, 26 février 2016.

54. Chagny Odile et Sabine Le Bayon, « Quel premier bilan tirer du salaire minimum allemand ? », *OFCE Le Blog*, 18 juillet 2016.
55. Coquet Bruno, « Secteur public : l'assurance chômage qui n'existe pas », *OFCE Le Blog*, 3 mars 2016.
56. Coquet Bruno, « Taxer les contrats courts : pourquoi et comment ? », *OFCE Le Blog*, 31 mai 2016.
57. Coquet Bruno, « Dette de l'assurance chômage : quel est le problème ? », *OFCE Le Blog*, 10 mars 2016.
58. Cornilleau Gérard et Bruno Ducoudré, « La suppression de la dispense de recherche d'emploi : quand les gouvernements augmentent volontairement le décompte des chômeurs ! », *OFCE Le Blog*, 24 février 2016.
59. DAP, « François Hollande a-t-il gagné son pari sur le chômage ? », *OFCE Le Blog*, 24 novembre 2016.
60. Ducoudré Bruno, « L'emploi reprend du service », *OFCE Le Blog*, 20 mai 2016.
61. Ducoudré Bruno, « Plan de formation : un effet transitoire sur le chômage en 2016-2017 », *OFCE Le Blog*, 11 mai 2016.
62. Ducoudré Bruno, Éric Heyer et Mathieu Plane, « Quels impacts doit-on attendre du CICE et du Pacte de responsabilité sur l'économie française ? », *OFCE Le Blog*, 2 juin 2016.
63. Ducoudré Bruno, Pierre Madec, Hervé Peleraux, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « France : des marges de croissance », *OFCE Le Blog*, 21 avril 2016.
64. Ducoudré Bruno, Pierre Madec, Hervé Peleraux, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « Petite reprise après grande crise », *OFCE Le Blog*, 27 avril 2016.
65. Ducoudré Bruno, Pierre Madec, Hervé Peleraux, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « Chômage : au-delà des (bons) chiffres de pôle emploi », *OFCE Le Blog*, 26 avril 2016.
66. Ducoudré Bruno, Pierre Madec, Hervé Peleraux, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « Le chômage bâti pour durer », *OFCE Le Blog*, 24 mars 2016.
67. Ducoudré Bruno, Pierre Madec, Hervé Péléraux, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « France : croissance malmenée », *OFCE Le Blog*, 28 octobre 2016.
68. Ducoudré Bruno, Pierre Madec, Hervé Péléraux, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « Chômage : forte volatilité, faible baisse », *OFCE Le Blog*, 25 octobre 2016.
69. Ducoudré Bruno, Pierre Madec, Hervé Péléraux, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « Chômage à contre-emploi », *OFCE Le Blog*, 26 septembre 2016.
70. Ducoudré Bruno et Sébastien Villemot, « Quelle stratégie pour le rééquilibrage interne de la zone euro ? », *OFCE Le Blog*, 5 janvier 2016.
71. Guillou Sarah, « L'acier peut-il réveiller la politique industrielle européenne ? », *OFCE Le Blog*, 16 mars 2016.
72. Guillou Sarah, « Le recul industriel trouve-t-il son explication dans la dynamique des services ? », *OFCE Le Blog*, 10 mai 2016.
73. Guillou Sarah, Lionel Nesta, Raül Sampognaro et Tania Treibich, « Le CICE est-il le bon instrument pour améliorer la compétitivité française ? », *OFCE Le Blog*, 3 octobre 2016.
74. Heyer Éric et Paul Hubert, « Le meilleur du contre-choc pétrolier est à venir ! », *OFCE Le Blog*, 30 mai 2016.
75. Heyer Éric, Pierre Madec, Hervé Peleraux et Mathieu Plane, « Chômage : baisse incertaine mais hausse certaine des inscrits de longue durée », *OFCE Le Blog*, 24 février 2016.

76. Heyer Éric, Pierre Madec, Mathieu Plane et Hervé Peleraux, « 2015 : huitième année de hausse du chômage », *OFCE Le Blog*, 27 janvier 2016.
77. Landa Gissela, Paul Malliet et Aurélien Saussay, « Renouveler le mix : réaliser la transition énergétique, enfin ! », *OFCE Le Blog*, 8 décembre 2016.
78. Madec Pierre, « 2010-2015 : un choc fiscal concentré sur les ménages... les plus aisés ? », *OFCE Le Blog*, 14 novembre 2016.
79. Madec Pierre, « Le coût économique et social du mal-logement », *OFCE Le Blog*, 17 juin 2016.
80. Madec Pierre, « Très cher Pinel... », *OFCE Le Blog*, 15 avril 2016.
81. Madec Pierre et Hervé Péléraux, « Quand la construction va... », *OFCE Le Blog*, 30 novembre 2016.
82. Mathieu Catherine, « Le salaire national de subsistance : un nouveau dispositif de revalorisation des bas salaires au Royaume-Uni. », *OFCE Le Blog*, 18 avril 2016.
83. Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « Un nouvel arrangement pour le Royaume-Uni dans l'UE : les leçons européennes de l'accord du 19 février », *OFCE Le Blog*, 25 février 2016.
84. Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « Brexit : quelles leçons pour l'Europe ? », *OFCE Le Blog*, 24 juin 2016.
85. Peleraux Hervé, « Croître et durer un environnement macroéconomique toujours favorable à une reprise », *OFCE Le Blog*, 13 mai 2016.
86. Péléraux Hervé, « Les ressorts inflationnistes se retendent », *OFCE Le Blog*, 21 novembre 2016.
87. Péléraux Hervé, « La révision des comptes nationaux, une étape obligée », *OFCE Le Blog*, 31 août 2016.
88. Sampognaro Raül, « 2010-2017 : un choc fiscal concentré sur les ménages », *OFCE Le Blog*, 14 novembre 2016.
89. Villemot Sébastien, « Pourquoi la Grèce ne parvient-elle pas à se désendetter ? », *OFCE Le Blog*, 23 février 2016.
90. Allègre Guillaume, Céline Antonin, Henri Sterdyniak et Vincent Touzé, « Quelles réformes de l'imposition sur le capital pour les hauts revenus ? », *OFCE Policy brief*, 26 octobre 2016.
91. Blot Christophe, Jérôme Creel, Bruno Ducoudré, Raül Sampognaro, Xavier Timbeau et Sébastien Villemot, « Cinq propositions pour une croissance soutenable en Europe », *OFCE Policy brief*, 13 décembre 2016.
92. Coquet Bruno, « Assurance chômage des seniors : peu de problèmes, beaucoup de solutions », *OFCE Policy brief*, 5 octobre 2016.
93. Coquet Bruno, « Dégressivité des allocations chômage : une réforme ni nécessaire ni efficace », *OFCE Policy brief*, 8 septembre 2016.
94. DRIC, « L'état du tissu productif français. Absence de reprise ou véritable décrochage ? », *OFCE Policy brief*, 9 novembre 2016.
95. Landa Gissela, Paul Malliet, Frédéric Reynès et Aurélien Saussay, « Changer de Mix : urgence et opportunité de la transition énergétique en France », *OFCE Policy brief* 1 décembre 2016.
96. Mathieu Catherine, « Le référendum britannique du 23 juin 2016 : le saut dans l'inconnu », *OFCE Policy brief*, 13 juillet 2016.

Les questions européennes

iAGS model

L'élaboration du rapport iAGS a amené le département à développer un nouvel outil quantitatif en 2012. Cette modélisation supplémentaire permet de mieux appréhender la dynamique macroéconomique à court et moyen terme à l'échelle de la zone euro en tenant compte des interdépendances. Le Département analyse et prévision a travaillé sur le développement d'un modèle sous forme réduite pouvant être utilisé pour évaluer des scénarios de politiques budgétaires et monétaires. L'objectif est d'élaborer un modèle évolutif et générique pouvant reproduire un ensemble de théories. Dans un premier temps, l'enjeu du modèle était principalement de pouvoir évaluer la dynamique de la dette et de l'activité en fonction notamment des hypothèses sur la valeur des multiplicateurs et de l'effet d'hystérèse. Le modèle a été augmenté d'une représentation des processus d'inflation (ou de déflation), de compétitivité et d'évolution des balances courantes (et donc des positions extérieures). Ainsi, le modèle permet de prendre en compte la dynamique des dettes publiques et des dettes extérieures. Les évolutions prochaines intégreront les dettes privées afin de pouvoir au mieux représenter les phénomènes de dette par la déflation. L'introduction des processus de prix a permis d'explorer des schémas d'anticipation, en particulier de saut dans les ancrages assurés par la cible annoncée par la banque centrale.

Autres activités européennes

En 2016, le département (DAP) a poursuivi ses activités au sein du réseau EUROFRAME, réseau européen qui regroupe dix instituts indépendants de prévision et d'analyse économique en Europe : CASE (Varsovie), CPB (La Haye), DIW (Berlin), ESRI (Dublin), ETLA (Helsinki), IfW (Kiel), NIESR, (Londres), OFCE (Paris), Prometeia (Bologne) et WIFO (Vienne). Le réseau a eu trois activités principales en 2016 :

- 1) Organisation de la 13^e conférence annuelle EUROFRAME sur les questions de politique économique en Europe, Utrecht (Pays-Bas), 10 juin 2016. La conférence avait pour thème : « Balance misalignments: Effects and policy implications for the EU economies ». La conférence a rassemblé de nombreux universitaires ainsi que des chercheurs des institutions internationales (Banque centrale européenne, FMI,...). Le programme ainsi que les contributions présentées sont disponibles sur : <http://www.euroframe.org/conferences.html?aid=1#june2016>.

Le Secrétariat scientifique de la Conférence est assuré par Catherine Mathieu.

- 2) Production mensuelle d'un indicateur de croissance du PIB de la zone euro : « Euro Growth Indicator ». Les calculs mensuels de l'indicateur ont été effectués par

Hervé Péléraux, le commentaire associé étant réalisé à tour de rôle par Hervé Péléraux, Klaus-Jürgen Gern (IfW) et Paavo Suni (jusqu'en août 2016), Markku Lehmus (depuis septembre 2016, ETLA). L'indicateur est publié sur le site web d'EUROFRAME :

<http://www.euroframe.org/index.php?id=9>

- 3) Participation à la prévision annuelle sur la zone euro : « Economic Assessment of the euro area », Winter Report 2015/2016, janvier 2016, disponible sur :
<http://www.euroframe.org/reports.html>

L'économie européenne 2016

L'année 2016 a vu la parution du premier volume de *L'économie européenne* dans la collection « Repères » des éditions La Découverte. Dans un format similaire et un esprit proche de ceux de *L'économie française*, l'OFCE présente l'état de la conjoncture, celle des politiques communes et s'empare des grands débats économiques européens ([21] ; [28] ; [23] ; [22] ; [7] ; [26] ; [25] ; [24] ; [20] ; [27]).

Dans l'édition 2016, trois grands débats ont retenu l'attention. Le premier avait trait à la gestion de la crise grecque et, plus largement, à la responsabilité des déséquilibres de balance courante dans la crise économique européenne. La gestion malencontreuse de la crise grecque, par l'imposition de conditions financières strictes sur le budget de l'État, s'est accompagnée de préconisations de réformes structurelles. Ces préconisations présupposent que les divergences nominale et réelle entre les États membres de la zone euro s'expliquent principalement par des écarts de salaire. Cependant, il existe une autre explication à ces divergences qui passe par le rôle déstabilisant des entrées de capitaux dans les pays périphériques. Le deuxième débat concernait les infrastructures publiques et les effets attendus du Plan Juncker d'investissement public. Lancé en 2015 pour relancer l'investissement, public et privé, le plan Juncker s'avère peu efficace en comparaison du plan de relance de l'investissement lancé par l'administration américaine en 2009. Le faible impact du plan Juncker s'expliquerait non pas parce qu'il aurait été trop petit et trop tardif mais trop petit *parce que* trop tardif. Le troisième débat, enfin, interrogeait la stratégie climatique de l'Union européenne. Longtemps fer de lance des négociations climatiques et environnementales, forte d'un corpus législatif important – davantage de textes de loi européens ont trait à la question de l'environnement –, l'Union européenne ne parvient plus à limiter ses émissions de consommation de CO², alors qu'elle y parvient sur ses émissions de production. L'UE doit donc contrôler ses émissions importées si elle veut maintenir sa crédibilité climatique.

Avec cet ouvrage, l'OFCE renouvelle son implication dans les débats européens en proposant un bilan accessible et rigoureux de l'économie européenne.

Questions monétaires et financières

Le projet FESSUD (*Financialisation, Economy, Society and Sustainable Development*) a non seulement rythmé les activités scientifiques de nombreux économistes de l'OFCE depuis cinq années, mais il a aussi lancé un thème de recherche qui n'était pas jusque-là

beaucoup traité à l'OFCE : la stabilité financière. Financé par la Commission européenne dans le cadre du 7^e PCRD, FESSUD, qui était piloté à l'OFCE par le Département des études, a pris fin le 30 novembre 2016. Dans sa dernière année, il a surtout été mobilisé pour disséminer les résultats des recherches dans des colloques et conférences, à la Banque d'Angleterre à Londres, à Bruxelles lors d'une conférence orientée vers les décideurs politiques, et à Berlin lors d'une conférence académique internationale. Des travaux ont aussi été publiés dans des revues académiques ([3] ; [4]).

Le thème de la stabilité financière et celui de la politique monétaire ont donné lieu à de nombreux travaux qui ont irrigué plusieurs projets importants pour l'OFCE.

Tout d'abord, dans le cadre des prévisions bi-annuelles menées par le Département analyse et prévisions, les questions portant sur l'efficacité des politiques monétaires non conventionnelles menées aux États-Unis, dans la zone euro et au Royaume-Uni ont été importantes : les effets réels et sur l'inflation sont intrinsèquement liées aux perspectives d'emploi dans ces économies. Celles sur les risques d'instabilité financière que pourraient faire peser ces mêmes politiques sont tout aussi importantes. L'implication régulière de plusieurs économistes de l'OFCE (*e.g.* [1], dans les études spéciales consacrées à la politique monétaire et à la stabilité financière, est donc venue en soutien des prévisions macroéconomiques. Certains de ces travaux ont été repris dans le chapitre consacré au *policy mix* du rapport iAGS 2017.

D'autres travaux sont consacrés à la communication des banques centrales et à sa transmission aux agents privés [12]. Il peut s'agir d'étudier l'impact de la politique dite de *forward guidance* aux taux d'intérêt de marché en distinguant différents horizons ou celui du ton exprimé dans les discours des banquiers centraux américains ou européens sur les mêmes taux de marché. Requérant une analyse lexicographique des discours, ces derniers travaux permettent de caractériser la nature, optimiste ou pessimiste, de l'information délivrée et d'en appréhender les effets potentiels sur le reste de l'économie. Ces travaux empiriques ont vocation à être publiés dans des revues académiques.

Ensuite, la problématique de la stabilité bancaire dans l'Union européenne a nourri des chapitres, [18] ; du *rapport iAGS 2017* et de *l'Économie européenne 2017*. En clarifiant les dispositions de l'Union bancaire et son état d'avancement, il a été possible de mieux analyser les fragilités bancaires européennes et de réfléchir à la création d'entités propres à résorber effectivement les risques que des créances douteuses concentrées dans les bilans bancaires d'un groupe géographiquement restreint de pays de la zone euro font peser sur l'ensemble du système de paiement de la zone euro.

Enfin, les travaux sur la politique monétaire et la stabilité financière ont trouvé un support de visibilité institutionnelle important auprès du Parlement européen et de la BCE. L'OFCE fait en effet partie depuis 2015 du groupe d'experts sollicités tous les trimestres pour aider à la préparation du dialogue monétaire entre le Parlement européen et la BCE¹. Ainsi chaque trimestre l'OFCE prépare-t-il un *policy brief* remis aux parlementaires européens et aux équipes du président de la BCE. Ces *policy briefs* sont publics et postés sur un site dédié du Parlement européen ([14] ; [16] ; [17] ; [15]). Les

quatre thèmes traités en 2016 ont été les suivants. En février 2016, l'OFCE s'est penché sur les limites de la politique d'assouplissement quantitatif de la BCE en termes de disponibilité de titres collatéraux éligibles pour avoir accès à cette politique. En juin 2016, l'OFCE a montré que la politique d'assouplissement quantitatif avait eu des effets sur l'investissement privé des entreprises non financières. En septembre 2016, l'OFCE a étudié l'impact de la fragmentation financière sur la transmission de la politique monétaire aux taux de marché et recommandé que la politique monétaire de la BCE soit ciblée vers les pays périphériques de la zone euro où la fragmentation est la plus forte. Une telle politique améliorerait la situation financière de ces pays en même temps qu'elle améliorerait sa transmission aux taux de marché. En novembre 2016, l'OFCE a analysé les conséquences pour les banques des taux d'intérêt négatifs. Ceux-ci pèsent certainement sur les réserves excédentaires des banques auprès de la BCE mais ils permettent aussi aux mêmes banques de faire des gains en capital sur les titres financiers détenus. Enfin, les banques peuvent aussi accéder à des prêts à taux négatifs dans le cadre du programme de TLTRO II. Ces différentes contributions sont valorisées dans les travaux de l'OFCE, sous forme d'études spéciales paraissant dans la *Revue de l'OFCE* ou d'articles dans des revues académiques extérieures.

Questions budgétaires et fiscales

L'OFCE a mis en place dès septembre 2016 un dispositif de *policy briefs* [29] réguliers pour traiter des grands thèmes économiques incontournables de la campagne présidentielle 2017. Parmi ces thèmes figurait celui de la fiscalité sur le capital. L'imposition du patrimoine des ménages et de leurs revenus est un sujet sensible qui oppose traditionnellement la gauche et la droite. Ainsi, plusieurs candidats à la primaire de la droite et du centre ont proposé d'adopter une taxation proportionnelle et libératoire sur les revenus du capital, qui se différencierait de la taxation progressive des revenus du travail. Ils se sont pour la plupart prononcés pour la suppression de l'Impôt de solidarité sur la fortune (ISF). L'Impôt de solidarité sur la fortune a une portée symbolique importante mais ses recettes sont faibles au regard d'autres impôts sur le capital. En 2014, l'ISF n'a rapporté que 5,2 milliards d'euros alors que les taxes foncières payées par les ménages s'élevaient à 18,7 milliards d'euros et les droits de succession à 10,3 milliards. Cet impôt se justifie par des arguments économiques. Cependant, le taux marginal supérieur de l'ISF est élevé. De fait, trois stratégies sont possibles : supprimer l'ISF pour augmenter l'attractivité tout en compensant les pertes de recettes par des réductions de dépenses publiques et sociales. La France s'inscrirait à plein dans une logique de concurrence fiscale, avec le risque d'un accroissement des inégalités ; supprimer l'ISF en compensant cette suppression par une certaine taxation des loyers implicites, la généralisation de la taxation des plus-values latentes, l'instauration d'une

1. Les autres experts sont des institutions (Bruegel, CASE, CEPS, DIW, Kiel Institute for the World Economy, LSE) ou des économistes (Andrew Hughes Hallett et Karl Whelan).

Mansion tax, en ne diminuant pas trop le taux de l'IS ; maintenir l'ISF en le rationalisant (éviter l'optimisation fiscale par la réforme du plafonnement ; abaisser à 1 % le taux maximum) et en le sécurisant (par la taxation du patrimoine des Français résidant à l'étranger).

Une autre question importante de cette campagne a trait au revenu universel. Faut-il l'instaurer en France, c'est-à-dire verser à chacun une allocation mensuelle individuelle d'un montant égal pour tous, sans condition de ressources ou de besoins et sans exigence de contrepartie ? Pour ne pas dégrader la situation des actuels bénéficiaires de minima sociaux, le revenu universel devrait être au minimum de 785 euros par mois par adulte, de 1 100 euros pour les plus de 65 ans et les handicapés, et les moins de 18 ans devraient recevoir 315 euros. Une telle prestation coûterait 588 milliards d'euros, soit (compte-tenu des économies de prestations réalisables) des dépenses supplémentaires de l'ordre de 480 milliards, 22 points de PIB ou encore 35 points de CSG, ce qui est irréaliste en pratique. Aussi, pour lutter contre la pauvreté, il semble préférable d'une part d'alléger fortement les conditions d'obtention du RSA, d'autre part de mettre en œuvre concrètement le droit de chacun à avoir un emploi.

Au-delà de la campagne présidentielle, l'adoption du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu en 2018 en France pose une difficulté. Ensuite, les contribuables perdront l'avantage du paiement de l'impôt avec une année de décalage, caractérisant ainsi une hausse implicite d'impôt. Des chercheurs [10] évaluent différentes options de la réforme et montrent que quelles que soient les modalités de la réforme, cette dernière aboutirait à un impact inégalitaire, toujours en faveur des générations les plus âgées au détriment des nouveaux et potentiellement des futurs contribuables.

Au-delà des questions fiscales, la question de la soutenabilité budgétaire des politiques publiques continue de se poser. Elle a donné lieu à une étude sur la France [8]. La France a-t-elle encore des marges de manœuvre ou est-elle réduite à mener des cures d'austérité pour assurer sa solvabilité ? Pour répondre à cette question, il peut être important de bien identifier différentes phases de politique budgétaire au cours du temps : si la période qui a précédé l'adoption de l'euro par la France peut généralement être considérée comme une période de soutenabilité budgétaire, il n'en est pas forcément de même depuis la crise. Ces successions de phase de soutenabilité et d'insoutenabilité posent alors la question de la force et de la durée des phases de soutenabilité par rapport à celles des phases d'insoutenabilité. Dit autrement, deux années de rigueur peuvent-elles suffire à effacer une année de souplesse budgétaire ?

À la croisée des questions de croissance, de politiques monétaires et de politiques budgétaires, se trouve le concept de stagnation séculaire [11]. Longtemps analysée dans un cadre statique, ce concept a été étendue à un cadre dynamique pour mettre en lumière les politiques nécessaires à une transition d'un équilibre de stagnation séculaire vers un équilibre non contraint. Les deux dernières contributions évoquées ont vocation à être publiées dans des revues académiques.

Dynamiques macroéconomiques de moyen et long terme

Des recherches théoriques se sont attachées à analyser les relations entre politiques budgétaire et monétaire et fluctuations macroéconomiques. Elles consistent dans l'élaboration de modèles à agents hétérogènes combinant mécanismes keynésiens de demande et mécanismes schumpétériens de croissance [5]. Les auteurs montrent par ailleurs qu'une politique d'austérité budgétaire a un effet négatif sur les dépenses en R&D des firmes et sur les processus d'innovation et de diffusion de nouvelles technologies. Les résultats des simulations suggèrent que la combinaison de politique budgétaire contra-cyclique et de politique monétaire est nécessaire pour stabiliser l'économie et pour obtenir un taux de croissance de long terme positif. Ces recherches montrent également que les règles budgétaires trop strictes peuvent déprimer l'économie sans améliorer les finances publiques. Les auteurs ont par ailleurs étudié plus en détail les mécanismes de transmission des effets de long-terme des politiques budgétaires. Enfin, une étude de l'évolution des multiplicateurs budgétaires (Napoletano, Roventini & Gaffard, 2015, soumis en 2016 à *Macroeconomic Dynamics*) montre que la taille des multiplicateurs est fortement liée au processus de rationnement de crédit sur les marchés financiers.

D'autres chercheurs [2] s'intéressent, quant à eux, à l'interaction entre les marchés financiers et l'innovation en tentant d'éclaircir les effets de la crise financière de 2008 sur l'innovation. Iacopetta, Minetti et Peretto, 2014 (révisé et resoumis) développent un modèle schumpétérien autour du comportement central des investissements à des fins d'innovation et analysent l'impact de la gouvernance d'entreprises sur la croissance quand elle est commandée par l'innovation et l'entrée de nouvelles firmes.

Dans Iacopetta, Minetti, Peretto (2014 révisé et resoumis à *Economic Journal* en 2016), l'effet du hasard moral sur les décisions d'investissements des entreprises est étudié, et plus précisément, l'effet des frictions dans la gouvernance des grands groupes sur les entrées d'entreprises et sur les structures de marché. L'analyse montre que ces frictions ont un effet négatif sur la variété des biens intermédiaires. Agissant comme une barrière à l'entrée additionnelle, ces frictions forcent les actionnaires à maintenir des coûts d'entrée élevés liés aux technologies existantes, et augmentent la rémunération des managers qui eux doivent gérer les situations de conflit. Sur données de pays, les estimations empiriques montrent que la qualité de la gouvernance accroît l'entrée d'entreprises sur les marchés. Il est ainsi montré que l'effet des réformes accroissant l'indice de gouvernance de 0,3 point (un effet classique de réforme sur cet indice dans les pays développés) augmenterait le taux d'entrée de 0,6 point.

D'autres travaux théoriques sur les marchés financiers ont été réalisés. Un modèle multi-agents appliqué à la finance examine le rôle et les conséquences du *trading* à haute fréquence sur les marchés financiers, notamment en matière de volatilité des marchés et en tant que déterminant d'événements extrêmes tels que les krachs éclairs (voir par exemple le fameux krach éclair du 6 mai 2010 aux États-Unis). Le modèle multi-agents dans lequel des traders à basse fréquence interagissent avec des traders à haute fréquence permet de montrer que les stratégies employées par les traders à haute

fréquence peuvent augmenter la volatilité des prix sur le marché et être aussi une cause des krachs éclairs. Les krachs éclairs apparaissent alors comme des propriétés émergentes, fruits de la concomitance de deux facteurs clés :

- i. une fourchette de cotation élevée causée par les traders à haute fréquence ;
- ii. la synchronisation d'ordres agressifs sur les ventes de la part des traders à haute fréquence ([6] ; [13]). Par ailleurs, une étude des interactions entre les politiques de régulation du système bancaire (e.g., Basel III) et les politiques monétaires (Napoletano, Popoyan & Roventini, 2016 à paraître au *Journal Economic Behavior Organization*) montre que le double objectif de stabilité du système bancaire (en termes de réduction du taux de faillite des banques) et de stabilité macroéconomique (en termes de réduction de la volatilité du taux de croissance du PIB) nécessite que le système de régulation Basel III soit accompagné par une politique monétaire visant non seulement l'inflation et le chômage mais aussi la volatilité du crédit total.

Mentionnons enfin les réflexions en matière de politique macroéconomiques engagées par Jean-Luc Gaffard, conseiller scientifique, ponctuées par plusieurs ouvrages et documents.

- i. Un ouvrage a été publié en 2016 aux Éditions Ellipses intitulé *Macroéconomie : faits, théories et politiques* [19]. En se référant aux grands épisodes de l'économie contemporaine depuis la Grande Dépression, l'ouvrage traite des réponses théoriques aux défis successifs incarnés dans ces différents épisodes ainsi que des conséquences qui en ont été tirées en matière de politique économique. Il conclut sur une tentative de refondation de la macroéconomie dans une sorte d'unification des analyses des classiques et de Keynes.
- ii. Le deuxième ouvrage en collaboration avec Mario Amendola, intitulé *Le désordre et la raison : enquête sur les devenir des économies mondialisées*, propose de s'interroger, d'un strict point de vue d'analyse économique, sur les devenir possibles d'économies mondialisées en insistant sur l'opposition entre la quête d'une société qui serait enfin débarrassée de toute contrainte politique, sociale ou culturelle et la conscience que la nouveauté inhérente aux sociétés capitalistes rencontre toujours les mêmes obstacles rendant de ce fait opportunes et nécessaires ces mêmes contraintes.
- iii. Enfin, le troisième ouvrage rédigé en collaboration avec Francesco Saraceno et intitulé *Anatomie du désordre européen*, est relatif à des choix politiques et institutionnels qui font que l'Europe connaît une crise qui n'a rien de conjoncturelle. L'idée directrice est que cette crise économique est aussi une crise de la pensée économique qui appelle à une refondation théorique susceptible de faire valoir les articulations entre court et long terme, phénomènes réels monétaires.
- iv. Le document de travail [9] « Libéralisme, souveraineté et politique économique : un débat contemporain » oppose libéralisme classique et libéralisme vulgaire afin de montrer qu'il n'est pas opportun d'imposer la mise en œuvre de règles ou d'institutions présumées optimales dont l'architecture serait dessinée par les économistes trouvant là à appliquer une connaissance scientifique indiscutée et qu'il faut reconnaître à l'analyse

économique la vertu d'éclairer les arbitrages, nécessairement et justement politiques, entre des objectifs voire entre des intérêts opposés ou divergents.

Activités contractuelles européennes

L'année 2016 a vu la clôture du contrat RASTANEWS (Contrat européen de 3 ans dont l'équipe France était dirigée par F. Saraceno), et la poursuite des contrats européens ISIGrowth et DOLFINS. Le département est également membre de l'équipe du contrat INNOPATH.

Contrat *IsiGrowth*. Projet financé par l'Union européenne dans le cadre de *Horizon 2020*. *ISIGrowth* vise à offrir un diagnostic complet des relations microéconomiques et macroéconomiques entre l'innovation, la dynamique de l'emploi et de la croissance dans une économie mondiale de plus en plus mondialisée et financiarisée, et, sur la base de cette analyse, élaborer un ensemble de scénarios de politiques et de fournir un ensemble d'outils de politique cohérente en mesure d'atteindre les objectifs d'Europe 2020 d'une croissance intelligente, durable et inclusive.

Contrat *DOLFINS*. Projet financé par l'Union européenne dans le cadre de *Horizon 2020*. Le projet DOLFINS a pour objectif d'analyser la stabilité financière et de comprendre comment redresser le système financier pour faciliter les investissements réels et la transition vers une économie soutenable, plus innovante et moins inégale. Pour ce faire, la proposition s'appuie sur des méthodologies interdisciplinaires, telles que l'analyse des réseaux, ou encore la théorie des jeux algorithmique.

Contrat *INNOPATHS*. Dans le cadre du projet européen INNOPATHS (2016-2020), l'équipe du DRIC est engagée sur trois thématiques de recherche. Tout d'abord, le DRIC entend estimer les effets de la réglementation environnementale sur la création d'emploi et la demande de travail qualifié émanant des entreprises, des secteurs et des pays. L'objectif est de quantifier les effets indirects générés par les acteurs des autres pays qui, eux, échappent à la réglementation locale. Ensuite, en utilisant le modèle WITC de la Fondazione Enrico Mattei en Italie, un effort théorique visera à étudier les effets des politiques environnementales sur le marché du travail. Enfin, on s'intéressera à la relation entre développement économique et croissance soutenable – ce que l'on nomme la courbe de Kuznet environnementale – en introduisant le rôle des inégalités.

Références bibliographiques²

1. Blot Christophe, Paul Hubert et Christine Riffart, « L'impact du découplage des politiques monétaires de la BCE et de la FED sur la zone euro et les pays émergents », *Revue de l'OFCE*, n° 147, p. 223- 258, juin, 2016.
2. Babutsidze Zakaria et Maurizio Iacopetta, « Innovation, growth and financial market », *Journal of Evolutionary Economics*, vol. 1, n° 24, 2016.
3. Creel Jérôme, Paul Hubert et Mathilde Viennot, « The effect of ECB monetary policies on interest rates and volumes », *Applied Economics*, vol. 48, n° 47, p. 4477- 4501, octobre, 2016.
4. Delatte Anne-Laure, Julien Fouquau et Richard Portes, « Regime-dependent sovereign risk pricing during the Euro crisis », *Review of Finance*, vol. 20, n° 6, p. 1- 23, octobre, 2016.
5. Dosi Giovanni, Mauro Napoletano, Andrea Roventini et Tania Treibich, « Micro and macro policies in Keynes+Schumpeter evolutionary models », *Journal of Evolutionary Economics*, vol. 27, p. 63- 90, 2016.
6. Fagiolo Giorgio, Sandrine Jacob Leal, Mauro Napoletano et Andrea Roventini, « Rock around the clock: an agent-based model of low- and high- frequency trading », *Journal of Evolutionary Economics*, vol. 26, n° 1, p. 49- 76, mars, 2016.
7. Laurent Éloi, « La qualité de l'air : un enjeu social-écologique », *Revue le 1*, n° 118, août, 2016.
8. Aldama Pierre et Jérôme Creel, « Why fiscal regimes matter for fiscal sustainability analysis: an application to France? », *Document de travail de l'OFCE*, 15, 2016.
9. Gaffard Jean-Luc, « Libéralisme, souveraineté et politique économique : un débat contemporain », *Document de travail de l'OFCE*, 20, 2016.
10. Le Garrec Gilles et Vincent Touzé, « Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu et année de transition : quel impact pour les finances publiques et l'équité fiscale ? », *Document de travail de l'OFCE*, 28, 2016.
11. Le Garrec Gilles et Vincent Touzé, « Capital accumulation and the dynamics of secular stagnation », *Document de travail de l'OFCE*, 17, 2016.
12. Hubert Paul et Fabien Labondance, « Central bank sentiment and policy expectations », *Document de travail de l'OFCE*, 29, 2016.
13. Jacob Leal Sandrine et Mauro Napoletano, « Market stability vs. market resilience: regulatory policies experiments in an agent-based model with low- and high-frequency trading », *Document de travail de l'OFCE*, 12, 2016.
14. Blot Christophe, « Negative interest rates: incentive or hindrance for the banking system? », *Briefing paper pour le Parlement Européen dans le cadre du Dialogue monétaire*, 2016.
15. Blot Christophe, Jérôme Creel et Paul Hubert, « Rooms for extension of the ECB's quantitative easing programme », *Briefing paper pour le Parlement Européen dans le cadre du Dialogue monétaire*, 2016.
16. Blot Christophe, Jérôme Creel, Paul Hubert et Fabien Labondance, « Financial market fragmentation in the euro area », *Briefing paper pour le Parlement Européen dans le cadre du Dialogue monétaire*, 2016.
17. Blot Christophe, Jérôme Creel, Paul Hubert et Fabien Labondance, « The impact of ECB policies on Euro area investment », *Briefing paper pour le Parlement Européen dans le cadre du Dialogue monétaire*, 2016.

2. Ces références renvoient aux appels dans le texte. Pour voir l'ensemble des publications (voir page 77).

18. Allègre Guillaume, Céline Antonin, Christophe Blot, Jérôme Creel, Bruno Ducoudré, Paul Hubert, Sabine Le Bayon, Sandrine Levasseur, Hélène Périvier, Raül Sampognaro, Aurélien Saussay, Xavier (coordinateur) Timbeau, Vincent Touzé et Sébastien Villemot, « The elusive recovery. iAGS 2017 », 2016.
19. Gaffard Jean-Luc, *Macroéconomie : faits, théories et politiques*. Ellipses, 192 pages, 2016.
20. Antonin Céline, Jérôme Creel (dir) et Sébastien Villemot, « La Grèce, ou l'échec de la gouvernance budgétaire », in *L'économie européenne 2016*, La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 104- 113.
21. Blot Christophe, « La situation conjoncturelle européenne », in *L'économie européenne 2016* (dir. Jérôme Creel), La Découverte, 2016, p. 5- 22.
22. Cornilleau Gérard et Vincent Touzé, « L'Europe, ses fiscalités et ses systèmes de protection sociale », in *L'économie européenne 2016* (dir. Jérôme Creel), La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 48- 62.
23. Daudin Guillaume et Jacques Le Cacheux, « Les politiques communes de l'Union européenne », in *L'économie européenne 2016* (dir. Jérôme Creel), La Découverte, 2016, p. 36- 47.
24. Delatte Anne-Laure et Xavier Ragot, « Les divergences européennes : causes et leçons », in *L'économie européenne 2016* (dir. Jérôme Creel), La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 91- 103.
25. Labondance Fabien, « La Banque Centrale Européenne et la stabilité financière », in *L'économie européenne 2016* (dir. Jérôme Creel), La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 76- 90.
26. Laurent Éloi, « La stratégie climatique européenne : vers une nouvelle ambition ? », in *L'économie européenne 2016* (dir. Jérôme Creel), La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 63- 75.
27. Le Moigne Mathilde, Francesco Saraceno et Sébastien Villemot, « Sortir de la crise par l'investissement », in *L'économie européenne 2016* (dir. Jérôme Creel), La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 114- 125.
28. Laurent Éloi, « Une brève histoire de l'intégration économique européenne », in *L'économie européenne 2016* (dir. Jérôme Creel), La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 23- 35.
29. Allègre Guillaume, Céline Antonin, Henri Sterdyniak et Vincent Touzé, « Quelles réformes de l'imposition sur le capital pour les hauts revenus ? », *OFCE Policy brief*, 26 octobre 2016.

Les questions environnementales

Des outils pour analyser les questions environnementales

ThreeME

L'OFCE développe depuis 2008, en collaboration avec l'ADEME et TNO, un modèle macroéconomique, destiné à l'évaluation pour la France des conséquences des politiques énergétique et environnementale. Le modèle *ThreeME* (Multisectoral Macroeconomic Model for the Evaluation of Environmental and Energy policy) a été conçu spécialement pour l'évaluation macroéconomique et sectorielle de mesures de politiques publiques à portée énergétique ou environnementale.

Convention avec l'ADEME

Simulation de politiques environnementales

a) Scénario de transition énergétique 100 % renouvelable de l'ADEME

Un scénario de transition énergétique 100 % renouvelable, défini par l'ADEME, a été modélisé avec la version 2 du modèle.

À partir du volet technico-économique de l'étude, une évaluation macro-économique a été réalisée évaluant l'impact en termes d'emploi, d'activité économique, de revenu disponible des ménages, de balance commerciale ou encore d'émissions de CO₂ d'un scénario ambitieux de transition énergétique incluant un taux de pénétration des énergies renouvelables dans le mix électrique de 80 % à 100 %. En dépit d'hypothèses conservatrices concernant la structuration des filières EnR françaises, l'exercice montre l'effet positif d'un scénario de transition énergétique ambitieux sur la croissance, l'emploi, les émissions de CO₂ et le revenu disponible des Français.

Cette modélisation a conduit à la production d'un rapport de synthèse co-publié avec l'ADEME en juin 2016, « Un mix électrique 100 % renouvelable ? Analyses et optimisations – Synthèse de l'évaluation macroéconomique », disponible à l'adresse suivante :

<http://www.ademe.fr/mix-electrique-100-renouvelable-analyses-optimisations>

Les résultats de cette étude ont par ailleurs été présentés à six reprises au cours du dernier trimestre 2016, notamment à l'École des Mines-ParisTech, à l'École Normale Supérieure (Ulm) et à l'OFCE.

b) Modélisation de la programmation pluriannuelle de l'énergie

L'ADEME a demandé à l'OFCE de simuler deux variantes de la PPE (programmation pluriannuelle de l'énergie). La simulation des scénarios a été réalisée avec la version 2 de *ThreeME*.

L'évaluation des impacts macro-économiques des scénarios de la PPE a été réalisée dans le cadre d'un travail mené conjointement par l'ADEME, l'OFCE et la DGEC à l'aide du modèle *ThreeME*.

Les résultats ont été transmis à l'ADEME en juillet 2016.

c) Évaluation des retombées socio-économiques de la filière éolienne sur le territoire français

Cette activité consiste à évaluer les retombées socio-économiques de la filière éolienne sur le territoire français. Afin de décomposer les effets directs, indirects et induits, une analyse *Input-Output* sera introduite au sein de *ThreeME*.

L'objectif de l'exercice est **d'affiner certains des enseignements tirés de l'étude ADEME « Évaluation macroéconomique : mix électrique 100 % renouvelable à 2050 »**. L'analyse dans ce scénario était conservatrice dans la mesure où elle supposait une propension à importer constante sur la période. Nous souhaitons nous intéresser aujourd'hui à **la sensibilité des variables macroéconomique à différentes hypothèses de structuration de la filière éolienne**. La question nous paraît importante **du point de vue des politiques d'emploi et industrielle**.

Les données d'investissement et les bilans énergétiques nécessaires à la simulation des scénarios de la filière éolienne n'ont été communiqués par l'ADEME qu'à partir de la mi-décembre 2016. Nous continuerons le travail de simulation au cours de la convention de recherche 2017 pendant le premier trimestre.

Principaux développements apportés au modèle

a) Modélisation des quotas de CO2 pour les secteurs ETS

Un bloc apportant une modélisation plus détaillée du Système communautaire d'échange de quotas d'émission (ou *Emission Trading Scheme, ETS*) a été intégré au sein de la version Master du modèle France. Sa calibration a été réalisée en étroite collaboration avec l'ADEME.

b) Intégration du coin fiscal-social

Le coin fiscal-social a été intégré dans la version master du modèle. L'impact de cette modification sur les propriétés dynamiques et de long terme du modèle a été analysé dans le cahier de variante publié dans le numéro 149 de la *Revue de l'OFCE* (voir ci-dessous).

c) Amélioration du paramétrage du transfert modal dans le bloc hybride

Cette tâche a été réalisée notamment pour la dernière version des simulations du scénario 100 % ENR. À chaque simulation de scénario, le modèle *ThreeME* a été recalibré afin de tenir compte des hypothèses de report modal fournies. Ces modifications ont été testées dans la simulation de la PPE.

Par ailleurs, Jean-Jacques Becker du CGDD, qui dispose d'un modèle spatialisé de transport modal, nous propose de fournir des résultats de ce modèle pour les intégrer dans *ThreeME* afin d'affiner encore le paramétrage du transfert modal dans le bloc hybride.

d) Endogénéisation du covoiturage et de l'auto-partage

La représentation du covoiturage et de l'auto-partage est désormais endogène au sein de *ThreeME*. La consommation totale de transport par les ménages est représentée explicitement par un nombre de kilomètres parcourus annuellement, qui sont ensuite répartis entre les différents modes de transport en fonction de leur prix relatif. Dans ce cadre, le covoiturage et l'auto-partage sont représentés comme une réduction de la demande de kilomètres parcourus par véhicules privés, en fonction du prix relatifs des carburants. La calibration du modèle a été revue en conséquence. Cette option est prise en compte dans les scénarios simulés.

Modélisation hybride de l'économie mexicaine (projet AFD-Mexique)

L'OFCE, TNO, l'AFD et l'INECC ont mis en place un projet de collaboration scientifique qui a démarré en juillet 2013. La finalité du partenariat est un transfert de compétences techniques liées à la modélisation de l'économie mexicaine, en particulier la modélisation des effets des politiques énergétiques et de lutte contre le changement climatique au niveau macroéconomique et sectoriel. L'OFCE et TNO ont mis à disposition de l'INECC un modèle macroéconomique hybride générique inspiré de la spécification du modèle *ThreeME* et ont apporté un accompagnement technique pour calibrer le modèle à l'économie mexicaine.

Le projet s'est achevé avec succès en avril 2015 avec la restitution du rapport final dans un workshop organisé en collaboration avec nos partenaires dans la ville de Mexico¹. Un document de travail a été rédigé et publié dans le site de l'OFCE² et de l'AFD³. L'article a été publié dans *Energy Policy* en juin 2016.

-
1. INECC, Dennis Gastelum Rivera, Jorge Gutiérrez García, Thalia Hernández Amezcua, Carolina Inclán Acevedo, Iván Islas Cortés, OFCE, Gissela Landa, TNO et Frédéric Reynès, « Transiting towards a low-carbon economy in Mexico: an application of the ThreeME model », *Études de l'AFD*, novembre, 2015.
 2. Landa Gissela, Frédéric Reynès, Ivan Islas, François-Xavier Bellocq et Fabio Grazi, « Towards a low carbon growth in Mexico: is a double dividend possible? A dynamic general equilibrium assessment », *Document de travail de l'OFCE*, 24, octobre, 2015.

Dans la continuité du partenariat avec l'AFD, une coopération avec le ministère de l'Énergie du Mexique (SENER) sera mise en place en 2017, dont le contrat a été signé en décembre 2016. Cette coopération a pour objectif de transférer le modèle *ThreeME* Mexique au SENER. Elle comprendra des séminaires de formation, une assistance technique pour simuler des scénarios énergétiques.

Promoting Low-Carbon Economy in Indonesia (projet AFD-BAPPENAS-TNO-OFCE)

Le projet d'adaptation du modèle *ThreeME* au cadre Indonésien « Assessing Low-carbon and resilient growth in Indonesia » s'est achevé le 9 novembre par l'organisation d'un séminaire de restitution international à Jakarta, « *ThreeME* Seminar : Towards Energy Modeling to National Action Plans », composé comme suit :

- une première partie dédiée à la question de la modélisation des politiques climats avec l'intervention d'économistes d'institutions internationales (International Energy Agency, Asian Bank of Development) ;
- une seconde partie consacrée à la dimension opérationnelle de la transition énergétique avec notamment l'intervention d'un représentant des pays et territoires d'Outre-mer.

Le rapport « Assessing Low-carbon and resilient growth in Indonesia – An Application of the *ThreeME* model » produit dans le cadre de ce projet y a été présenté. Cette étude vise, à l'aide de la version indonésienne du modèle *ThreeME*, à simuler deux scénarios de politique énergétique distincts.

Le premier scénario simule le changement de mix électrique induit par le plan d'investissement RUPTL-2016-2025 proposé par la compagnie publique d'électricité indonésienne PLN. Il s'intéresse notamment aux différences de capacités de productions électriques pour les 10 prochaines années, par rapport à un scénario de référence.

Le second scénario simule également une modification du mix électrique, mais provient d'un scénario de prospective énergétique indonésien intitulé *Deep Decarbonization Pathways Project*. Ce dernier vise à identifier des trajectoires énergétiques motivées par l'exploitation maximale du potentiel de décarbonisation de nos économies, tout en restant compatibles avec leur développement humain et matériel.

L'analyse comparée de ces deux scénarios révèle que la décarbonisation du mix électrique indonésien n'aurait pas d'impacts macroéconomiques récessifs, qu'elle soit modérée (RUPTL) ou ambitieuse (DDPP) – et ce malgré l'importante production domestique de charbon, principale composante du mix électrique indonésien actuel.

3. Landa Gissela, Frédéric Reynès, Ivan Islas, François-Xavier Bellocq et Fabio Grazi, « Double dividend of low-carbon growth in Mexico: A Dynamic General Equilibrium assessment », *Research paper AFD*, novembre, 2015.

Formation BPPT (ministère de la Recherche, de la Technologie et l'Enseignement Supérieur indonésien)

L'équipe *ThreeME* a assuré une formation de deux semaines sur l'utilisation du modèle *ThreeME*, notamment dans le contexte indonésien à destination de 14 personnes venant du BPPT, le ministère de la Recherche, de la Technologie et l'Enseignement Supérieur indonésien. Cette formation a nécessité la réalisation des tâches suivantes :

- développement d'une version du modèle *ThreeME* spécifiquement dédiée à son apprentissage ;
- combinaison de séances théoriques portant sur la modélisation macroéconomique et d'explications des différentes étapes de construction du modèle *ThreeME* ;
- mise en situation par un travail de simulation de différents chocs économiques à l'aide de la version indonésienne par petits groupes ;
- échange avec les chercheur-e-s de l'OFCE *via* un séminaire de recherche ouvert à tous ;
- organisation du support logistique du workshop.

Impacts macroéconomiques de la rénovation énergétique (projet DHUP)

L'OFCE avait mené, de 2013 à 2015, le développement d'une version du modèle *ThreeME* spécifiquement adaptée pour permettre une analyse plus détaillée du secteur du bâtiment. En conséquence, ce dernier est subdivisé en 7 sous-secteurs correspondant aux différents postes de travaux concernés par l'amélioration de la performance énergétique des logements (façade, ouverture, chauffage, couverture, agencement, isolation, reste du bâtiment). Le modèle a été finalisé et livré à la DHUP en juillet 2015.

Dans la continuité de ce projet, l'OFCE s'est vue attribuer un nouveau contrat, portant sur le couplage de *ThreeME*-bâtiment avec le modèle de microsimulation du parc de logement *Menfis*, développé par l'ADEME. La réalisation de ce bouclage vise à déterminer le volume et la nature des travaux de rénovation énergétique résultant de la mise en place de dispositifs incitatifs tels que des crédits d'impôt, des subventions, ou encore des prêts bonifiés. Le projet a débuté en mars 2016. Il devrait prendre fin au terme du premier trimestre 2017.

Valorisation de la recherche et dissémination

Un article présentant l'évaluation macroéconomique des scénarios de transition énergétique au Mexique (*Energy Policy*)

Un article présentant le résultat de l'évaluation macroéconomique des scénarios de transition énergétique au Mexique a été publié dans la revue *Energy Policy* [1]. Les scénarios présentés sont issus du projet mené conjointement avec l'AFD et l'INECC depuis 2013. Principaux points :

- A model is designed to evaluate transitional effects of climate policy in Mexico.
- The level of the carbon tax is computed to meet national emissions targets in 2050.
- Distribution of the carbon tax revenues is a key element to get a double dividend.
- Magnitude of benefits depends on the flexibility of production/consumption structure.
- A double dividend is possible even when carbon tax is implemented unilaterally.

<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0301421516302956>

Un article présentant le modèle et ses propriétés sous la forme d'un cahier de variantes (*Revue de l'OFCE*)

Un article présentant le modèle *ThreeME*, ainsi que ses principales propriétés dynamiques et variantielles a été publié au sein du volume 149 de la *Revue de l'OFCE* [2]. L'article, intitulé « Les propriétés dynamiques et de long terme du modèle *ThreeME*. Un cahier de variantes » est disponible en ligne.

Cet article présente une analyse des propriétés dynamiques et de long terme du modèle *ThreeME*. Plusieurs variantes ont été conduites : une hausse du prix du pétrole, une baisse des cotisations employeurs, une hausse de la TVA, une hausse des investissements publics et l'introduction d'une taxe carbone. Pour chacune d'entre elles, nous montrons l'impact de la spécification de l'équation de salaire (en comparant les résultats simulés avec une courbe Wage Setting et de Phillips). Nous comparons aussi pour certaines variantes les résultats de *ThreeME* avec ceux du modèle MESANGE ainsi que deux versions de *ThreeME* (version standard et hybride).

Lancement du site internet du modèle *ThreeME*

Une première version du site internet dédié au modèle *ThreeME* a été lancée à la fin du premier semestre 2016. Lors de la précédente convention, une maquette du site avait été développée. Cette première version comporte une description du modèle ainsi qu'une version de sa documentation au format *pdf*. Par ailleurs, les documents de travail et les articles liés au modèle *ThreeME* publiés à ce jour ont été mis en ligne.

Le site sera complété et mis à jour tout au long de l'année 2017, notamment en matière de documentation – qui devra être développée – ainsi qu'avec les différentes publications prévues au cours du prochain exercice.

Dans un deuxième temps l'accès direct sera donné au projet tel qu'hébergé sur GitHub, à travers une série de liens permettant de répliquer les résultats d'une étude donnée.

Référence : <http://threeme.org/>

Questions environnementales et tissu productif

Les recherches en dynamique industrielle se sont développées afin de traiter des contraintes environnementales et des politiques censées pouvoir orienter les investissements des entreprises vers des technologies durables.

Dans Lamperti, Napoletano & Roventini (2015, soumis en 2016 au *Journal of Environmental Economics and Management*), les auteurs modélisent l'influence de deux différents types de politiques environnementales sur la direction du changement technologique entre technologies polluantes et non polluantes.

Les politiques étudiées concernent :

- i. la combinaison d'une taxe carbone et d'une aide aux technologies non-polluantes ;
- ii. une politique imposant une limite aux émissions produites par les firmes. Les auteurs montrent que la politique de type i) peut être efficace pour rediriger le changement technologique vers les technologies vertes seulement si elle est mise en place suffisamment tôt. Au contraire, une politique de limites aux émissions (ii) est toujours efficace pour rediriger le changement technologique. Cette ligne de recherche se poursuit actuellement dans plusieurs contributions.

Certaines recherches examinent les conditions d'exercice des politiques de soutien aux énergies renouvelables, notamment en conditionnant leur effet aux compétences accumulées dans ce domaine. L'originalité de l'étude est d'identifier des régimes propices à la mise en œuvre de politiques quantitatives (les quotas d'émissions par exemple) ou incitatives (aides gouvernementales, tarifications avantageuses, etc.). En mobilisant des modèles de seuils, les chercheurs montrent que la mise en œuvre de politiques quantitatives est plus efficace lorsque les pays sont en rattrapage technologique et ont accumulé peu de savoir-faire dans les énergies vertes. Les politiques incitatives semblent plus efficaces lorsque les pays se rapprochent de la frontière technologique.

Certains travaux visent à développer une recherche statistique et économétrique appliquée à l'environnement, et l'étude de secteurs à risque (énergie, chimie, chimie fine) dans la région PACA notamment. En collaboration avec D. Bianco (Université de

Bourgogne), un modèle schumpétérien de croissance endogène permet de retrouver les prédictions de l'hypothèse environnementale (version forte) de M. Porter. Cette analyse a donné lieu à un document de travail de l'OFCE et une soumission dans *Economics Bulletin* (Salies, 2014). Entamé en collaboration avec G. Mondello (CNRS, université de Nice-SA), la question de savoir comment les régimes de responsabilité civile influencent l'arbitrage de firmes, à risque pour l'environnement, entre investissement productif et prévention du risque industriel, mais aussi l'organisation industrielle d'un secteur, est posée. L'originalité de cette recherche est de placer le modèle d'accident de Shavell dans la théorie de l'oligopole. Cette recherche s'est concrétisée par un document de travail du GREDEG [3].

Plutôt que de s'intéresser à l'offre, des travaux envisagent les problématiques liées à l'environnement sous l'angle de la demande. En se basant sur l'idée que les consommateurs interagissent et donc s'influencent mutuellement, le design des politiques de transition vers davantage de consommation verte est étudié. Ces recherches montrent, par exemple, l'écart existant entre un discours affiché (par les consommateurs) et leur comportement réel vis-à-vis des biens respectant l'environnement. Ces recherches impliquent donc de nombreuses collaborations interdisciplinaires avec des psychologues, des chercheurs du marketing et des ingénieurs. Cette recherche bénéficie d'un financement de l'IDEX.

Références bibliographiques⁴

1. Bellocq François-Xavier, Fabio Grazi, Iván Islas Cortés, Gissela Landa et Frédéric Reynès, « Towards a low carbon growth in Mexico: is a double dividend possible? A dynamic general equilibrium assessment », *Energy Policy*, vol. 96, p. 314- 327, septembre, 2016.
2. Callonec Gaël, Gissela Landa, Paul Malliet, Frédéric Reynès et Aurélien Saussay, « Les propriétés dynamiques et de long terme du modèle ThreeMe. Un cahier de variantes », *Revue de l'OFCE*, n° 149, p. 1- 54, novembre, 2016.
3. Mondello Gérard et Evens Salies, « Tort law under oligopolistic competition », *Document de travail du GREDEG*, 29, 2016.

4. Ces références renvoient aux appels dans le texte. Pour voir l'ensemble des publications (voir page 77).

LES INÉGALITÉS

Le genre, une perspective de recherche incontournable

Le genre constitue un axe pertinent pour penser les défis économiques et sociaux et pour alimenter le débat public et, de ce fait, il s'insère parfaitement dans les missions premières de l'OFCE. L'analyse des systèmes sociaux et distributifs (fiscalité, protection sociale, ...) ne peut pas faire abstraction de cette dimension dans la mesure où les États sociaux reposent sur une division sexuée du travail, et sur des normes de genre qui ont contribué à les façonner. Analyser les politiques publiques, apporter des éclairages sur les réformes proposées requiert souvent d'adopter cet axe d'analyse. Il peut l'être de façon spécifique ou transversale. La mission d'animation du débat public requiert également de pouvoir produire des travaux de recherche permettant de répondre aux grands défis sociétaux : égalité, intersectionnalité, division sexuée du travail et politiques publiques.

Les recherches sur le genre à l'OFCE s'inscrivent plus largement dans le programme PRESAGE. Piloté par l'OFCE, ce programme de recherche et d'enseignement s'appuie sur une collaboration étroite entre Sciences Po et l'OFCE. Il rassemble les chercheur-e-s de Sciences Po de disciplines variées travaillant sur ce thème et permet de rendre visibles les recherches menées par l'OFCE et au-delà. PRESAGE dispose d'un budget administré par l'OFCE et issu de partenariats de mécénat destinés à financer la recherche sur le genre.

Plusieurs contrats de recherche ont permis de rendre cet axe visible pour l'OFCE, sur le plan national et international, et notamment européen :

Contrats

en cours

[EGERA](#), Effective Gender Equality in Research and the Academia, FP7-Sciences-in-Society-2013, 2014-2017. Budget : 490 000 de financement de la CE

soumis en attente de réponse

[ANR 2017](#) « PRODIGE » Projet de Recherche sur les Orchestres, les Discriminations et le Genre en collaboration avec l'IREMUS Paris-Sorbonne. PRODIGE interroge la dimension sexuée du recrutement des musicien-ne-s, mais ouvre également des pistes pour intégrer des dimensions reposant sur d'autres critères de possibles discriminations (âge, origine ethnique, handicap ...). Le projet s'appuie sur deux axes articulés.

Avec PRESAGE, l'OFCE est identifié comme ayant un pôle de recherche sur le thème du genre et est donc en capacité de porter ces sujets dans diverses instances, ainsi qu'en témoigne la présence de Françoise Milewski au CESE et d'Hélène Périvier au HCF (renouvelée au sein du HCFEA) en tant que personnalité qualifiée. Le pilotage d'un groupe de recherche « Genre et politique publique » qui rassemble des personnalités d'horizons divers (administration, recherche, ...) montre également que l'OFCE remplit son rôle d'animation du débat public. De même, les dialogues et collaborations avec des administrations comme le Service des droits des femmes ou d'autres administrations témoignent de la visibilité grandissante de l'OFCE sur ce sujet.

Durant l'année 2016, plusieurs travaux de recherche ont été portés par l'OFCE sur un thème en lien avec le genre :

- « Recession, Austerity and Gender. A Comparison of Eight European Labour Markets? », [4] to be published. L'article revient sur les conséquences sexuées de la crise financière internationale, les hommes ayant semble-t-il fortement subi la première phase de crise, tandis que les femmes prenaient le relais lors de la montée en puissance de l'austérité budgétaire. Sur la base de l'analyse des taux de participation dans huit pays européens, il apparaît que cette division sexuée de la crise n'est pas généralisable ;
- « La pauvreté au prisme du genre », [6]. Cet article vise à montrer l'importance de la perspective de genre dans la mesure statistique de la pauvreté ainsi que dans les politiques publiques destinées à lutter contre la pauvreté. Il s'agit de mettre en lumière l'ambiguïté de la place de l'individu dans la famille et la mesure des niveaux de vie. Par ailleurs la relation de réciprocité dans l'aide sociale est interrogée à l'aune du genre ;
- « Les échelles d'équivalence à l'épreuve des nouvelles configurations familiales », Henri Martin et Hélène Périvier, en révision à la *Revue Economique*.¹ Cet article présente une analyse exploratoire de la sensibilité des échelles d'équivalence aux différentes configurations familiales et montre l'effet de l'évolution des formes familiales sur le niveau de vie des ménages. Les estimations menées à partir des enquêtes Budget de Famille de l'Insee 2001, 2006 et 2011, sont réalisées en mobilisant une approche par le niveau de vie subjectif des ménages. Les résultats indiquent qu'un parent vivant avec un enfant âgé de moins de 14 ans (respectivement de plus de 14 ans) doit disposer d'un revenu de 68 % (87 %) supérieur à celui d'une personne seule pour atteindre le même niveau de vie ressenti, contre 33% pour couple. Le parent non-hébergeant supporte, toutes choses égales par ailleurs, des dépenses supplémentaires par rapport à un célibataire sans enfant, pour un montant moyen s'élevant entre 17 % et 27 % de son revenu. Les échelles d'équivalence les plus couramment utilisées surestiment donc le niveau de vie de ces deux catégories de ménages. L'objectif de l'article n'est pas de proposer une échelle d'équivalence alternative, mais de mettre en exergue les difficultés posées par la mesure et la comparaison des niveaux de vie individuels ;

1. *Working Paper OFCE*, n° 16, juin 2015.

- « The sexual division of labour within couples in France according to their marital status . *Study based on time-use studies from 1985-86, 1998-99 and 2009-10* » Lamia Kandil et Hélène Périvier². Cet article vise à analyser la répartition des tâches domestiques au sein du couple en fonction de l'état matrimonial ainsi que de leur évolution depuis les années 1980 sur la base de trois enquêtes INSEE (1985-1986, 1998-1999 et 2009-2010). La méthode des moindres carrés ordinaires (OLS) est complétée par la méthode d'appariement, qui est utilisée pour expliquer l'auto-sélection des couples en fonction de leurs caractéristiques observables dans différentes formes d'union (mariage, cohabitation et partenariats civils pour 2009-2010). En 1985-1986 et en 1998-1999, le degré de division sexuée du travail était plus élevé chez les couples mariés que chez les couples cohabitants. Pour 1985-1986, cette différence s'explique par les caractéristiques des couples qui cohabitent. Cependant, à la fin des années 1990, les couples cohabitants avaient opté pour une organisation moins inégale que celle des couples mariés, toutes choses égales par ailleurs. En 2009-2010, le travail domestique effectué par les femmes était à peu près le même, qu'elles soient en cohabitation ou mariées (72 % et 73,5 %), mais le niveau était sensiblement plus bas pour les femmes en partenariat civil (65,1 %). Cette différence n'est pas due au type d'union. L'article montre que cette différence est due à un processus d'auto-sélection des couples fondé sur leurs valeurs : en 2009-2010, les partenariats civils ont attiré des couples plus « égalitaires » qui, avant l'instauration de partenariats civils, avaient choisi de cohabiter.

Questions sociologiques

Les travaux de recherche en sociologie menés au Département des études ont porté principalement sur le projet DYNEGAL, financé par l'ANR, qui s'est achevé officiellement fin 2016 avec la publication de textes issus du colloque du 14-15-16 octobre 2015 dans un ouvrage, *La France des inégalités* dirigé par Olivier Galland aux Presses de l'Université Paris Sorbonne. Dans ce cadre, a été publié un article sur la justice fiscale à partir de l'enquête DYNEGAL par quotas : « Où en est le consentement à l'impôt en France ? » [8] ; ainsi qu'une comparaison entre le Québec et la France à partir d'une réplique de l'enquête PISJ (Perception des inégalités et sentiments de justice) conduite en France en 2008 au Québec en 2012 : « Des sentiments de justice sociale divergents en France et au Québec » [7].

Toujours dans le cadre de DYNEGAL a été publié un article à partir de l'enquête par quotas auprès de 4000 individus : « Comment les Français perçoivent-ils l'égalité des chances ? » [2]. D'autres enquêtes ont également été effectuées dans le cadre de DYNEGAL, à côté de l'enquête quantitative. L'une d'elles a consisté à faire passer des tests sur la justice distributive à des enfants de 6 à 10 ans, ce qui a donné lieu à la publication suivante : « The sense of distributive justice in children from 6 to 10. Equality predominates but sharing norms are different depending of school performance » [5].

2. Working Paper OFCE, n° 4, février 2017.

Une autre enquête a enfin été effectuée auprès de différentes lignées, l'enquête 3G pour 3 générations. Il s'agissait d'interroger trois générations d'une famille sur leur rapport au patrimoine (immobilier et financier). 34 lignées ont été interrogées et l'exploitation des résultats est en cours pour une publication en 2017 par Michel Forsé, Caroline Guibet-Lafaye, Alexandra Frenod et Maxime Parodi.

Pour faire suite au projet DYNEGAL, une pré-proposition à l'ANR, nommée FRONSOL, a été déposée pour enquêter sur les frontières de la solidarité, en mobilisant les chercheurs de l'ANR DYNEGAL, plus quelques autres.

D'autre part, une journée d'études sur le thème « Mobilité sociale et frustration » a été organisée le 14 octobre 2016 par Michel Forsé et Maxime Parodi. Les présentations seront publiées dans le numéro 150 de la *Revue de l'OFCE* en 2017.

Bien-être et soutenabilité

Pourquoi vouloir mesurer le bien-être ? Parce que l'idée que la croissance économique représente le développement humain au sens où elle constituerait un bon condensé de toutes ses dimensions est tout simplement fautive. La croissance du PIB n'est pas une condition préalable du développement humain, c'est au contraire, désormais, souvent son entrave. Dès lors, l'augmenter ne suffit pas à se développer humainement, il y faut des politiques spécifiques qui se donnent pour objet direct l'éducation, la santé, les conditions environnementales ou encore la qualité démocratique. Sans la considération de cette pluralité du bien-être, une dimension, généralement la dimension économique, s'impose aux autres et les écrase.

Pourquoi vouloir mesurer la soutenabilité ? Parce qu'un taux de croissance mondiale de 5 % aujourd'hui nous importe peu si le climat, les écosystèmes, l'eau et l'air qui sous-tendent notre bien-être sont irrévocablement dégradés en deux ou trois décennies du fait des moyens déployés pour atteindre cette croissance. Il faut donc actualiser notre bien-être pour que celui-ci ne soit pas qu'un mirage. Nos systèmes économiques et politiques n'existent que parce qu'ils sont sous-tendus par les ressources d'un ensemble qui les contient, la biosphère, dont la vitalité est la condition de leur perpétuation. Pour le dire brutalement, si les crises écologiques ne sont pas mesurées et maîtrisées, elles finiront par balayer le bien-être humain.

Les indicateurs de bien-être et de soutenabilité doivent donc entrer dans un nouvel âge : après avoir mesuré pour comprendre, il nous faut à présent mesurer pour changer. Le temps de l'action implique toujours des choix et des arbitrages qui n'ont rien de simple. C'est précisément le double objet du numéro de la *Revue de l'OFCE* n° 145 de janvier 2016 coordonnée par Éloi Laurent ([3] ; [1] ; [9]) : montrer que les indicateurs de bien-être et de soutenabilité sont parvenus à maturité et qu'ils peuvent désormais non seulement changer notre vision du monde économique mais notre monde économique lui-même ; donner à voir les types de choix qui se présentent aux décideurs privés et publics pour mener à bien ce changement.

Références bibliographiques³

1. Brezzi Monica, Luiz de Mello et Éloi Laurent (dir.), « Au-delà du PIB, en-deçà du PIB : mesurer le bien-être territorial de l'OCDE », *Revue de l'OFCE*, n° 145, p. 13-32, février, 2016.
2. Forsé Michel et Maxime Parodi, « Comment les Français perçoivent-ils l'égalité des chances ? », *Revue de l'OFCE*, n° 146, p. 67-88, février, 2016.
3. Laurent Éloi, « Le bien-être en trois dimensions », *Revue de l'OFCE*, n° 145, p. 5-9, février, 2016.
4. Périvier Hélène, « Recession, austerity and gender: a comparison of eight european labour markets », *International Labour Review*, 2016.
5. Forsé Michel, Alexandra Frenod, Caroline Guibet-Lafaye, Maxime Parodi et Sophie Richardot, « The sense of distributive justice in children from 6 to 10. Equality predominates but sharing norms are different depending of school performance », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. 54, n° 1, p. 13-36, 2016.
6. Périvier Hélène, « La pauvreté au prisme du genre », *Communications*, n° 98, 2016.
7. Forsé Michel, Simon Langlois et Maxime Parodi, « Des sentiments de justice sociale divergents en France et au Québec », in *La France des inégalités. Réalités et perceptions*, (O. Galland, Éd.) Presses de l'Université Paris Sorbonne, 2016, p. 137-156.
8. Forsé Michel et Maxime Parodi, « Où en est le consentement à l'impôt en France ? », in *La France des inégalités. Réalités et perceptions*, (O. Galland, Éd.) Presses de l'Université Paris Sorbonne, 2016, p. 221-236.
9. Laurent Éloi, « Mesurer le bien-être et la soutenabilité : un numéro de la *Revue de l'OFCE* », *OFCE Le Blog*, 3 février 2016.

3. Ces références renvoient aux appels dans le texte. Pour voir l'ensemble des publications (voir page 77).

PROGRAMME DE TRAVAIL 2017

Conjoncture économique française et européenne

Analyse de la conjoncture, évaluation des politiques économiques et développement des outils économétriques

En 2017, l'ensemble des chercheur-e-s du DAP sera mobilisé pour remplir les deux missions principales du DAP à savoir analyser la conjoncture de l'économie française et l'économie européenne à court et à moyen terme et son insertion dans l'environnement international et intervenir dans le débat public de politique économique en étudiant les conséquences des politiques économiques engagées ou proposées.

L'analyse de la crise de la zone euro et des stratégies de politiques économiques mises en œuvre ont été au cœur des préoccupations du département tout au long de l'année. Au-delà de la situation conjoncturelle, les équipes de l'OFCE collaborent chaque année avec deux partenaires européens (l'IMK de Düsseldorf et l'ECLM de Copenhague) au rapport iAGS qui s'articule autour d'une prévision commune aux trois instituts pour proposer ensuite une alternative aux politiques économiques menées dans la zone euro.

2017 sera une année électorale. À cet égard, les chercheur-e-s du DAP effectueront une évaluation du programme du prochain président de la République.

À cette occasion, les chercheur-e-s du DAP mobiliseront l'ensemble des outils de modélisation de l'OFCE et notamment le modèle macro-économétrique *emod.fr* ainsi que le modèle de micro-simulation *Ines*.

Ines est l'acronyme d'« Insee-Drees », les deux organismes qui développent conjointement le modèle. Le modèle est basé sur les enquêtes **Revenus fiscaux et sociaux (ERFS)** de l'Insee, qui comprennent plusieurs centaines d'informations sur chaque individu et des données précises et fiables sur les revenus, issues des déclarations fiscales. Il permet de simuler toutes les années législatives récentes sur les millésimes d'ERFS récents. Ce modèle est utilisé pour réaliser des **études à périodicité annuelle**, mais il est aussi mobilisé dans le cadre d'études approfondies afin d'éclairer le débat économique et social dans les domaines de la redistribution monétaire, la fiscalité ou la protection sociale. Enfin, il est parfois utilisé comme outil d'appui à la réflexion pour répondre à des sollicitations ponctuelles de divers Hauts Conseils, de ministères de tutelle ou d'organismes de contrôle (IGF, Cour des comptes, Igas). Le modèle *Ines* simule **les prélèvements sociaux et fiscaux directs** – les cotisations sociales, la CSG, la CRDS et l'impôt sur le revenu (y. c. la prime pour l'emploi) – et **les prestations sociales** autres que celles correspondant à des revenus de remplacement – les aides personnelles au

logement ; les principaux minima sociaux : le revenu de solidarité active (RSA), l'allocation pour adulte handicapé (AAH) et ses compléments, les allocations du minimum vieillesse et l'allocation supplémentaire d'invalidité (ASI) ; les prestations familiales : allocations familiales (AF), complément familial, allocation de rentrée scolaire (ARS) et bourses du secondaire, prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) et ses compléments (complément libre choix d'activité – CLCA – et complément libre choix du mode de garde – CMG), subventions publiques pour la garde d'enfants en crèches collectives et familiales, allocation de soutien familial (ASF) et allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) ; la prime d'activité.

Un module intégrant une partie de la fiscalité indirecte a été développé par les équipes de l'INSEE et de la DREES. Ce module a également été mis à disposition de l'OFCE et fera l'objet de travaux ultérieurs.

Après une première publication visant à analyser l'impact redistributif des politiques socio-fiscales mises en œuvre depuis la crise économique, le modèle *Ines* sera notamment utilisé pour mesurer l'impact redistributif d'une partie des mesures socio-fiscales proposées dans le cadre des débats de la présidentielle. Des analyses plus exhaustives seront également menées autour de propositions de politiques économiques plus vastes telles que le revenu universel par exemple.

Comme chaque année, la première mission donnera lieu à deux exercices de prévisions, au printemps et à l'automne, mobilisant à chaque exercice pendant deux mois l'ensemble des économistes du département, ainsi qu'à l'élaboration du cinquième rapport iAGS en fin d'année. Ces différents exercices seront réalisés en utilisant les outils quantitatifs dont dispose le DAP. Ainsi, rappelons que parmi les « producteurs » de prévisions, une frontière claire s'est établie entre ceux qui développent et utilisent des modèles et ceux qui n'en n'ont pas. Aujourd'hui, l'administration (et les banques centrales), la Commission européenne, le FMI, l'OCDE et l'OFCE sont les seuls à maintenir et disposer d'un modèle détaillé applicable à la France. Les modèles sont le lien entre la recherche académique et la recherche appliquée et sont l'un des moyens de mettre en œuvre la recherche théorique. Ils permettent de confronter au réel les explications théoriques et de le faire avec une visée prédictive et de façon régulière. Parce que les modèles sont lourds à développer, leur construction demande une organisation claire et un effort constant. Enfin, les modèles sont des outils pour fournir des prestations à des administrations, les assemblées ou d'autres institutions. Ce sont en effet des instruments utiles pour les simulations de politiques économiques *a priori* et sont donc des outils d'aide à la décision et à la conception des politiques publiques ou économiques. Ils permettent de construire des scénarios et de relativiser les effets attendus. La vérification de cohérence impliquée par le modèle permet ainsi une discussion approfondie des effets d'une politique et des canaux par lesquels elle influencera l'économie.

Comme nous l'avons signalé précédemment, le DAP dispose et développe actuellement 3 modèles de grande ampleur (*emod.fr*, *ThreeME*, *iAGS model*). Ces modèles sont à des stades de développement et de maturité différents. Ils couvrent une large palette d'applications.

Le projet pour le DAP sera de continuer à remplir ses missions tout en stimulant la production de modèles, leur maintenance, d'établir des passerelles entre eux et de développer des synergies pour mutualiser, à l'intérieur de l'OFCE, une partie des coûts spécifiques à ces modèles.

Dans ce cadre, le Département analyse et prévision se fixe pour objectif de :

- ré-estimer le modèle *e.mod.fr* et étudier son passage en prix chaînés ;
- intégrer des non-linéarités et des effets de cycle dans les comportements économiques ;
- moderniser les outils quantitatifs de mise en cohérence des scénarios nationaux (comptes emploi ressources) à travers la demande adressée à chaque pays ou zone ainsi que ceux utilisés pour comparer les analyses conjoncturelles entre les sept grands pays industrialisés (États-Unis, Japon, Royaume-Uni, Allemagne, France, Italie, Espagne) ;
- continuer le développement d'*iAGS model* en intégrant notamment un certain nombre d'équations de comportement afin de le rendre comparable aux modèles des autres institutions et qui pourrait, à plus long terme, être utilisé pour l'analyse de la conjoncture au niveau européen ;
- continuer de développer de modèle *ThreeME* par l'intégration, entres autres, de zones (pays européens) ;
- utilisation de *Ines* ;
- développer des passerelles entre ces quatre modèles. Cela passera dans un premier temps par le transfert des trois premiers sur le même logiciel ;
- faire jouer des synergies pour mutualiser, à l'intérieur de l'OFCE, une partie des coûts spécifiques à ces modèles. Souder des équipes autour de leur développement ; accroître l'investissement humain sur les modèles. Développer la recherche en amont sur les modèles, leurs fondements théoriques ou leur validation empirique.

Thèmes de recherche spécifiques

Au-delà de ces travaux récurrents, le DAP développera des analyses spécifiques sur trois thèmes prioritaires :

Le premier est celui de la production et de la croissance potentielle : nous tenterons dans ce domaine d'approfondir et de développer une méthodologie originale d'évaluation de l'*output gap* pour les pays de la zone euro et les autres grands pays développés. Cette méthodologie a fait l'objet d'une première publication dans la *Revue de l'OFCE* en 2015¹.

Par ailleurs, nous continuerons nos travaux sur les demandes de facteurs en tentant de mettre en avant d'éventuelles ruptures de tendances de productivité du travail ou de comportement de la part des entreprises.

Le second thème portera sur le comportement d'épargne des ménages français en menant également une comparaison dans les six grands pays développés.

Le dernier thème est celui de l'évaluation du CICE : dans un premier temps, le DAP mettra à jour son évaluation *ex ante* du CICE menée à l'aide du modèle macroéconomique *emod.fr*. Parallèlement, le DAP mettra à jour son évaluation *ex post* : une prochaine étape consistera à utiliser les élasticités estimées par branche dans des simulations à l'aide d'un modèle macro-sectoriel de façon à prendre en compte les effets du bouclage macroéconomique. En utilisant le modèle multisectoriel d'équilibre général dynamique *ThreeME* développé à l'OFCE, et qui intègre notamment des effets tels que ceux du commerce extérieur ou les relations interbranches, il sera possible de présenter les effets bouclés *ex post* du CICE sur l'emploi, les salaires et les prix, mais aussi sur l'activité économique, les taux de marge, l'investissement et le commerce extérieur. Un second travail consistera à simuler les effets du CICE à long terme en calibrant la montée en charge à court terme sur la base des résultats relatifs obtenus dans le cadre des résultats². Ce travail, qui conjuguera à la fois une évaluation *ex post* à court terme et une simulation *ex ante* à long terme, permettra ainsi de calibrer la vitesse de convergence des effets du CICE vers un régime de long terme. Enfin, l'interprétation des résultats relatifs interbranches peut être améliorée en les mettant en regard d'un certain nombre d'indicateurs, tels que la structure par branche des qualifications et des salaires, ou le degré d'exposition de chaque branche à la concurrence internationale. Il s'agira ainsi d'apporter des éléments d'analyse complémentaires sur la capacité du CICE à améliorer la compétitivité et l'emploi.

Par ailleurs, l'année 2017 sera marquée par trois événements majeurs se déroulant tous en juin.

1. Séminaire de recherche « Beyond Routine Replacing Technical Change: Trade, Innovation and the Changing Nature of Jobs », 1-2 juin 2017. Conférence organisée par l'OFCE-DRIC, et essentiellement par Francesco Vona, en collaboration avec Ludovic Dibiaggio (SKEMA Business School) et Flora Bellone (UNS-GREDEG). Ce séminaire rassemblera une vingtaine de chercheurs dont, au premier chef, David Autor (Massachusetts Institute of Technology, USA), Anna Salomons (Utrecht University School of Economics) et Ariel Reshef (Centre d'Économie de la Sorbonne, Paris 1).

-
1. Heyer Éric et Xavier Timbeau, « Une évaluation semi-structurelle du potentiel d'activité pour la France », *Revue de l'OFCE*, n° 142, p. 75-94, 2015.
 2. Ducoudré Bruno, Éric Heyer et Mathieu Plane, « Que nous apprennent les données macro-sectorielles sur les premiers effets du CICE ? Évaluation pour la période 2014-2015t2 », *Billet du blog de l'OFCE*, 17 décembre 2015.

2. Conférence en l'honneur de Jean-Luc Gaffard, 8-9 juin 2017. Conférence organisée par l'OFCE, notamment par Francesco Saraceno du Département des Études. L'ensemble des membres du DRIC est mobilisé pour la préparation de cette conférence qui devrait réunir une cinquantaine de personnes au total.
3. Conférence annuelle de l'Association Française de Science Economique, du 19 au 21 juin 2017. Conférence organisée par le GREDEG. Bien que ne participant directement à l'organisation de la conférence, les membres du DRIC seront sans doute mobilisés lors de la conférence elle-même.

Questions européennes

Les travaux de l'OFCE sur l'Union européenne, en général, et sur la zone euro, en particulier, donneront lieu en 2017 à plusieurs publications dans des supports de l'OFCE.

Pour commencer, en février 2017 paraîtra la nouvelle édition du Repères *L'économie européenne 2017* aux éditions La Découverte. En continuité avec la précédente édition qui traitait de la sortie éventuelle de la Grèce de la zone euro, cette nouvelle édition traitera notamment de la sortie programmée du Royaume-Uni de l'Union européenne. En effet, après la crise de la dette, les tensions en Grèce, la crise des migrants, le choix du Brexit par le Royaume-Uni est une nouvelle source d'incertitudes dans l'UE tant sur le plan politique et institutionnel qu'économique. Aux inquiétudes sur l'avenir de la zone euro s'ajoutent désormais des incertitudes sur les relations commerciales, les taux de change et la circulation des personnes au sein de l'Union. Celles-ci pourraient affecter l'économie européenne en freinant la croissance, l'investissement et la baisse du chômage. Dans un contexte favorable au repli sur soi et à la perte de confiance dans le projet européen, les risques de désintégration européenne doivent être pris au sérieux et l'UE doit plus que jamais engager une réflexion sur son avenir : faut-il aller vers une « union toujours plus étroite », revoir le projet européen, réduire les ambitions de la construction européenne ? *L'économie européenne 2017* permet d'éclairer ces questions en dressant un bilan de l'Union européenne.

L'année 2017 sera aussi consacrée à la préparation de l'édition suivante de *L'économie européenne*. Elle donnera aussi lieu à une réflexion collective, à paraître dans la *Revue de l'OFCE*, sur les moyens de faire converger les économies de la zone euro et sur les avantages et les coûts de l'euro comme monnaie unique de 19 États membres de l'UE.

Dans le domaine des modèles à agents, Francesco Saraceno et Alberto Cardaci étendront à un cadre à deux pays le modèle développé dans Cardaci et Saraceno (2015). Ils introduiront une union monétaire qui réplique le système Target2 de l'UEM, pour étudier les déséquilibres financiers et commerciaux qui pourraient apparaître dans le cas d'une augmentation de l'inégalité en présence d'institutions et comportements différents dans les différents pays. Le modèle répliquera la divergence observée au sein de la zone euro

de 1999 à 2008, et explorera des pistes de politique économique pour enrayer les déséquilibres.

Francesco Saraceno prépare un ouvrage sur la macroéconomie de la crise, à paraître en 2018.

Questions environnementales

Convention de recherche avec l'ADEME en vue de la poursuite du développement de *ThreeMe*

Cette année, le développement de *ThreeMe* se focalisera sur 3 axes principaux : développer la modélisation explicite du marché des capitaux, recalibrer le modèle sur des données récentes et approfondir la représentation du progrès technique endogène.

Développement du modèle

- Développement d'une maquette représentant le marché des capitaux.
- Recalibrage complet du modèle sur données récentes (contre 2006 actuellement).
- Amélioration de la spécification du progrès technique endogène sur le facteur énergie.
- Amélioration de la spécification du système de taxes sur le fioul domestique et les carburants.

Scénarios

- Impacts macroéconomiques du développement d'une filière éolienne en France.
- Impacts macroéconomiques du déploiement des *smarts grids*.

Publication

- Rédaction d'un *Working paper* sur la forme des isoquantes de production dans le cas d'une substitution capital-énergie.

Carbon Consumption Survey – Appel à Projet de Recherche ADEME

Ce nouveau projet, qui se prolongera jusqu'en 2018, vise à construire un modèle de simulation de politiques fiscales basé sur une cartographie fine des flux d'émissions de carbone. Le modèle doit combiner des bases *Input-Output hybrides* (i.e. associant flux monétaires et flux physiques) mondiales et des bases de données sur la consommation des ménages (e.g. enquête Budget de Famille).

Cette combinaison doit permettre d'identifier le contenu carbone complet – émis en France et au fil de la chaîne de production – du panier de consommation de ménages types différenciés suivant le revenu, la composition, la localisation géographique, etc. Ces

capacités devraient s'avérer particulièrement utiles pour évaluer les différents mécanismes de redistribution d'une taxe carbone – ou encore d'estimer l'impact d'une taxe carbone aux frontières.

Impacts macroéconomiques de la transition énergétique sur l'économie mexicaine (Projet AFD-Mexique)

Quatre semaines de formation à l'utilisation du modèle *ThreeMe* (dans sa version mexicaine) seront réalisées tout au long de l'année auprès de notre partenaire local, l'INECC (Institut National de l'Écologie et du Changement Climatique).

Impacts macroéconomiques des politiques de rénovation énergétique en France (Projet DHUP)

Dans la continuité des projets réalisés au cours des années précédentes, le modèle *ThreeMe* sera couplé avec un modèle de micro-simulation des décisions de rénovation énergétique des ménages, *Menfis*. Ce projet, qui est le premier à entreprendre un couplage entre *ThreeMe* et un modèle de microsimulation, pourra servir de canevas à des exercices ultérieurs similaires.

Le bouclage permettra de simuler l'impact macroéconomique des politiques de transition énergétique en les spécifiant de façon explicite (e.g. taux de crédit d'impôt, taux de TVA réduite, plafond permettant de bénéficier d'éco-PTZ, etc.).

Valorisation académique de nos travaux

Afin d'assurer une meilleure visibilité à nos travaux, nous souhaitons qu'ils puissent déboucher sur une publication académique le plus souvent possible. La liste qui suit n'est fournie qu'à titre indicatif, et représente nos objectifs de publication à moyen terme. Le type de journal ciblé est indiqué entre parenthèses :

- **Macroeconomic impacts of the energy transition in France**
(*Energy Economics* ou *Energy Policy*)
- **100 % renewable: can France achieve a fully renewable electricity mix?**
(*Energy Economics* ou *Energy Policy*)
- **Endogenous technical progress and energy consumption**
(*Energy Economics* ou *JEEM*)
- **Walras vs. Keynes**
(*Journal of Macroeconomics*)
- **Macroeconomic impacts of the energy transition in Indonesia**
(*Journal of Asian Economics*)

Sous la direction du département des études, Éloi Laurent développera pour 2017 différents projets de recherche relatifs aux questions environnementales :

- rapport avec l'Observatoire des territoires (Commissariat général à l'égalité des territoires) sur les inégalités environnementales en France à paraître en juillet 2017 consistant à identifier et à cartographier les enjeux environnementaux français, au plan national et territorial, avec un éclairage particulier sur les inégalités environnementales ;
- projet avec l'Observatoire des territoires (Commissariat général à l'égalité des territoires) de réalisation d'indices de bien-être territorial incluant des dimensions environnementales, à paraître à l'automne 2017 ;
- collaboration avec le Forum Urbain (Université de Bordeaux) et Bordeaux Métropole autour de la mesure et de l'amélioration du bien-être territorial dans le cadre d'un séjour court au Centre Émile Durkheim de l'Université de Bordeaux (été 2017).

Le genre, une perspective de recherche incontournable

La poursuite des travaux sur le genre au cours de l'année 2017 se fera dans quatre directions.

« Le nouvel esprit du néolibéralisme » (par Hélène Périvier et Réjane Sénac)

Les politiques d'égalité sont portées au nom de ce qu'elles stimulent l'activité économique et les politiques sociales selon le principe de rentabilité, auquel le concept d'investissement social fait écho. Ce type d'argumentation correspond-t-il à une stratégie des défenseurs de l'égalité pour contourner le projet néolibéral en mobilisant ses propres armes, ou au contraire marque-t-il la victoire de la ruse néolibérale (Fraser, 2009) ? Que l'intention soit critique ou pas, il en résulte que l'objectif d'égalité femmes-hommes, réappropriée à des fins économiques, est *dépolitisée*. Si les forces économiques sont historiquement un levier de transformation sociale, en aucun cas elles ne sont une finalité. Le besoin de main-d'œuvre durant les années 1960 a permis de lever les freins politiques qui empêchaient les femmes de participer au marché du travail mais de la même façon, des politiques défavorables à l'emploi des femmes (comme la réforme de l'allocation parentale d'éducation en 1994) ont été instaurées pour contenir le chômage de masse en France. Les politiques d'égalité doivent être portées au nom d'un principe de justice. Des bénéfices collatéraux sont possibles, mais ils ne doivent pas prendre le dessus sur l'objectif politique lui-même.

« An historical approach of gender statistics through a unique document : La statistique générale de la femme, by Marie Pégard, 1893 » (par Hélène Périvier et Rebecca Rogers)

En 1896, la féministe française Marie Pégard (1850-1916) remet à l'Académie française des sciences un grand album intitulé «La statistique générale de la femme française» pour le prix Montyon en statistique. L'album contenait 101 tableaux, cartes et graphiques qui présentaient la contribution des femmes à la société nationale française. Cet axe de recherche utilise l'album de Pégard pour faire la lumière sur les liens complexes entre l'économie politique et le langage statistique émergent en ce qui concerne le travail des femmes et plus largement leur place dans la société du 19^e siècle. Marie Pégard adopte consciemment le langage moderne des statistiques sociales pour faire valoir un argument sur le rôle des femmes dans l'économie morale, dont la signification nécessite cependant un déchiffrement. Raconter l'histoire des femmes françaises à travers des statistiques pourrait l'avoir amenée à s'engager davantage dans le féminisme.

« The Economics of gender equality. Questioning the added-value of sex differences » (par Hélène Périvier)

Les récits actuels sur l'égalité des sexes s'appuient de plus en plus sur les résultats économiques qu'elle pourrait ou devrait engendrer. Ce discours émerge à différents niveaux du système économique, celui de l'entreprise et le niveau macroéconomique. L'objectif est d'analyser la rhétorique sous-jacente des deux perspectives à partir d'un aperçu de la littérature en économie. Il éclaire la contradiction entre l'égalité des sexes, entendue comme l'égalité d'accès aux ressources pour les femmes et les hommes, et la performance demandée, quelle que soit la façon dont cette performance est définie. Cet article fait écho à la recherche dans le domaine politique par Sénac (2015).

Marché du travail et place des femmes (par Guillaume Allègre et Grégory Verdugo)

Cette recherche vise à caractériser les effets de la crise économique sur les taux d'emploi des Européens et à étudier les éventuelles disparités entre femmes et hommes pour mettre en exergue une possible ségrégation des marchés du travail et des différences entre pays européens.

Questions monétaires et financières

L'année 2017 donnera lieu à la poursuite des travaux préparatoires au dialogue monétaire entre le Parlement européen et la Banque centrale européenne. Le premier *Policy brief* de 2017, par Christophe Blot, Jérôme Creel, Paul Hubert, Fabien Labondance et Xavier Ragot, a été consacré aux conséquences de la politique monétaire de la BCE sur la stabilité financière de la zone euro. Trois autres *Policy briefs* sont prévus en 2017.

Le champ de recherche ouvert à l'OFCE par Christophe Blot, Paul Hubert et Fabien Labondance sur les liens entre politique monétaire et bulle financière sera étendu à l'étude des effets macroéconomiques des bulles sur l'économie. Cela permettra de mieux mettre en valeur la nécessité, ou non, de voir la BCE consacrer une partie de sa politique monétaire à assurer ou à renforcer la stabilité financière.

Les travaux sur l'importance de la communication des banques centrales se poursuivront, notamment dans le cadre du « projet Banque de France » de Paul Hubert avec deux collègues britanniques. Paul Hubert maintiendra par ailleurs ses relations de travail régulières avec les économistes de la Banque d'Angleterre.

Questions budgétaires et fiscales

Plusieurs projets relatifs à la politique fiscale seront menés durant l'année 2017. Concernant par exemple la politique familiale, l'utilisation de données de la CNAF et d'un modèle de micro-simulation permettra d'évaluer les effets de l'adoption d'une extension du congé parental, à la suite du *Policy brief* de l'OFCE paru dans le cadre de la préparation de la campagne présidentielle.

Là aussi à la suite des *Policy briefs* consacrés à l'imposition du capital, d'une part, et au revenu universel, d'autre part, deux études seront menées grâce au modèle de micro-simulation *Ines* pour évaluer les effets redistributifs éventuels de l'imposition des loyers fictifs ou de l'adoption, et à quel niveau, d'un revenu universel. Les questions d'inégalité seront aussi abordées en comparaison européenne, en vue du numéro spécial de la *Revue de l'OFCE* consacrée à la zone euro.

À la politique de santé sera consacrée un *Policy brief* dans le courant du premier trimestre 2017. La question du vieillissement donnera lieu à des contributions sur les régimes de retraite, pour des publications de type *Policy brief* dans le cadre de la préparation de la campagne présidentielle ou de type article académique. Parmi ces contributions, Gilles Le Garrec, Frédéric Gannon et Vincent Touzé publieront une étude sur les processus de convergence démographique et financier entre pays avancés et pays émergents.

Enfin, une étude est en préparation, par Vincent Touzé et Frédéric Gannon, sur un cas d'étude des liens entre finances publiques locales et politique territoriale, à la Réunion.

Sur le plan budgétaire, et à la suite du rapport sur l'investissement public en 2016, un article sera achevé sur les liens entre investissement public départemental et performances économiques.

La question de la soutenabilité de la dette publique, par Pierre Aldama et Jérôme Creel, appliquée en 2016 à la France, sera étendue à plusieurs pays de l'OCDE en 2017.

Bien-être et soutenabilité

Sandrine Levasseur préparera une contribution sur l'économie du logement. Elle mettra en lumière les contradictions éventuelles entre politique de logement social et politique en infrastructures éducatives, pour proposer de nouveaux moyens d'améliorer la coordination entre ces deux politiques.

L'année 2017 verra la parution d'un ouvrage d'Éloi Laurent sur les nouveaux indicateurs de performance et de soutenabilité aux éditions Princeton University Press, achèvement réussi d'un long processus éditorial, qui permettra à l'OFCE de mettre en exergue sa longue expérience dans la recherche sur les indicateurs, à la suite du rapport de Jean-Paul Fitoussi, Amartya Sen et Joseph Stiglitz paru en 2009.

La question du dépassement de la croissance donnera lieu à un *Policy brief* de l'OFCE dans le cadre de la préparation de la campagne présidentielle.

Quant à la question de la transition climatique en Europe, elle pourra donner lieu à des contributions dans le numéro spécial de la *Revue de l'OFCE* consacré à la zone euro.

ORGANISATION DE L'OFCE*

Président de l'OFCE : **Xavier Ragot**

Directeur principal : **Xavier Timbeau**

Directeur du Département analyse et prévision (DAP) : **Éric Heyer**

Directeurs adjoints : **Christophe Blot, Mathieu Plane**

Directeur du Département des études (Études) : **Jérôme Creel**

Directeur adjoint : **Francesco Saraceno**

Directeur du Département innovation et concurrence (DRIC) : **Lionel Nesta**

Directrice adjointe : **Sarah Guillou**

Conseiller-e-s scientifiques :

Gérard Cornilleau

Jacques Le Cacheux

Gérard Cornilleau

Jean-Luc Gaffard

Françoise Milewski

* Cet organigramme tient compte des éléments au 31 décembre 2016.

Organisation du Département analyse et prévision (DAP)

Directeur

Éric Heyer

Directeurs adjoints

Christophe Blot	Zone euro, politique monétaire	Questions internationales
Mathieu Plane	France, finances publiques, Investissement	Modélisation

Économistes

Céline Antonin	Zone euro, pétrole, Italie, Grèce, Épargne et banques	International
Bruno Ducoudré	France, emploi	Modélisation
Gissela Landa	<i>ThreeMe</i>	Environnement
Sabine Le Bayon	Zone euro, Allemagne, immobilier	International
Paul Malliet	<i>ThreeMe</i>	Environnement
Hervé Péléraux	Indicateurs avancés, France, prix, inflation	Modélisation
Pierre Madec	<i>ThreeMe</i> , France, immobilier	Environnement, logement
Catherine Mathieu	Royaume-Uni, Japon, demande mondiale, questions européennes	International
Christine Riffart	États-Unis, Espagne, Amérique latine	Questions internationales
Aurélien Saussay	<i>ThreeMe</i>	Environnement
Raul Sampognaro	Zone euro, finances publiques, France	Questions internationales
Sébastien Villemot	Zone euro, Grèce, dette publique	Modélisation

Statistiques/base de données

Amel Falah	Asie	Modélisation
-------------------	------	--------------

Chercheur-e-s affilié-e-s

Marion Cochard (BdF)		Macroéconomie
Bruno Coquet (DGEFP)		Macroéconomie
Frédéric Reynes (TNO)		Environnement
Danielle Schweisguth (SG)		Macroéconomie
Yasser Yeddir Tamsamani (OCP)		Environnement

Assistante

Nathalie Ovide

Organisation du Département des études

Directeur

Jérôme Creel

Économie européenne, politique économique, stabilité financière

Directeur adjoint

Francesco Saraceno

Politique européenne, modèles de déséquilibre, modèles d'apprentissage

Économistes

Guillaume Allègre

Fiscalité, politiques sociales, incitations au travail, Inégalités, pauvreté

Paul Hubert

Politique monétaire

Éloi Laurent

Intégration européenne, Europe(s) sociale(s), économie de l'environnement, économie des territoires

Gilles Le Garrec

Croissance, transferts générationnels et éducation

Sandrine Levasseur

Élargissement de l'Union européenne, économie du logement, intégration économique, investissements directs étrangers

Maxime Parodi

Changement social, justice sociale et sociologie de la connaissance

Hélène Périvier

Co-responsable du programme PRESAGE, Marché du travail, activité des femmes, politiques sociales et familiales

Vincent Touzé

Économie théorique et macroéconomie, protection sociale, économie publique et démographie, banque, finances et assurance

Chercheur-e-s affilié-e-s

Anne Boring (Sciences Po)

Yves de Curraize (Paris Descartes)

Politiques familiales, économie des politiques sociales

Lamia Kandil (depuis le 01-12-16)

Sophie Ponthieux (INSEE)

Économie du travail, économie de la famille

Chercheur-e-s associés

Guillaume Daudin (Univ. Paris-Dauphine)

Histoire économique, commerce international

Anne-Laure Delatte (CNRS)

(jusqu'au 01-10-06)

Marchés financiers, crises financières, CDS, réglementation bancaire et financière

Michel Forsé (CNRS)

Sociologie économique

Fabien Labondance

(Univ. Franche-Comté)

Macroéconomie, politique monétaire, stabilité financière

Grégory Verdugo (Université Paris 1)

Économie du travail, économétrie

Giovanni Ricco (Université de Warwick)

(depuis le 01-09-16)

Politique budgétaire, politique monétaire, économétrie

Assistante

Valérie Richard

Organisation du Département innovation et concurrence (DRIC)

Directeur

Lionel Nesta Dynamique industrielle, économie de l'innovation
Université Nice Sophia-Antipolis, FR

Directrice adjointe

Sarah Guillou Économie industrielle internationale, économie des politiques publiques

Économistes

Zakaria Babutsidze Économie de la consommation
Maurizio Iacopetta Économie de la croissance, économie de la connaissance
Mark McCabe Économie industrielle appliquée
Mauro Napoletano Dynamique industrielle, macroéconomie
Evens Saliès Économie industrielle, économie de l'énergie
Francesco Vona Économie du travail, économie de l'éducation et innovation, économie de l'environnement

Chercheur-e-s contractuels - Post Doctorants

Cilem Selin Hazir Économétrie de données de panel et spatiale
(09/2015-09/2016, FNTF)
Luu Duc Thi Agent-based modeling
(Depuis 09/2016, DOLFINS)
Margarita Lopez Forero Économétrie de données de panel
(Depuis 10/2016, ISIGrowth)
Mattia Guerini Agent-based modeling
(Depuis 10/2016, ISIGrowth)

Chercheur associé

Patrick Sevestre Économétrie de données de panel, investissement et contraintes financières
(Aix Marseille Université, FR)

Chercheur-e-s affilié-e-s

Sylvain Barde Économie géographique
(University of Kent, UK)
Flore Bellone Dynamique des firmes et compétitivité des pays, comparaisons internationales de productivité, changements structurels et croissance
(Univ. Nice Sophia-Antipolis, FR)
Olivier Bruno Croissance économique et développement, microéconomie bancaire, Régulation prudentielle des banques
(Univ. Nice Sophia-Antipolis, FR)
Marc Deschamps Politique de la concurrence, REACH, jeux coopératifs, droit d'asile, (Univ. de Franche-Comté, FR)
Augusto Hasman Banque et finance
(GIIDS, Genève, Suisse)

Chercheur-e-s affilié-e-s (suite)

Frédéric Marty (CNRS GREDEG, FR)	Économie du droit, politique de concurrence
Patrick Musso (Univ. Nice Sophia-Antipolis, FR)	Dynamique industrielle, économie de l'innovation
Andrea Roventini (Scuola Superiore Sant'Anna, Pisa, IT)	Multi-agents modèles, théorie de la croissance, cycles économiques, transactions à hautes fréquences, macro-économétrie appliquée
Stefano Schiavo (Università di Trento, Trento, IT)	Comportement des entreprises sur les marchés internationaux, contraintes financières, analyse de réseaux
Tania Treibich (University of Maastricht, NL)	Dynamique industrielle, économie internationale, macroéconomie (ABM)

Conseiller scientifique

Jean-Luc Gaffard (Univ. Nice Sophia-Antipolis, FR)	Économie de la croissance, économie industrielles, macroéconomie, politique industrielle, politique économique
---	--

Assistante

Claudine Houdin

L'OFCE et les PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES



Les publications 2016 de l'OFCE en quelques chiffres

18

Articles dans la *Revue de l'OFCE*

27

Articles dans des revues à comité de lecture

28

Autres revues

31

Working papers OFCE & autres

5

Ouvrages

31

Contributions à des ouvrages

6

Rapports, études

67

Billets du blog de l'OFCE & autres blogs

16

Policy briefs OFCE & autres

Les publications de l'OFCE en 2016

L'OFCE dispose de supports de publication diversifiés, chaque support répondant à un type de travaux (actualités économiques et sociales, recherche académique) et s'adressant à un type de lecteurs (décideurs politiques, journalistes, chercheur-e-s, ...).

L'ensemble des publications est en accès libre et gratuit sur le site de l'OFCE.

La Revue de l'OFCE

La *Revue de l'OFCE* participe depuis plus de trente ans au débat public et scientifique en publiant des articles d'économie, alliant accessibilité et rigueur académique. Elle publie aussi des articles de sociologie.

L'année 2016 est une année charnière pour La *Revue de l'OFCE* puisque son Comité de rédaction inclut désormais douze chercheurs extérieurs à l'OFCE. Un processus de doubles référés anonymes a été systématisé pour les articles des numéros VARIA. Ces changements visent à accroître la visibilité académique de La *Revue de l'OFCE* et ainsi, à terme, son classement auprès des instances du CNRS.

En 2016, l'OFCE a publié 5 numéros de sa Revue :

- *Mesurer le bien-être et la soutenabilité*
- VARIA
- Dossier *Perspectives économiques 2016-2017*
- Dossier *Perspectives économiques 2016-2018*
- VARIA

Les Working papers OFCE

Les *Working papers* OFCE mettent à disposition d'un public généralement avisé les résultats d'une recherche déjà très aboutie. Ils ont pour vocation à être discutés avant publication dans une revue le plus souvent de type académique.

En 2016, l'OFCE a mis en ligne 32 *Working paper*, dont 72 % sont en langue anglaise.

Au cours des trois dernières années, 45 % des *Working papers* OFCE ont été publiés dans une revue à comité de lecture (*Revue de l'OFCE* inclus).

Les publications de l'OFCE (hors billets de Blog, voir *infra*) font l'objet d'un nombre important de consultations. En 2016, les articles de la *Revue de l'OFCE* et les *Working papers* OFCE ont été téléchargés plus de 253 886 fois selon les statistiques SPIRE qui répertorient la production scientifique de Sciences Po. L'OFCE est le second centre de Sciences Po en termes de téléchargements, derrière le CERI.

OFCE la lettre

OFCE La Lettre (à ne pas confondre avec l'ancienne *Lettre de l'OFCE*) est un nouveau support de communication autour des travaux des chercheurs de l'OFCE. Elle synthétise, autour d'une thématique, les principaux résultats de leur recherche. Elle présente aussi les grands événements auxquels l'OFCE a participé ainsi qu'une partie de l'agenda dans les semaines à venir. *OFCE La Lettre* est un format court de 4 pages, adressée par voie postale au monde institutionnel et politique, de fréquence semestrielle.

OFCE La Lettre n° 2 (publiée en septembre 2016) a porté sur le dispositif présidentiel mis en place à l'OFCE afin d'évaluer certaines propositions phares des candidats à la Présidentielle 2017 mais aussi de fournir des analyses sur des questions-clés qui sont trop peu discutées durant la campagne.

OFCE le blog, OFCE les notes

Le Blog de l'OFCE existe depuis octobre 2011. Son objectif est de donner la possibilité aux chercheurs de l'OFCE de participer au débat public de manière très réactive en publiant des billets et des notes sur l'actualité économique française et européenne. Les billets portent sur des thématiques très variées : dette publique, inégalités, logement, politique monétaire, environnement, chômage La plupart des billets sont traduits en anglais de façon à asseoir la visibilité internationale de l'OFCE.

En 2016, le Blog de l'OFCE a publié 66 billets, soit une moyenne de 6 billets par mois. Le nombre de sessions sur le Blog de l'OFCE a été de 176 202, soit environ 15 000 sessions par mois. Le nombre de pages vues s'est élevé à 292 523 ce qui correspond à 1,66 page vue par session. Les sessions en anglais ont représenté 12 % du total des sessions.

Guillaume Allègre, *Responsable de la visibilité numérique*,
guillaume.allegre@ofce.sciences-po.fr et [@g_allegre](https://twitter.com/g_allegre)

Sandrine Levasseur, *Rédactrice en chef*, sandrine.levasseur@ofce.sciences-po.fr

Revue de l'OFCE

- Antonin Céline, Christophe Blot, Bruno Ducoudré, Amel Falah, Eric Heyer, Sabine Le Bayon, Pierre Madec, Hervé Peleraux, Mathieu Plane, Christine Riffart, Raül Sampognaro, Xavier Timbeau et Sébastien Villemot, « Petite reprise après grande crise », *Revue de l'OFCE*, n° 147, p. 15-115, juin, 2016.
- Antonin Céline, Christophe Blot, Amel Falah, Eric Heyer (dir), Sabine Le Bayon, Catherine Mathieu, Christine Riffart, Xavier Timbeau (dir) et Sébastien Villemot, « Exit la croissance. Perspectives 2016-2018 pour l'économie mondiale et la zone euro », *Revue de l'OFCE*, n° 148, p. 13-131, décembre, 2016.
- Blot Christophe, Jésus Castillo, Denis Ferrand, Éric Heyer, Paul Hubert, Pierre Madec, Catherine Mathieu, Mathieu Plane, Xavier Ragot et Xavier Timbeau, « Débat sur les perspectives économiques à court terme du 19 octobre 2016. Perspectives économiques 2016-2018 », *Revue de l'OFCE*, n° 148, p. 247-260, décembre, 2016.
- Blot Christophe et Paul Hubert, « Causes et conséquences des taux d'intérêt négatifs. Perspectives économiques 2016-2018 », *Revue de l'OFCE*, n° 148, p. 219-245, décembre, 2016.
- Blot Christophe, Paul Hubert et Christine Riffart, « L'impact du découplage des politiques monétaires de la BCE et de la FED sur la zone euro et les pays émergents », *Revue de l'OFCE*, n° 147, p. 223-258, juin, 2016.
- Brandt Nicola, Emmanuel Jessua, Éric Heyer et Xavier Timbeau, « Débat sur les perspectives économiques à court terme », *Revue de l'OFCE*, n° 147, p. 259-271, avril, 2016.
- Brezzi Monica, Luiz de Mello et Éloi Laurent (dir), « Au-delà du PIB, en-deçà du PIB : mesurer le bien-être territorial de l'OCDE », *Revue de l'OFCE*, n° 145, p. 13-32, février, 2016.
- Callonec Gaël, Gissela Landa, Paul Malliet, Frédéric Reynès et Aurélien Saussay, « Les propriétés dynamiques et de long terme du modèle ThreeMe. Un cahier de variantes », *Revue de l'OFCE*, n° 149, p. 1-54, novembre, 2016.
- Ducoudré Bruno, Éric Heyer et Mathieu Plane, « CICE et Pacte de responsabilité une évaluation selon la position dans le cycle simulations ex ante à partir d'un modèle macroéconomique », *Revue de l'OFCE*, n° 146, p. 5-42, juin, 2016.
- Ducoudré Bruno, Éric Heyer et Mathieu Plane, « CICE et Pacte de responsabilité une évaluation selon la position dans le cycle », *Revue de l'OFCE*, n° 146, p. 5-42, juin, 2016.
- Ducoudré Bruno, Sandrine Levasseur, Pierre Madec, Hervé Péléraux, Mathieu Plane, Raül Sampognaro et Vincent Touzé, « France : croissance malmenée. Perspectives 2016-2018 pour l'économie française », *Revue de l'OFCE*, n° 148, p. 133-202, décembre, 2016.
- Ducoudré Bruno, Pierre Madec, Hervé Péléraux, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « France : des marges de croissance. Perspectives 2016-2017 pour l'économie française », *Revue de l'OFCE*, n° 147, p. 117-194, juin, 2016.

- Forsé Michel et Maxime Parodi, « Comment les Français perçoivent-ils l'égalité des chances ? », *Revue de l'OFCE*, n° 146, p. 67-88, février, 2016.
- Heyer Eric (dir) et Xavier Timbeau (dir), « Présentation générale. Perspectives économiques 2016-2018 », *Revue de l'OFCE*, n° 148, p. 5-12, décembre, 2016.
- Heyer Éric et Paul Hubert, « Trois questions autour de l'impact à court terme des variations du prix du pétrole sur la croissance française », *Revue de l'OFCE*, n° 147, p. 197-222, juin, 2016.
- Heyer Éric et Xavier Timbeau, « Perspectives économiques 2016-2017. Présentation générale », *Revue de l'OFCE*, n° 147, p. 5-12, juin, 2016.
- Laurent Éloi, « Le bien-être en trois dimensions », *Revue de l'OFCE*, vol. 145, p. 5-9, février, 2016.
- Madec Pierre, « Quelle mesure du coût économique et social du mal logement ? », *Revue de l'OFCE*, n°146, p. 126-155, mai, 2016.

Reuves à comité de lecture

- Allègre Guillaume, « Financement du supérieur : les étudiants ou le contribuable ? », *Revue d'Economie Politique*, vol. 126, n° 1, p. 33-56, 2016.
- Allègre Guillaume et Xavier Timbeau, « Les prêts à remboursement contingent dans le supérieur : plus redistributifs que l'impôt ? Une perspective de cycle de vie », *Revue économique*, vol. 67, n° 4, p. 797-820, 2016.
- Babutsidze Zakaria et Maurizio Iacopetta, « Innovation, growth and financial market », *Journal of Evolutionary Economics*, vol. 1, n° 24, 2016.
- Bellocq François-Xavier, Fabio Grazi, Iván Islas Cortés, Gissela Landa et Frédéric Reynès, « Towards a low carbon growth in Mexico: is a double dividend possible? A dynamic general equilibrium assessment », *Energy Policy*, vol. 96, p. 314-327, septembre, 2016.
- Berardi Nicoletta, Patrick Sevestre, Marine Tepaut et Alexandre Vigneron, « The impact of a "soda tax" on prices. Evidence from French micro data », *Applied Economics*, vol. 48, n° 1, p. 3976-3994, mars, 2016.
- Blot Christophe, Jérôme Creel, Paul Hubert et Xavier Ragot, « Euro area inflation and ECB policy in global environment », *Journal of Economic Policy*, vol. 32, n° 3, p. 539-554, 2016.
- Blot Christophe, Bruno Ducoudré et Xavier Timbeau, « Sovereign debt spread and default in model with self-fulfilling prophecies and asymmetric information », *Journal of Macroeconomics*, n° 47, p. 281-299, 2016.
- Boring Anne, « Gender biases in student evaluations of teaching », *Journal of Public Economics*, vol. 145, p. 27-41, 2016.

- Callegari Giovanni, Jacopo Cimadomo et Gioavnni Ricco, « Signals from the government: policy disagreement and the transmission of fiscal shocks », *Journal of Monetary Economics*, vol. 82, p. 107-118, septembre, 2016.
- Challe Edouard et Xavier Ragot, « Precautionary saving over the business cycle », *The Economic Journal*, vol. 126, n° 590, p. 135-164, 2016.
- Consoli Davide, Giovanni Marin, Alberto Marzucchi et Francesco Vona, « Do green jobs differ from non-green jobs in terms of skills and human capital? », *Research Policy*, vol. 45, n° 5, p. 1046-1060, juin, 2016.
- Creel Jérôme, Paul Hubert et Mathilde Viennot, « The effect of ECB monetary policies on interest rates and volumes », *Applied Economics*, vol. 48, n° 47, p. 4477-4501, octobre, 2016.
- Delatte Anne-Laure, Julien Fouquau et Richard Portes, « Regime-dependent sovereign risk pricing during the Euro crisis », *Review of Finance*, vol. 20, n° 6, p. 1-23, octobre, 2016.
- Dosi Giovanni, Mauro Napoletano, Andrea Roventini et Tania Treibich, « Micro and macro policies in Keynes+Schumpeter evolutionary models », *Journal of Evolutionary Economics*, vol. 27, p. 63-90, 2016.
- Fagiolo Giorgio, Sandrine Jacob Leal, Mauro Napoletano et Andrea Roventini, « Rock around the clock: an agent-based model of low- and high- frequency trading », *Journal of Evolutionary Economics*, vol. 26, n° 1, p. 49-76, mars, 2016.
- Madec Pierre et Christine Riffart, « Politique de la ville : le zonage comme outil d'identification de la fracture sociale », *Revue économique*, vol. 3, n° 67, p. 443-462, mai, 2016.
- Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « The European social model in crisis, is Europe losing its soul? », *Revue française de science politique*, vol. 66, n° 1, p. 154-197, 2016.
- Napoletano Mauro et Lionel Nesta, « The multifaced evolution of industries: sectoral and firm-level evidence », *Industrial and Corporate Change*, vol. 25, n° 5, p. 809-812, octobre, 2016.
- Nicolli Francesca et Francesco Vona, « Heterogeneous policies, heterogeneous technologies: the case of renewable energy », *Energy Economics*, vol. 56, p. 190-204, 2016.
- Okullo Samuel et Frédéric Reynès, « Imperfect cartelization in OPEC », *Energy Economics*, vol. 60, p. 333-344, novembre, 2016.
- Périer Hélène, « Recession, austerity and gender: a comparison of eight european labour markets », *International Labour Review*, 2016.
- Ragot Xavier, « Le retour de l'économie keynésienne », *Revue d'économie financière*, n° 121, p. 173-185, mars, 2016.
- Raitano Michele et Francesco Vona, « Assessing students equality of opportunity in OECD countries: the role of national and school-level policies », *Applied Economics*, vol. 48, n° 33, p. 3148-3163, 2016.

- Sterdyniak Henri, « La TVA sociale, encore... », *Revue française de finances publiques*, n° 136, novembre, 2016.
- Verdugo Gregory, « Real wage cyclicality in the Euro zone before and during the great recession: evidence from micro-data », *European Economic Review*, vol. 82, n° C, p. 46-69, février, 2016.
- Verdugo Gregory, « Public housing magnets: public housing supply and immigrants location choices », *Journal of Economic Geography*, vol. 16, n° 1, p. 237-264, janvier, 2016.
- Sterdyniak Henri, « Compte-rendu de lecture de « The European social model in crisis, is Europe losing its soul? » », *Revue française de sciences politiques*, vol. 66, n° 1, 2016.

Autres revues

- Blot Christophe, « Une reprise bien fragile », *Alternatives Économiques, L'état de l'économie, Hors-Série*, n° 108, février, 2016.
- Daudin Guillaume, Corentin Ponton et Quentin Vidal, « Analyse historique du commerce extérieur français : le projet TOFLIT18 », *Dialogue*, n° 43, juillet, 2016.
- Ducoudré Bruno, « Essor de la pluriactivité : quelles limites ? », *Constructif*, n° 44, juin, 2016.
- Ducoudré Bruno, Éric Heyer et Mathieu Plane, « La reprise au bout du CICE et du pacte de responsabilité ? », *Alternatives Économiques, L'état de l'économie, Hors-Série*, n° 108, février, 2016.
- Forsé Michel, Alexandra Frenod, Caroline Guibet-Lafaye, Maxime Parodi et Sophie Richardot, « The sense of distributive justice in children from 6 to 10. Equality predominates but sharing norms are different depending of school performance », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. 54, n° 1, p. 13-36, 2016.
- Fracasso Andrea, Martina Sartori et Stefano Schiavo, « Determinants of virtual water flows in the Mediterranean », *Sciences of the Total Environment*, vol. 543, n° B, p. 1054-1062, février, 2016.
- Guillou Sarah, « Fiscalité française et compétitivité : une alliance sous contraintes », *Problèmes Économiques, Hors-Série*, n° 9, p. 42-49, mars, 2016.
- Heyer Éric, « Le chômage, d'une crise à l'autre : retour sur un mal durable », *Cahiers français*, n° 394, septembre, 2016.
- Heyer Éric, « Les raisons du chômage en France », *Revue Idées économiques et sociales*, n° 185, p. 34-44, septembre, 2016.
- Landa Gissela, Paul Malliet et Aurélien Saussay, « Après la COP21, tout reste à faire », *Alternatives Économiques, L'état de l'économie, Hors-Série*, n° 108, février, 2016.
- Laurent Éloi, « Mesurer pour changer : le temps des territoires », *Études et documents. Commissariat général au développement durable*, n° 137, p. 7-9, janvier, 2016.
- Laurent Éloi, « La qualité de l'air : un enjeu social-écologique », *Revue le 1*, n° 118, août, 2016.

- Laurent Éloi, « La terre en partage, quel héritage », *Revue Eléphant*, Hors-série, septembre, 2016.
- Laurent Éloi, « Après la COP 21, priorité à la justice climatique », *L'Économie Politique*, n° 69, janvier, 2016.
- Le Cacheux Jacques, « Système de prélèvement et redistribution », *Problèmes Economiques*, n° 9, p. 57-63, mars, 2016.
- Levasseur Sandrine, « La loi SRU et les quotas de logements sociaux : bilan et perspectives », *Revue française des affaires sociales*, n° 3, p. 115-149, 2016.
- Madec Pierre, « Les aides personnelles au coeur de la politique du logement en France », *Revue française des affaires sociales*, vol. 3, n° 7, p. 91-112, octobre, 2016.
- Mathieu Catherine, « Le risque du Brexit », *Alternatives Economiques, L'état de l'économie, Hors-Série*, n° 108, février, 2016.
- Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « Le pari dangereux des réformes structurelles », *Alternatives Economiques, L'état de l'économie, Hors-Série*, n° 108, février, 2016.
- Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « Gouvernance de la zone euro. La fin de la démocratie », *EU-Topias*, vol. 11, 2016.
- Parodi Maxime et Xavier Timbeau, « Union européenne : retrouver les° chemins de la démocratie », *Terra Nova*, 21-juin-2016.
- Périvier Hélène, « La pauvreté au prisme du genre », *Communications*, n° 98, 2016.
- Ragot Xavier, « Coordonner les budgets en zone euro », *Commentaire*, vol. 155, p. 513-516, octobre, 2016.
- Rifflart Christine, « Économie américaine : régler les taux face à une croissance plus fragile », *The Conversation*, 15-sept-2016.
- Sterdyniak Henri, « Le pari dangereux des réformes structurelles », *Alternatives Economiques, L'état de l'économie, Hors-Série*, n° 108, février, 2016.
- Timbeau Xavier, « Le code du travail accusé à tort ? », *Cahiers français*, vol. 394, 2016.
- Touzé Vincent, « Les fonds de pensions aux Etats-Unis », *Tangente - Hors-série*, n° 57, mars, 2016.
- Ragot Xavier, « De quoi la stagnation séculaire est-elle le nom ? », *L'Économie politique*, vol. 70, p. 27-38, avril, 2016.

Working papers OFCE & autres

- Aldama Pierre et Jérôme Creel, « Why fiscal regimes matter for fiscal sustainability analysis: an application to France? », *Working paper OFCE*, 15, 2016.
- Antonin Céline, Guillaume Corlay, Guillaume Daudin, Stéphane Dupraz, Claire Labonne et Anne Muller, « Comment: inferring trade costs from trade booms and trade busts », *Working paper OFCE*, 25, 2016.
- Balint Toma, Francesco Lamperti, Antoine Mandel, Mauro Napoletano, Andrea Roventini et Alessandro Sapio, « Complexity and the economics of climate change: a survey and a look forward », *Working paper OFCE*, 23, 2016.
- Bianco Dominique et Evens Salies, « The strong porter hypothesis in an endogenous growth model with satisficing managers », *Working paper OFCE*, 1, 2016.
- Charles Loïc et Guillaume Daudin, « Cross-checking the sound database with the French balance du commerce data », *Working paper OFCE*, 3, 2016.
- Consoli Davide, Giovanni Marin et Francesco Vona, « Measures, drivers and effects of green employment: evidence from US local labor markets, 2006-2014 », *Working paper OFCE*, 22, 2016.
- Dosi Giovanni, Pereira Marcello, Andrea Roventini et Maria Enrica Viirgillito, « When more flexibility yields more fragility: The microfoundations of keynesian aggregate unemployment », *Working paper OFCE*, 7, 2016.
- Ducoudré Bruno, Pierre Madec, Hervé Péléraux, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « Le bilan préliminaire du quinquennat de F. Hollande », *Document de travail de l'OFCE*, 26, 2016.
- Durand Cédric et Sébastien Villemot, « Balance sheets after the EMU: an assessment of the redenomination risk », *Working paper OFCE*, 31, 2016.
- Fagiolo Giorgio et Andrea Roventini, « Macroeconomic policy in DSGE and agent-based models redux: new developments and challenges ahead », *Working paper OFCE*, 11, 2016.
- Ferraresi Tommaso, Andrea Roventini et Willi Semmler, « Macroeconomic regimes, technological shocks and employment dynamics », *Working paper OFCE*, 19, 2016.
- Gaffard Jean-Luc, « Libéralisme, souveraineté et politique économique : un débat contemporain », *Document de travail de l'OFCE*, 20, 2016.
- Gaffard Jean-Luc, « Turbulences et résilience des territoires : éléments d'analyse », *Document de travail de l'OFCE*, 21, 2016.
- Gaffard Jean-Luc et Francesco Saraceno, « Anatomie du désordre européen », *Document de travail de l'OFCE*, 27, 2016.
- Gannon Frédéric, Gilles Le Garrec et Vincent Touzé, « Aging, international capital flows and long-run convergence », *Working paper OFCE*, 9, 2016.
- Gannon Frédéric, Florence Legros et Vincent Touzé, « Sustainability of pension schemes: building a smooth automatic balance mechanism with an application to the us social security », *Working paper OFCE*, 16, 2016.

- Giovanni Dosi, Pereira Marcello, Andrea Roventini et Virgillito Maria Enrica, « The effects of labour market reforms upon unemployment and income inequalities: an agent based model », *Working paper OFCE*, 24, 2016.
- Guerini Mattia, Mauro Napoletano et Andrea Roventini, « No man is an island: the impact of heterogeneity and local interactions on macroeconomic dynamics », *Working paper OFCE*, 18, 2016.
- Hubert Paul et Fabien Labondance, « The effect of ECB forward guidance on policy expectations », *Working paper OFCE*, 30, 2016.
- Hubert Paul et Fabien Labondance, « Central bank sentiment and policy expectations », *Working paper OFCE*, 29, 2016.
- Hubert Paul et Mathilde Le Moigne, « La désinflation manquante : un phénomène américain uniquement ? », *Document de travail de l'OFCE*, 6, 2016.
- Hubert Paul et Becky Maule, « Policy and macro signals as inputs to inflation expectation formation », *Working paper OFCE*, 2, 2016.
- Iacopetta Maurizio, « Commercial revolutions, search and development », *Working paper OFCE*, 8, 2016.
- Jacob Leal Sandrine et Mauro Napoletano, « Market stability vs. market resilience: regulatory policies experiments in an agent-based model with low- and high-frequency trading », *Working paper OFCE*, 12, 2016.
- Le Garrec Gilles et Vincent Touzé, « Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu et année de transition : quel impact pour les finances publiques et l'équité fiscale ? », *Document de travail de l'OFCE*, 28, 2016.
- Le Garrec Gilles et Vincent Touzé, « Capital accumulation and the dynamics of secular stagnation », *Working paper OFCE*, 17, 2016.
- Le Moigne Mathilde, Francesco Saraceno et Sébastien Villemot, « Probably too little, certainly too late. An assessment of the Juncker investment plan », *Working paper OFCE*, 10, 2016.
- Marty Frédéric, « L'Europe de l'énergie : de la concurrence à la solidarité ? », *Document de travail de l'OFCE*, 4, 2016.
- Mondello Gérard et Evens Salies, « Tort law under oligopolistic competition », *Document de travail du GREDEG*, 29, 2016.
- Périer Hélène, « Recession, austerity and gender: a comparison of eight European labour markets », *Working paper OFCE*, 5, 2016.
- Tamborini Roberto et Francesco Saraceno, « How can it work? On the impact of quantitative easing in the Eurozone », *Working paper OFCE*, 13, 2016.

Ouvrages

Creel Jérôme (dir), *L'économie européenne 2016*. La Découverte, Collection Repères, 2016.

Gaffard Jean-Luc, *Macroéconomie : faits, théories et politiques*. Ellipses, 192 pages, 2016.

Heyer Éric (dir), « Introduction », in *L'économie française 2017* La Découverte, Collection Repères, 2016.

Laurent Éloi, *Nos mythologies économiques*. Les Liens qui Libèrent, 2016.

Laurent Éloi, *Nouvelles mythologies économiques*. Les Liens qui Libèrent, 2016.

Contributions à des ouvrages

Antonin Céline, Jérôme Creel (dir) et Sébastien Villemot, « La Grèce, ou l'échec de la gouvernance budgétaire », in *L'économie européenne 2016*, La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 104-113.

Blot Christophe, « La situation conjoncturelle européenne », in *L'économie européenne 2016* (dir. Jérôme Creel), La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 5-22.

Cornilleau Gérard et Vincent Touzé, « L'Europe, ses fiscalités et ses systèmes de protection sociale », in *L'économie européenne 2016* (dir. Jérôme Creel), La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 48-62.

Cornilleau Gérard et Jérôme Creel, « France, a domestic demand-led economy under the influence of external shocks », in *Financialisation and the financial and economic crises*, (E. Hein, D. Detzer, et N. Dodig, Éd.) Edward Elgar Publishing, 2016, p. 214-233.

Creel Jérôme (dir), « Une brève histoire de l'intégration européenne », in *L'économie européenne 2016*, La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 23-35.

Cerveaux Kevin et Fabien Labondance, « Relation entre performances économiques et tourisme dans les espaces insulaires », in *Spécialisation touristique et vulnérabilité*, L'Harmattan, 2016, p. 117-134.

Daudin Guillaume et Jacques Le Cacheux, « Les politiques communes de l'Union européenne », in *L'économie européenne 2016* (dir. Jérôme Creel), La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 36-47.

Delatte Anne-Laure et Xavier Ragot, « Les divergences européennes : causes et leçons », in *L'économie européenne 2016* (dir. Jérôme Creel), La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 91-103.

Dosi Giovanni, Mauro Napoletano, Andrea Roventini et Tania Treibich, « The short- and long-run damages of fiscal austerity: Keynes beyond Schumpeter », in *Contemporary issues in macroeconomics: lessons from the crisis and beyond*, (J. Stiglitz et N. Guzman, Éd.) Palgrave Macmillan, 2016, p. 79-100.

- Ducoudré Bruno, « Emploi et chômage », in *L'économie française 2017* (dir. Éric Heyer), La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 47-61.
- Ducoudré Bruno, Pierre Madec, Hervé Péléraux, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « Le bilan préliminaire du quinquennat de F. Hollande », in *L'économie française 2017* (dir. Éric Heyer), La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 88-122.
- Forsé Michel, Simon Langlois et Maxime Parodi, « Des sentiments de justice sociale divergents en France et au Québec », in *La France des inégalités. Réalités et perceptions*, (O. Galland, Éd.) Presses de l'Université Paris Sorbonne, 2016, p. 137-156.
- Forsé Michel et Maxime Parodi, « Où en est le consentement à l'impôt en France ? », in *La France des inégalités. Réalités et perceptions*, (O. Galland, Éd.) Presses de l'Université Paris Sorbonne, 2016, p. 221-236.
- Forsé Michel, « Le consensus en faveur de l'égalité chez les enfants de 6 à 10 ans », in *La France des inégalités. Réalités et perceptions*, (dir. O. Galland), PUF, 2016, p. 53-64.
- Guillou Sarah, « Commentaires, distinction exposés/abrités : les questions en suspens », in *Dynamique des emplois exposés et abrités en France*, La Fabrique de l'industrie/Presses des Mines, 2016, p. 56-60.
- Guillou Sarah et Evens Salies, « Le coût du crédit d'impôt recherche », in *L'économie française 2017* (dir. Éric Heyer), La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 84-87.
- Heyer Eric (dir), « Introduction », in *L'économie française 2017* La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 3-5.
- Heyer Éric (dir) et Xavier Timbeau, « L'économie française depuis un demi-siècle », in *L'économie française 2017*, La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 18-30.
- Heyer Éric, Mathieu Plane et Xavier Timbeau, « Une autre zone euro est possible, plus démocratique et plus efficace », in *Appel des 138 économistes : sortir de l'impasse*, Les Liens qui Libèrent, 2016.
- Labondance Fabien, « La Banque Centrale Européenne et la stabilité financière », in *L'économie européenne 2016* (dir. Jérôme Creel), La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 76-90.
- Laurent Éloi, « La stratégie climatique européenne : vers une nouvelle ambition ? », in *L'économie européenne 2016* (dir. Jérôme Creel), La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 63-75.
- Laurent Éloi, « Une brève histoire de l'intégration économique européenne », in *L'économie européenne 2016* (dir. Jérôme Creel), La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 23-35.
- Le Moigne Mathilde, Francesco Saraceno et Sébastien Villemot, « Sortir de la crise par l'investissement », in *L'économie européenne 2016* (dir. Jérôme Creel), La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 114-125.
- Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « Ouvrir une crise pour remettre l'Europe sur ses rails », in *Appel des 138 économistes : sortir de l'impasse*, Les liens qui libèrent, 2016.

- Péléraux Hervé et Mathieu Plane, « La situation conjoncturelle : des marges de croissance », in *L'économie française 2017* (dir. Éric Heyer), La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 5-17.
- Péléraux Hervé et Mathieu Plane, « Le tissu productif en France », in *L'économie française 2017* (dir. Eric Heyer), La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 62-77.
- Plane Mathieu, « La place de l'Etat dans l'économie », in *L'économie française 2017* (dir. Éric Heyer), La Découverte, Collection Repères, 2016, p. 31-46.
- Plane Mathieu, « Le chômage de masse : la gangrène de nos économies », in *Notre monde est-il au bord du gouffre ?* (dir. Pierre Pascallon), L'Harmattan, 2016.
- Ragot Xavier, « Vers une véritable union économique et monétaire ? », in *Actes du colloque S&D/ Fondation J Jaurès*, 2016.
- Sterdyniak Henri, « Quel pacte productif pour l'économie française ? », in *Appel des 138 économistes : sortir de l'impasse*, Les Liens qui Libèrent, 2016.
- Sterdyniak Henri, « Comment mettre fin à la domination de la finance ? », in *Appel des 138 économistes : sortir de l'impasse*, Les Liens qui Libèrent, 2016.
- Sterdyniak Henri, « Le revenu universel, miroir aux alouettes ? », in *Appel des 138 économistes : sortir de l'impasse*, Les Liens qui Libèrent, 2016.

Rapports, études

- Allègre Guillaume, Céline Antonin, Christophe Blot, Jérôme Creel, Bruno Ducoudré, Paul Hubert, Sabine Le Bayon, Sandrine Levasseur, Hélène Périvier, Raül Sampognaro, Aurélien Saussay, Xavier (coordinateur) Timbeau, Vincent Touzé et Sébastien Villemot, « The elusive recovery. iAGS 2017 », 2016.
- Callonec Gaël, Guilain Cals et Aurélien Saussay, « Un mix 100 % renouvelable ? Synthèse de l'évaluation macroéconomique », in *Mix électrique 100% renouvelables à 2050. Evaluation macroéconomique*, ADEME, 2016, p. 6-15.
- Cornilleau Gérard, Jérôme Creel, Bruno Ducoudré, Selin Hazir, Paul Hubert, Gissela Landa, Gilles Le Garrec, Pierre Madec, Lionel Nesta, Mathieu Plane, Francesco Saraceno (dir), Aurélien Saussay, Vincent Touzé et Xavier Ragot (dir), « Investissement public, capital public et croissance », OFCE, 130 pages, 2016.
- Dibiaggio Ludovic, Jean-Luc Gaffard, Sarah Guillou, Mauro Napoletano, Lionel Nesta, Evens Saliès et Francesco Vona, « Le développement du Parc de Sophia Antipolis depuis 1997 », 2016.
- Fracasso Andrea, Massimo Riccaboni, Martina Sartori et Stefano Schiavo, « Modeling the future evolution of the virtual water trade network: a combination of network and gravity models », *University of Trento - School of International Studies*, 4, 2016.
- Guillou Sarah, Lionel Nesta, Raül Sampognaro et Tania Treibich, « L'impact du CICE sur la marge intensive des exportateurs. Rapport d'évaluation pour France Stratégie », 2016.

Blog OFCE & autres blogs

Antonin Céline, « Le jobs act de Matteo Renzi : un optimisme très mesuré », *OFCE le blog*, 9 mars 2016.

Antonin Céline, « Italie et marché du travail : une embellie à nuancer », *OFCE le blog*, 8 septembre 2016.

Antonin Céline, Christophe Blot, Bruno Ducoudré, Amel Falah, Sabine Le Bayon, Pierre Madec, Hervé Péléraux, Mathieu Plane, Christine Riffart, Raül Sampognaro et Sébastien Villemot, « France : croissance malmenée », *OFCE le blog*, 28 octobre 2016.

Antonin Céline, Christophe Blot, Amel Falah, Eric (dir) Heyer, Sabine Le Bayon, Catherine Mathieu, Christine Riffart et Sébastien Villemot, « Exit la croissance ? », *OFCE le blog*, 4 novembre 2016.

Antonin Céline, Gilles Le Garrec et Vincent Touzé, « Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu : il y aura bien une "année blanche" ! », *OFCE le blog*, 24 mars 2016.

Bénassy-Quéré Agnès, Xavier Ragot et Guntram B. Wolff, « Quelle union budgétaire pour la zone euro ? », *Note du CAE*, n° 29, février, 2016.

Blot Christophe et Paul Hubert, « Jusqu'où les taux d'intérêt peuvent-ils être négatifs ? », *OFCE le blog*, 25 octobre 2016.

Blot Christophe, Paul Hubert et Fabien Labondance, « Les programmes de QE créent-ils des bulles ? », *OFCE le blog*, 26 février 2016.

Chagny Odile et Sabine Le Bayon, « Quel premier bilan tirer du salaire minimum allemand ? », *OFCE le blog*, 18 juillet 2016.

Coquet Bruno, « L'assurance chômage doit-elle financer le service public de l'emploi ? », *OFCE le blog*, 23 février 2016.

Coquet Bruno, « Dette de l'assurance chômage : quel est le problème ? », *OFCE le blog*, 10 mars 2016.

Coquet Bruno, « Taxer les contrats courts : pourquoi et comment ? », *OFCE le blog*, 31 mai 2016.

Coquet Bruno, « Secteur public : l'assurance chômage qui n'existe pas », *OFCE le blog*, 3 mars 2016.

Cornilleau Gérard et Bruno Ducoudré, « La suppression de la dispense de recherche d'emploi : quand les gouvernements augmentent volontairement le décompte des chômeurs ? », *OFCE le blog*, 24 février 2016.

Creel Jérôme, « L'Economie européenne 2016 », *OFCE le blog*, 1 mars 2016.

DAP, « La baisse du chômage annoncée par l'Insee confirmée en juillet par Pôle emploi », *OFCE le blog*, 24 août 2016.

DAP, « Chômage : ça va (un peu) mieux », *OFCE le blog*, 2016.

DAP, « Chômage : la baisse fait une (petite) pause », *OFCE le blog*, 24 juin 2016.

- DAP, « François Hollande a-t-il gagné son pari sur le chômage ? », *OFCE le blog*, 24 novembre 2016.
- Dosi Giovanni, Marcello Pereirra, Andrea Roventini et Maria Enrica Virgillito, « Labour market flexibility : more a source of macroeconomic fragility than a recipe of growth », *OFCE le blog*, 30 mars 2016.
- Ducoudré Bruno, « L'emploi reprend du service », *OFCE le blog*, 20 mai 2016.
- Ducoudré Bruno, « Plan de formation : un effet transitoire sur le chômage en 2016-2017 », *OFCE le blog*, 11 mai 2016.
- Ducoudré Bruno, Éric Heyer et Mathieu Plane, « Quels impacts doit-on attendre du CICE et du Pacte de responsabilité sur l'économie française ? », *OFCE le blog*, 2 juin 2016.
- Ducoudré Bruno, Pierre Madec, Hervé Péléraux, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « France : des marges de croissance », *OFCE le blog*, 21 avril 2016.
- Ducoudré Bruno, Pierre Madec, Hervé Péléraux, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « Chômage : forte volatilité, faible baisse », *OFCE le blog*, 25 octobre 2016.
- Ducoudré Bruno, Pierre Madec, Hervé Péléraux, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « France : croissance malmenée », *OFCE le blog*, 28 octobre 2016.
- Ducoudré Bruno, Pierre Madec, Hervé Péléraux, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « Le chômage bâti pour durer », *OFCE le blog*, 24 mars 2016.
- Ducoudré Bruno, Pierre Madec, Hervé Péléraux, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « Chômage à contre-emploi », *OFCE le blog*, 26 septembre 2016.
- Ducoudré Bruno, Pierre Madec, Hervé Péléraux, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « Petite reprise après grande crise », *OFCE le blog*, 27 avril 2016.
- Ducoudré Bruno, Pierre Madec, Hervé Péléraux, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « Chômage : au-delà des (bons) chiffres de pôle emploi », *OFCE le blog*, 26 avril 2016.
- Ducoudré Bruno et Sébastien Villemot, « Quelle stratégie pour le rééquilibrage interne de la zone euro ? », *OFCE le blog*, 5 janvier 2016.
- Forsé Michel et Maxime Parodi, « Comment les Français perçoivent-ils l'égalité des chances ? », *OFCE le blog*, 27 janvier 2016.
- Guillou Sarah, « L'acier peut-il réveiller la politique industrielle européenne ? », *OFCE le blog*, 16 mars 2016.
- Guillou Sarah, « Faut-il aider les PME à embaucher ? », *OFCE le blog*, 26 janvier 2016.
- Guillou Sarah, « Le recul industriel trouve-t-il son explication dans la dynamique des services ? », *OFCE le blog*, 10 mai 2016.
- Guillou Sarah, Lionel Nesta, Raül Sampognaro et Tania Treibich, « Le CICE est-il le bon instrument pour améliorer la compétitivité française ? », *OFCE le blog*, 3 octobre 2016.
- Heyer Éric et Paul Hubert, « Le meilleur du contre-choc pétrolier est à venir ! », *OFCE le blog*, 30 mai 2016.

- Heyer Éric, Pierre Madec, Hervé Péléraux et Mathieu Plane, « Chômage : baisse incertaine mais hausse certaine des inscrits de longue durée », *OFCE le blog*, 24 février 2016.
- Heyer Éric, Pierre Madec, Mathieu Plane et Hervé Péléraux, « 2015 : huitième année de hausse du chômage », *OFCE le blog*, 27 janvier 2016.
- Hubert Paul, « La BCE étend son programme de QE et brouille sa communication », *OFCE le blog*, 11 mars 2016.
- Hubert Paul et Fabien Labondance, « L'optimisme des banquiers centraux a-t-il un effet sur les marchés ? », *OFCE le blog*, 6 octobre 2016.
- Hubert Paul et Mathilde Le Moigne, « La désinflation manquante est-elle uniquement un phénomène américain ? », *OFCE le blog*, 16 février 2016.
- Landa Gissela, Paul Malliet et Aurélien Saussay, « Renouveler le mix : réaliser la transition énergétique, enfin ! », *OFCE le blog*, 8 décembre 2016.
- Laurent Éloi, « Mesurer le bien-être et la soutenabilité : un numéro de la revue de l'OFCE », *OFCE le blog*, 3 février 2016.
- Le Garrec Gilles et Vincent Touzé, « Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu et année de transition : quel impact pour les finances publiques et l'équité fiscale ? », *OFCE le blog*, 27 septembre 2016.
- Le Garrec Gilles et Vincent Touzé, « L'équilibre de stagnation séculaire », *OFCE le blog*, 26 janvier 2016.
- Le Garrec Gilles et Vincent Touzé, « Caractéristiques et dynamique de l'équilibre de stagnation séculaire », *Note de l'OFCE*, janvier 2016.
- Madec Pierre, « 2010-2015 : un choc fiscal concentré sur les ménages... les plus aisés ? », *OFCE le blog*, 14 novembre 2016.
- Madec Pierre, « Très cher Pinel.... », *OFCE le blog*, 15 avril 2016.
- Madec Pierre, « Le coût économique et social du mal-logement », *OFCE le blog*, 17 juin 2016.
- Madec Pierre et Hervé Péléraux, « Quand la construction va... », *OFCE le blog*, 30 novembre 2016.
- Mathieu Catherine, « Le salaire national de subsistance : un nouveau dispositif de revalorisation des bas salaires au Royaume-Uni », *OFCE le blog*, 18 avril 2016.
- Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « Brexit : quelles leçons pour l'Europe ? », *OFCE le blog*, 24 juin 2016.
- Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « Un nouvel arrangement pour le Royaume-Uni dans l'UE : les leçons européennes de l'accord du 19 février », *OFCE le blog*, 25 février 2016.
- Parodi Maxime, « Le rêve américain (enfin) démontré ? », *OFCE le blog*, 13 janvier 2016.
- Parodi Maxime et Xavier Timbeau, « L'Europe est morte. Vive l'Europe ! », *OFCE le blog*, 27 juin 2016.

- Péléraux Hervé, « Croître et durer un environnement macroéconomique toujours favorable à une reprise », *OFCE le blog*, 13 mai 2016.
- Péléraux Hervé, « Les ressorts inflationnistes se retendent », *OFCE le blog*, 21 novembre 2016.
- Péléraux Hervé, « La révision des comptes nationaux, une étape obligée », *OFCE le blog*, 31 août 2016.
- Ragot Xavier, « Le négationnisme économique », *OFCE le blog*, 12 septembre 2016.
- Ragot Xavier, « L'OFCE et l'élection présidentielle de 2017 », *OFCE La Lettre*, 5 septembre 2016.
- Ragot Xavier, « Ce que révèle le programme économique de Donald Trump », *OFCE le blog*, 17 mai 2016.
- Sampognaro Raül, « 2010-2017 : un choc fiscal concentré sur les ménages », *OFCE le blog*, 14 novembre 2016.
- Sterdyniak Henri, « Restructurer la CSG et la prime d'activité ? Commentaires sur la décision du Conseil constitutionnel du 29 décembre 2015 », *OFCE le blog*, 21 janvier 2016.
- Sterdyniak Henri, « La question des minima sociaux », *OFCE le blog*, 28 avril 2016.
- Villemot Sébastien, « Pourquoi la Grèce ne parvient-elle pas à se désendetter ? », *OFCE le blog*, 23 février 2016.
- Vona Francesco, « L'inégalité intergénérationnelle dans quatre grands pays de l'UE : un seul modèle peut-il tout expliquer ? », *OFCE le blog*, 25 janvier 2016.

Policy briefs OFCE et autres

- Allègre Guillaume, Céline Antonin, Henri Sterdyniak et Vincent Touzé, « Quelles réformes de l'imposition sur le capital pour les hauts revenus ? », *OFCE Policy brief*, 26 octobre 2016.
- Allègre Guillaume et Henri Sterdyniak, « Le revenu universel : une utopie utile ? », *OFCE Policy brief*, 16 décembre 2016.
- Blot Christophe, « Negative interest rates: incentive or hindrance for the banking system? », *Briefing paper pour le Parlement Européen dans le cadre du Dialogue monétaire*, 2016.
- Blot Christophe, Jérôme Creel et Paul Hubert, « Rooms for extension of the ECB's quantitative easing programme », *Briefing paper pour le Parlement Européen dans le cadre du Dialogue monétaire*, n° 1, février, 2016.
- Blot Christophe, Jérôme Creel, Paul Hubert et Fabien Labondance, « The impact of ECB policies on Euro area investment », *Briefing paper pour le Parlement Européen dans le cadre du Dialogue monétaire*, n°2, juin, 2016.
- Blot Christophe, Jérôme Creel, Paul Hubert et Fabien Labondance, « Financial market fragmentation in the euro area », *Briefing paper pour le Parlement Européen dans le cadre du Dialogue monétaire*, n° 3, septembre, 2016.

- Blot Christophe, Jérôme Creel, Bruno Ducoudré et Xavier Timbeau, « Back to fiscal consolidation in Europe and its dual tradeoff: now or later, through spending cuts or tax hikes », *European Commission Discussion paper*, 26, 2016.
- Blot Christophe, Jérôme Creel, Bruno Ducoudré, Raül Sampognaro, Xavier Timbeau et Sébastien Villemot, « Cinq propositions pour une croissance soutenable en Europe », *OFCE Policy brief*, 13 décembre 2016.
- Coquet Bruno, « Dégressivité des allocations chômage : une réforme ni nécessaire ni efficace », *OFCE Policy brief*, 8 septembre 2016.
- Coquet Bruno, « Assurance chômage des seniors : peu de problèmes, beaucoup de solutions », *OFCE Policy brief*, 5 octobre 2016.
- Creel Jérôme, Daniel Detzer, Fabien Labondance et Carlos Rodriguez, « Banking risk in France, Germany and Spain », *European Policy Brief*, 2016.
- DRIC, « L'état du tissu productif français. Absence de reprise ou véritable décrochage ? », *OFCE Policy brief*, 9 novembre 2016.
- Ducoudré Bruno, Pierre Madec, Hervé Péléraux, Mathieu Plane, Raül Sampognaro, Bruno Bjai, Éric Heyer, Xavier Timbeau et Xavier Ragot, « Le quinquennat de F. Hollande : enlisement ou rétablissement ? », *OFCE Policy brief*, 5 septembre 2016.
- Landa Gissela, Paul Malliet, Frédéric Reynès et Aurélien Saussay, « Changer de Mix : urgence et opportunité de la transition énergétique en France », *OFCE Policy brief*, 1 décembre 2016.
- Mathieu Catherine, « Le référendum britannique du 23 juin 2016 : le saut dans l'inconnu », *OFCE Policy brief*, 13 juillet 2016.
- Ragot Xavier, « Investissement public, capital public et croissance », *OFCE Policy brief*, 28 novembre 2016.

Les *Policy briefs* de l'OFCE dans l'optique de la présidentielle

La période des élections présidentielles est un moment intense de débat public, de cristallisation des visions et des programmes. L'élection présidentielle de 2017 est d'ores et déjà marquée par des débats de politique internationale ou de sécurité intérieure. Cependant, les questions économiques restent très présentes du fait de l'absence de consensus sur l'état économique de la France, les positions se situant entre un catastrophisme prophétique et un optimisme relatif. La situation européenne est quant à elle à la fois peu discutée sur le fond et source de grande incertitude.

À ces éléments s'ajoute la forme nouvelle du débat public en France. L'organisation d'élections primaires dans les deux principaux partis politiques, Les Républicains et le Parti socialiste, ont conduit les candidats à préciser relativement tôt à la fois leur diagnostic et les mesures économiques envisagées. Par ailleurs, l'émergence d'instituts et de *Think Tanks*, qui se proposent d'évaluer les politiques publiques, de manière parfois partisane, change la tonalité du débat économique vers plus de rigueur dans les évaluations.

Dans ce nouvel environnement, la mission de l'OFCE est de contribuer au débat public en éclairant les enjeux économiques de court et de long terme, national et européen, dans les années à venir. Pour ce faire, l'OFCE a sorti 10 *Policy briefs* sur des sujets variés en 2016, dont 8 en rapport avec l'élection présidentielle 2017 :

1. « Le quinquennat de François Hollande : enlisement ou rétablissement ? » : bilan économique du quinquennat.
2. « Dégressivité des allocations chômage : une réforme ni nécessaire ni efficace » sur une des mesures proposées par les candidats Les Républicains
3. « Quelles réformes de l'imposition sur le capital pour les hauts revenus ? » qui pose notamment la question de la place de l'ISF dans la fiscalité française.
4. « L'état du tissu productif français : absence de reprise ou véritable décrochage ? » sur la santé du tissu productif français.
5. « Investissement public, capital public et croissance » sur les effets sur la croissance d'une hausse de l'investissement public
6. « Changer de Mix : urgence et opportunité de la transition énergétique en France » fait le diagnostic de la nécessité d'une transformation de notre mix énergétique dans l'optique de se diriger vers un mix électrique renouvelable.
7. « Cinq propositions pour une croissance soutenable en Europe ». Après un diagnostic sur la situation économique de l'Union européenne, des propositions sont avancées pour sortir le continent de la stagnation séculaire.
8. « Le revenu universel : une utopie utile ? » sur les avantages et inconvénients d'une mesure proposée dans le cadre de la primaire citoyenne.

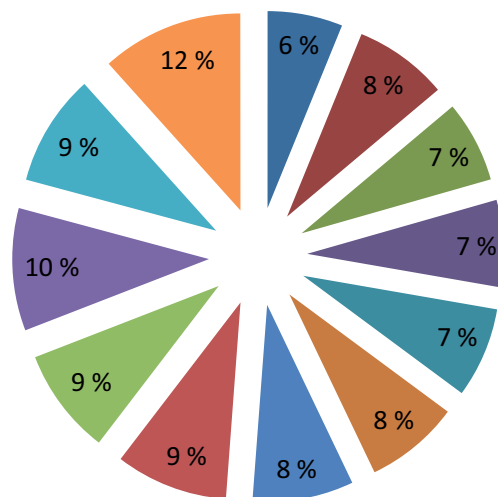
Ces *Policy briefs* ont fait l'objet de nombreuses reprises par la presse.

En 2017, l'OFCE continuera d'évaluer certaines propositions phares discutées dans le débat public par les candidats à l'élection présidentielle et d'analyser les questions clés pour le débat public. La dépense publique, les retraites, la santé, les inégalités, la durée du travail, les politiques d'égalité femmes-hommes, la croissance à 5 ans seront ainsi abordées.

Guillaume Allègre, *Responsable de la visibilité numérique*,
guillaume.allegre@ofce.sciences-po.fr et [@g_allegre](https://twitter.com/g_allegre)

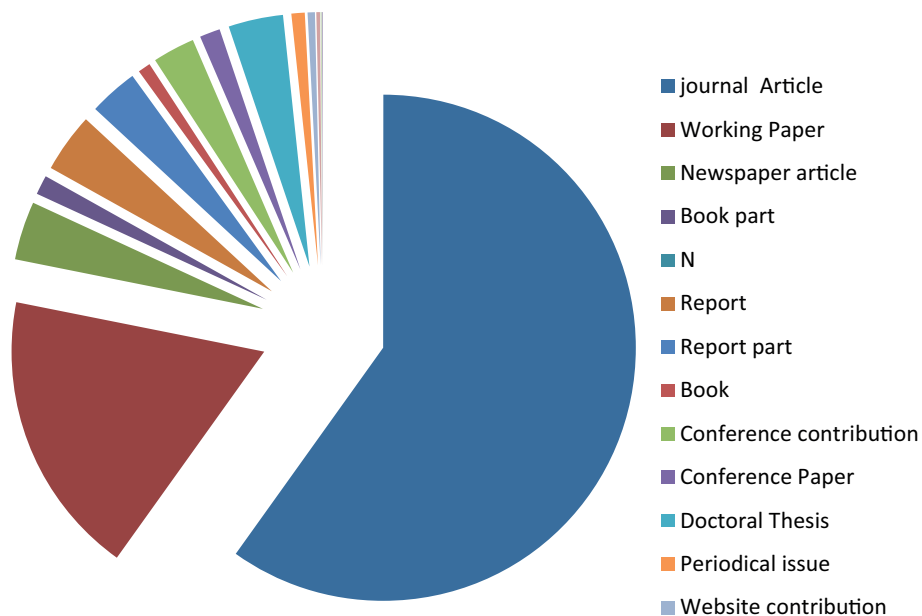
Téléchargements mensuels

■ janv.-16 ■ févr.-16 ■ mars-16 ■ avr.-16 ■ mai-16 ■ juin-16
 ■ juil.-16 ■ août-16 ■ sept.-16 ■ oct.-16 ■ nov.-16 ■ déc.-16



Téléchargements par type de publication

2016



L'OFCE et les RENCONTRES SCIENTIFIQUES



Séminaires OFCE

Les séminaires de l'OFCE sont un événement scientifique régulier permettant la présentation des travaux des chercheurs de l'OFCE ainsi que la présentation de contributions scientifiques de haut niveau de chercheurs français et étrangers. Les séminaires sont le plus souvent ouverts au public et permettent un échange de qualité. Les thématiques couvertes sont nombreuses : macroéconomie, finances publiques, marché de l'emploi, fiscalité, inégalités, etc.

Contacts / Organisation : Christophe Blot et Vincent Touzé*

Liste des séminaires de l'OFCE (28 pour l'année 2016)

12 janvier 2016

« Évaluation du coût économique et social du mal logement », Pierre Madec (OFCE Sciences Po)

19 janvier 2016

« A new identification of fiscal shocks based on the information flow », Giovanni Ricco (University of Warwick)

26 janvier 2016

« Inequality, financialisation and economic crises: an agent-based macro model », Alberto Cardaci (Lombardy Advanced School of Economic Research, Milan) et Francesco Saraceno (OFCE Sciences Po)

2 février 2016

« Capital Accumulation and the Dynamics of Secular Stagnation », Gilles Le Garrec et Vincent Touzé (OFCE Sciences Po)

8 février 2016

« No price like home », Moritz Schularick (University of Bonn, CEPR and CESifo)

15 mars 2016

« Carbon and inequality: from Kyoto to Paris », Lucas Chancel (Iddri and PSE)

23 mars 2016

« PIIGS in the Euro area. An empirical DSGE model » Patrizio Tirelli (University of Milan, Bicocca)

* Christophe Blot, christophe.blot@ofce.sciences-po.fr ; Vincent Touzé, vincent.touze@ofce.sciences-po.fr

29 mars 2016

« Les pratiques d'activités réduites des demandeurs d'emploi et leurs effets sur les trajectoires professionnelles: analyse sur la période 2004-2012 », Xavier Joutard (AMSE, Aix-Marseille School of Economics & LEST, Laboratoire d'économie et de sociologie du travail)

12 avril 2016

« Drowned by Numbers? Designing an EU-wide Unemployment Insurance », Etienne Farvaque (LEM, Université de Lille)

19 avril 2016

« Does central banks' optimism affect interest rates ? », Paul Hubert (OFCE Sciences Po) et Fabien Labondance (CRESE & OFCE)

3 mai 2016

« Probably too little, certainly too late. An assessment of the Juncker Investment Plan », Sébastien Villemot (OFCE Sciences Po), avec Mathilde Le Moigne (ENS) et Francesco Saraceno (OFCE Sciences Po)

4 mai 2016

« Leçons de l'expérience japonaise : vers une autre politique économique ? » Sébastien Lechevalier (EHESS) et Briec Monfort (CEAFJP)

10 mai 2016

« Why fiscal regimes matter for fiscal sustainability analysis : an application on France's fiscal policy », Pierre Aldama (PSE, Université Paris I) et Jérôme Creel (OFCE Sciences Po)

17 mai 2016

« When more flexibility yields more fragility: the microfoundations of keynesian aggregate unemployment », Giovanni Dosi (Scuola Superiore Sant'Anna)

23 mai 2016

« Division sexuée du travail dans les couples selon le statut marital en France : Une exploration à partir des enquêtes Emploi du temps de 1985-86, 1998-99 et 2009-10 », Lamia Kandil et Hélène Périvier (OFCE Sciences Po)

2 juin 2016

« Dynamic and long term properties of the ThreeME model », Gisela Landa, Paul Malliet (OFCE Sciences Po), Frédéric Reynès (NEO) et Aurélien Saussay (OFCE Sciences Po)

7 juin 2016

« Féminisation et performances économiques et sociales des entreprises », Thomas Breda (PSE)

8 juin 2016

« From global savings glut to financing infrastructure: the advent of investment platforms », Sanjay Peters (Copenhagen Business School)

14 juin 2016

« L'impact de la transmission du patrimoine sur les comportements d'épargne : Quelle intermédiation de l'économie de la famille ? », Robert J. Gary-Bobo (CREST, ENSAE)

21 juin 2016

« The economic consequences of Brexit: A taxing decision », Rafal Kierzenkowski (OCDE)

30 juin 2016

« Les effets macroéconomiques d'une réforme des retraites » Julia Cuvilliez, Thomas Laurent et Cyril de Williencourt (DG Trésor)

12 juillet 2016

« L'épargne de précaution des ménages français. Une analyse à partir de l'enquête INSEE Budget de Famille 2011 », Céline Antonin (OFCE Sciences Po)

6 septembre 2016

« Balance sheet after EMU » Cédric Durand (Université Paris 13) et Sébastien Villemot (OFCE-Sciences Po)

16 septembre 2016

« L'impact du CICE sur la marge intensive des exportateurs » Sarah Guillou (OFCE Sciences Po)

20 septembre 2016

« Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu et année de transition : Quel impact pour les finances publiques et l'équité fiscale ? » Gilles Le Garrec et Vincent Touzé (OFCE Sciences Po)

27 septembre 2016

« Common factors of commodity prices » Laurent Ferrara (Banque de France)

28 novembre 2016

« Going fully green: macroeconomic impacts of a transition to 100% renewable electricity in France » Aurélien Saussay (OFCE Sciences Po)

6 décembre 2016

« Démocratie sociale sur le lieu de travail. Qu'apprend-on de la réforme de la représentativité syndicale de 2008 ? » Philippe Askenazy (CNRS-ENS).

Journées d'études*



Séminaire « Analyse du tissu productif »

L'OFCE organise un séminaire trimestriel sur l'Analyse du tissu productif. Ce séminaire est un lieu de débat et de confrontation des analyses sur le tissu productif dans l'objectif d'enrichir le diagnostic sur les difficultés et les atouts de la production française et de guider l'élaboration des politiques publiques.

Coordonné par Sarah Guillou, directrice adjointe du Département de recherche Innovation et Concurrence (DRIC) de l'OFCE, il se veut le lieu de rencontre de recherches, de plus en plus nombreuses, qui utilisent les données microéconomiques d'entreprises ou sectorielles et qui analysent la diversité de l'hétérogénéité du tissu productif.

27 janvier 2016

Granularité du tissu productif français : la concentration du pouvoir économique

Intervenant-e-s : Hervé Bacheré, Sarah Guillou, Chiara Criscuolo

8 avril 2016

Le recul industriel trouve-t-il son explication dans la dynamique des services ? L'intenable opposition entre manufacturier et services

Intervenant-e-s : Hadrien Caradant, Tatiana Mosquera Yon, Matthieu Crozet et Sébastien Miroudot

11 juillet 2016

Globalisation, technologie et polarisation des emplois

Intervenant-e-s : Cécile Joly, Pierre-Noël Giraud et Ariel Resheff

* Pour plus d'informations, se reporter au site de l'OFCE : www.ofce.sciences-po.fr



16 et 17 juin 2016

**Economic growth, innovation corporate, governance
(OFCE/Skema)**

Organisateurs : Maurizio Iacopetta et Armin Schwienbacher

Intervenant-e-s : Salome Baslandze, Douglas Cumming, Domenico Ferraro, Paolo Giordani, Florencio Lopez de Silanes, Raoul Minetti, Alessandra Pelloni, Pietro Peretto, Holger Strulik, John Thanassoulis, Bulent Unel, Uwe Walz Etienne Wasmer



16 septembre 2016

**5th Workshop on Complex Evolving System Approach in Economics
(OFCE/GREDEG/Skema)**

Organisateurs : Nobuyuki Hanaki and Mauro Napoletano

The workshop is a joint initiative of OFCE, SKEMA Business School, GREDEG, UNS and Federation W. Döblin.

Intervenants : Makoto Nirei et Antoine Mandel



13 octobre 2016

Journée d'étude sur le revenu d'existence
Guillaume Allègre et Henri Sterdyniak, OFCE

Coordonnée par Guillaume Allègre et Henri Sterdyniak, la journée s'articule autour d'une introduction faisant un état des lieux et de quatre tables rondes lors desquelles les intervenants discutent des fondements philosophiques du revenu universel et de l'avenir du travail, des diverses propositions et de leur financement, ainsi que des projets alternatifs au revenu d'existence.

La journée d'étude est un moment de débat et de confrontation des analyses sur le revenu universel dans l'objectif d'enrichir les connaissances concernant cette proposition novatrice de politique publique.

Intervenant-e-s : Marc de Basquiat, Denis Clerc, Bernard Friot, Anne Eydoux, Mathieu Grégoire, Jean-Éric Hyafil, Gaspard Koenig, Yannick L'Horty, Jean-Claude Loewenstein, Jean-Marie Monnier, Jean-Marie Harribey, Baptiste Mylondo, Hélène Périvier,



14 octobre 2016

Journée d'étude mobilité sociale et frustration
Michel Forsé et Maxime Parodi, OFCE

À l'heure où l'on entend beaucoup parler d'un « ascenseur social » qui serait en panne ou d'un sentiment de déclassement, cette journée d'étude organisée par Michel Forsé (chercheur associé OFCE Sciences Po et CNRS) et Maxime Parodi (OFCE Sciences Po), se propose de revenir sur les questions classiques en sociologie de la mobilité sociale et de la frustration. Comment évoluent aujourd'hui les perspectives de mobilité sociale ? Quel est le ressenti des individus sur la mobilité sociale en général et sur la leur en particulier ? Quel lien peut-on faire entre la mobilité sociale et le sentiment de frustration ? Depuis la célèbre thèse d'Alexis de Tocqueville sur la frustration relative, il est devenu habituel de lier ensemble les deux notions. Est-ce toujours pertinent ? Quelles sont les limites de cette perspective ?



21 octobre 2016

**6th OFCE-GREDEG-SKEMA Workshop on Complex Evolving System Approach
in Economics, « Financial networks and systemic risk »**

Organisateurs : Nobuyuki Hanaki et Mauro Napoletano

The workshop is a joint initiative of EU H2020 Dolfins Project, OFCE, SKEMA Business School, GREDEG UNS and Federation W. Döblin.

Intervenant-e-s : Paolo Barucca, Stefano Battiston, Duc Thi Luu, Fabio Vanni



BANK OF ENGLAND



THE MONEY MACRO AND FINANCE RESEARCH GROUP

12-13 décembre 2016

Workshop on Empirical Monetary Economics 2016

Christophe Blot et Paul Hubert, OFCE Sciences Po

Comité scientifique : Philippe Andrade, Refet Gökaynak, Fabien Labondance, Grégory Leveuge, Giovanni Ricco, Urszula Szczerbowicz

Intervenants : Michael Ehrmann, Domenico Giannone, Refet, Gürkaynak, José-Luis Peydro, Ricardo Reys, Paolo Surico



15 décembre 2016

Le baromètre des prix de l'énergie en France

Partenariat OFCE/European Climate Foundation

L'énergie représente autour de 8 % de la consommation des ménages en France, soit environ 2 300€ par an en moyenne. C'est un poste de dépense important et pourtant il n'existe aujourd'hui pas d'outil simple pour comprendre et mesurer de manière transparente l'évolution des prix de l'énergie.

C'est pourquoi l'OFCE et European Climate Foundation (ECF) ont décidé de développer le Baromètre des prix de l'énergie. Il s'agit d'un outil simple donnant chaque mois l'évolution des prix de l'énergie et ses principales causes, sur la base des statistiques officielles.

Conférences



7/8 juillet 2016 : Conférence franco-allemande OFCE/CEPII/DIW/CESifo

Les divergences entre la France et l'Allemagne se sont accrues ces dernières années mais les interdépendances entre les deux pays restent fortes. Au-delà des enjeux nationaux, la France et l'Allemagne jouent un rôle essentiel sur la scène européenne. Si la reprise se confirme en zone euro, de nombreux défis restent à relever : la faiblesse de la croissance, le risque déflationniste rémanent, la question de la dette publique, la crise des migrants ou les améliorations possibles de la gouvernance européenne. Une conférence franco-allemande est organisée à Paris par 4 instituts français et allemands pour partager et confronter leurs réflexions et leurs propositions sur ces enjeux nationaux et européens.



28 juin 2016 : PSE Conférence « Monetary Policy with Heterogeneous Agents »

L'attention portée à l'impact redistributif de la politique monétaire est grande. À ce titre, l'importance d'inclure l'hétérogénéité dans les cadres théoriques de la politique monétaire est maintenant largement reconnue. Cette conférence réunit des chercheurs de tout premier plan pour discuter ces questions.

L'OFCE et les MÉDIAS



Les médias

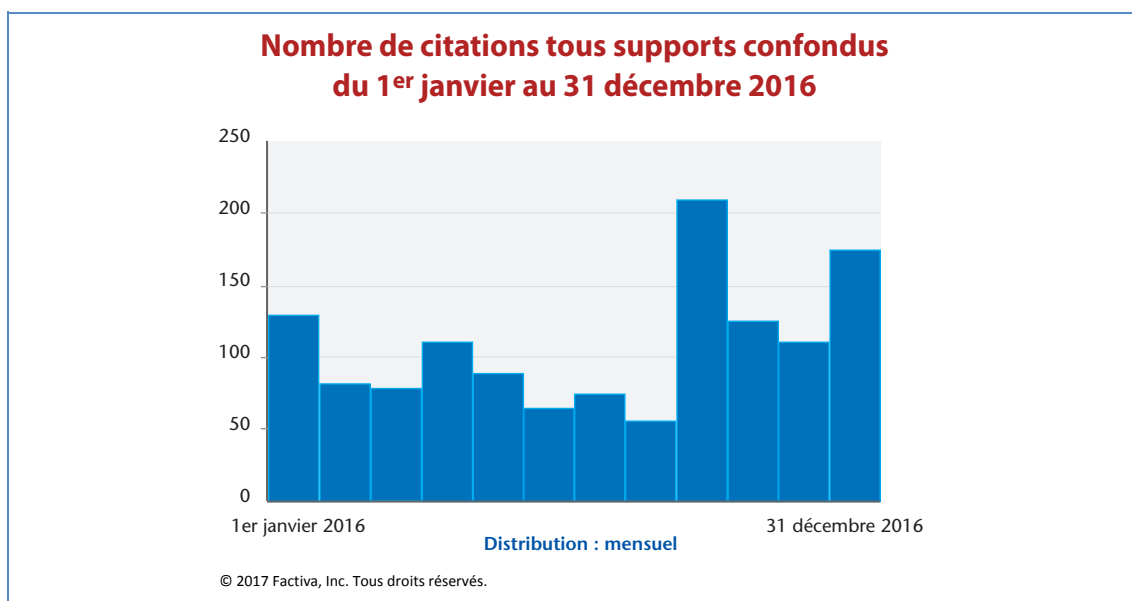
En 2016, les chercheur-e-s de l'OFCE sont intervenu-e-s **2 806 fois** dans les médias : presse écrite, audiovisuel et internet.

En 2016, les médias ont parlé de l'OFCE plus de **7 fois par jour**.

Les chercheur-e-s de l'OFCE sont sollicité-e-s pour donner leur point de vue dans la presse écrite. Ils/elles sont les invité-e-s régulier-e-s des émissions qui comptent dans les débats de politique économique, animés par les journalistes les plus percutants :

- sur les radios du service public : France culture (les Matins, l'économie en questions, les Carnets de l'économie), France inter (Le 7/9, Le téléphone sonne, On n'arrête pas l'éco), France Info (le Journal de l'éco), RFI (Carrefour de l'Europe), certains y ont des chroniques régulières, France 24 (La semaine de l'éco, le gros mot de l'éco), Europe 1 (Le débat éco) ;
- sur les plateaux des chaînes de télévision TF1, France 2, France 3, M6, Arte (le 28') Canal + (Le Grand Journal) et d'information continue : BFM Business-BFMTV (Les Experts), TF1-LCI (Le Club de l'économie) ;
- dans les émissions grand public de débat du service public : (C' dans l'air, France 5) ; les chaînes des assemblées parlementaires : Public Sénat, LCPAN ;
- sur les médias internet.fr : Euractiv.fr (site européen), boursorama.com (Ecorama), sur les sites d'information et blogs divers ;
- dans les grands médias de la presse écrite nationale : tribunes dans *Le Monde*, *les Echos* (*le Cercle*), *Libération*, *L'Expansion*, *Challenges*,

Chaque année, en janvier, les chercheur-e-s de l'OFCE s'expriment, à travers des contributions sur les sujets qui font ou feront débat, dans le Hors-Série : L'état de l'économie » d'*Alternatives Économiques*, en partenariat avec l'OFCE.



Sylvie le Golvan, Responsable de la communication, sylvie.legolvan@ofce.sciences-po.fr

Les conférences de presse

Rendez-vous incontournable de la presse française, européenne et internationale, les conférences de presse de l'OFCE sont un lieu d'échange et de confrontation des analyses entre les chercheurs-e-s de l'OFCE et les journalistes. Elles rencontrent un vif succès.

L'élection présidentielle de 2017

Dès les premiers jours de la rentrée 2016, L'OFCE, sous l'impulsion de son Président Xavier Ragot, contribue avec la rigueur scientifique, à nourrir le débat public en économie en présentant à la presse un dispositif ambitieux. Le lancement officiel de ce dispositif a lieu lors d'une conférence de presse (à deux thèmes), au grand retentissement :

5 septembre 2016

L'OFCE et l'élection présidentielle 2017

et

Le quinquennat de François Hollande : enlisement ou rétablissement ?

12 avril 2016 : Perspectives 2016-2017 : pour l'économie mondiale, la zone euro et la France

La reprise en zone euro est là mais les nombreuses incertitudes économiques mondiales la freinent. Bien des obstacles subsistent et viennent contrarier l'espoir d'une croissance dynamique et pérenne notamment en France : chômage élevé, consommation timide, investissement prudent...

19 octobre 2016 : Prévisions OFCE, Europe, monde, France

La croissance mondiale s'affaiblit et doit faire face à de nouveaux risques. En zone euro, la reprise reste insuffisante pour réduire rapidement le chômage et le risque de faible inflation demeure. Le Brexit représente-t-il une nouvelle menace pour l'Europe ? Les taux d'intérêt négatifs sont-ils une arme efficace de la BCE ou un facteur de risque ?

En France, quelles sont les perspectives économiques à l'aube de l'élection présidentielle ? La politique d'offre semble enfin porter ses fruits mais la croissance sera-t-elle suffisamment robuste pour permettre à la courbe du chômage de s'inverser durablement ? Et dans ce contexte, les objectifs du gouvernement en matière de finances publiques sont-ils crédibles ?

1^{er} décembre 2016 : L'investissement public pour redresser la croissance

À l'heure où les grandes institutions internationales appellent à l'utilisation de l'investissement public dans la zone euro pour accroître l'activité en Europe, l'OFCE pose dans le débat de la Présidentielle 2017 la question de l'investissement public, située à l'intersection des contraintes économiques et des choix politiques pour une croissance pérenne.

Quel est l'effet de l'investissement public par la croissance ? Quelle est l'évolution de l'investissement public en France ? De quel investissement public a-t-on besoin, pour la transition énergétique ou pour un réel investissement dans le capital humain ? Un retour de l'investissement public est-il compatible avec les règles européennes ?

13 décembre 2016 : 5 propositions pour une croissance soutenable en Europe (iAGS 2017)

Neuf ans après l'éclatement de la crise financière, le redressement de l'économie en zone euro reste incertain. La reprise trop frêle est incapable de réduire significativement le taux de chômage et de résorber les inégalités croissantes et de résorber les divergences entre États membres. Sortir de la crise demande un changement de politique économique car si on ne parvient pas à remettre l'Union européenne sur une trajectoire environnementale, sociale et politique soutenable l'éclatement sera la seule issue.

Les événements et partenariats

L'OFCE participe aux grandes manifestations de la recherche en économie. Un partenariat avec l'Agence France presse est mis en place et permet de valoriser les *Policy briefs* des chercheur-e-s de l'OFCE.

8-14 avril 2016 : l'OFCE est partenaire du **PRINTEMPS de l'ÉCONOMIE** (Paris). Une semaine pour explorer les grands enjeux du 21^e siècle



Les chercheur-e-s de l'OFCE proposent plusieurs éclairages et échanges sur le thème de cette 4^e édition « L'économie en quête de territoire(s) ».

Depuis 2013, le Printemps de l'Économie œuvre à la citoyenneté des jeunes par une meilleure compréhension du monde. Le Printemps de l'Économie est un cycle annuel d'événements autour de l'économie destiné aux jeunes. Avec une quarantaine d'événements en une semaine, 175 intervenants et 7 000 participants, le Printemps de l'Économie est une manifestation unique à Paris. Pour favoriser les échanges et parler d'économie différemment, les formats innovants et interactifs sont privilégiés.

e l'OFCE, présent-e-s sur le stand de l'OFCE répondent aux questions des étudiants de Sciences Po et aussi du grand public sur le métier de chercheur-e.



Le Forum de la recherche est une journée unique pour rencontrer des chercheurs et prendre connaissance de toute l'activité scientifique de Sciences Po, des moyens d'en bénéficier, voire d'y participer !

8, 9, 10 novembre 2016 : l'OFCE partenaire scientifique des Journées de l'Économie, JECO, (Lyon)



Les chercheur-e-s de l'OFCE, avec leurs interventions, participent de manière active et constructive aux débats proposés sur le thème « la grande mise à jour ».

Les JECO sont un événement national grand public de référence en matière de réflexion sur les grandes questions économiques.

... le monde est devenu différent. L'Europe est fragilisée, les sociétés se fragmentent, le progrès technique est incertain, la mondialisation ralentit, l'organisation du travail est à réinventer. Pourtant dans un même temps, les territoires sont devenus des acteurs incontestables du changement, l'économie collaborative dans sa diversité ouvre de nouvelles perspectives, les mouvements sociaux révèlent la nécessité de repenser les formes actuelles de gouvernance, le défi environnemental s'impose dans les choix que nous devons faire. A tous les niveaux de l'économie, c'est la grande mise à jour ! Si nous voulons être des acteurs de la mutation qui est engagée, la réflexion sur tous ces sujets est donc essentielle.

Activités contractuelles

Type de financement	Convention de recherche	Début du contrat	Fin du contrat	Objet de l'étude
Européen	EGERA Effective Gender Equality in Research and the Academia	01/01/2014	31/12/2017	Promotion et réalisation dans les institutions partenaires des changements structurels en faveur de l'égalité femmes-hommes et de la prise en compte des enjeux liés au genre dans l'enseignement supérieur et la recherche.
Européen	RASTANEWS Macro-Risk Assessment and Stabilization Policies with New Early Warning Signals	01/02/2013	31/01/2016	Renforcement de la base de connaissances, à la fois théorique et à un niveau appliqué, sur de nombreux aspects sur l'avenir de l'intégration macro-économique et monétaire en Europe ouvrant la voie à une gouvernance révisée de l'UEM, et l'UE dans son ensemble, dans le sillage de la dette de la crise.
Européen	FESSUD Financialisation, economy, society and sustainable development	01/12/2011	30/11/2016	Élaboration d'un programme d'action global pour modifier le rôle du système financier afin d'aider à atteindre un avenir qui soit durable sur le plan environnemental, social et économique.
Européen	ISIGrowth Innovation-fuelled, Sustainable, Inclusive Growth	01/05/2015	30/04/2018	Élaboration d'un diagnostic complet des relations entre l'innovation, la dynamique de l'emploi et la croissance dans une économie plus mondialisée et financiarisée.
Européen	INNOPATH Innovation pathways, strategies and policies for the Low-Carbon Transition in Europe	01/12/2016	30/11/2020	Étude sur les ambitions de décarbonisation de l'UE et sur les impacts économiques, sociaux et environnementaux auxquels ils sont susceptibles de mener.
Européen	European Commission	17/10/2016	17/09/2017	Evaluation of DG ECFIN Forecasting Services
Européen	iAGS – Independent Annual Growth Survey, Groupe Socialistes et Démocrates du Parlement européen	13/11/2016	31/12/2016	Élaboration d'un rapport annuel indépendant sur la croissance en Europe.

Type de financement	Convention de recherche	Début du contrat	Fin du contrat	Objet de l'étude
<i>Européen</i>	Monetary Experts Panel – Parlement européen Contrat-cadre avec le Parlement européen (Direction des affaires économiques et monétaires)	01/02/2015	31/01/2016	Analyse critique et indépendante de la politique monétaire de la BCE et évaluation de l'intégration économique et monétaire de l'UE.
<i>Européen</i>	Hendyplan – Société de conseil en économie et finances basée à Luxembourg qui répond notamment aux appels d'offres pour Eurostat	01/01/2016	31/12/2016	Élaboration d'indicateurs conjoncturels de la zone euro pour l'année 2015.
<i>National</i>	Commissariat général à la stratégie et à la prospective France Stratégie	16/02/2015	16/02/2017	Impact du CICE sur les exportations : l'arbitrage prix-taux de marge des exportateurs (<i>cf.</i> appel d'offre évaluation du CICE sur les comportements des entreprises).
<i>National</i>	Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Énergie	30/11/2015	30/11/2016	Amélioration du modèle <i>ThreeME</i> et simulation de divers scénarios de politiques environnementales sur la croissance, l'emploi et les émissions de gaz à effet de serre.
<i>National</i>	Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Énergie	01/12/2016	30/11/2018	Étude du contenu Carbone de la consommation des Français.
<i>National</i>	Ministère de l'Égalité des Territoires et du Logement et ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie	21/12/2012	30/06/2017	Conception et développement d'un outil informatique permettant de modéliser l'impact des travaux d'amélioration de la performance énergétique des logements sur l'économie générale.
<i>National</i>	Ministère des Droits des Femmes	01/10/2013	31/07/2016	Soutien de la recherche dans le domaine des droits des femmes (<i>cf.</i> programme 137 « Égalité entre les femmes et les hommes »).
<i>National</i>	Fédération Nationale des Travaux Publics	28/09/2015	27/11/2016	État de l'investissement en France.
<i>National</i>	Union Sociale pour l'Habitat	02/03/2016	30/09/2016	Étude relative au logement social.

Suivez l'actualité de l'OFCE sur...



... NOTRE SITE INTERNET

Pour connaître l'ensemble des travaux de l'OFCE

www.ofce.sciences-po.fr

... NOTRE BLOG

Pour analyser l'actualité économique, venez débattre avec nous

www.ofce.sciences-po.fr/blog/

... FACEBOOK, TWITTER

Pour partager avec nos internautes

 www.facebook.com/ofcesciencespo.fr

Rendez-vous sur Twitter pour commenter notre actualité en temps réel

 [@ofceparis](https://twitter.com/ofceparis)